



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Avril 2026 - n°45

■ **Chronologie de la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran ... p.3**

■ **Guerre israélo-américaine-iranienne de mars-avril 2026 : à l'ombre de la superpuissance chinoise ...p.5**

■ **Pétroyuan contre Pétrodollar : le grand basculement ... p.13**

■ **Documents de la gauche iranienne ...p.17**

■ **La gauche de la gauche remplie d'impérialistes à la française : un alignement très clair sur la superpuissance impérialiste chinoise des pseudos- « communistes » ...p.95**

■ **Un horrible exemple : comment les Brésiliens d'A Nova Democracia donnent la parole à l'ambassadeur iranien ...p.103**

■ **Le durcissement de la Crise : le capitalisme ne s'enlise pas, il avance vers la violence de sa fin ...p.107**

■ **Chercheurs en physique quantique pour le désarmement : Manifeste ...p.114**

La guerre de plusieurs semaines entre les États-Unis, Israël et l'Iran a inquiété tous les responsables économiques mondiaux, en raison des soucis que cela cause pour l'approvisionnement en pétrole. Dans une économie mondiale qui fonctionne à flux tendus, qui doit toujours s'optimiser pour répondre aux exigences du capitalisme, un tel événement est une catastrophe.

C'est une situation qui s'ajoute aux autres, dans un mécanisme ininterrompu depuis 2020 et l'ouverture de la seconde crise générale du capitalisme. Plus rien ne tient et, au fur et à mesure, chaque région du monde bascule dans la crise, à sa manière, selon ses modalités propres.

éditorial

Comme il se doit, nous donnons de nouveau la parole à la gauche iranienne. Celle-ci se retrouve dans une situation particulièrement ardue, puisqu'elle doit s'opposer à la fois à l'intervention américano-israélienne et au régime des mollahs.

C'est la toute difficulté de se placer au service du peuple, sans converger en rien avec les impérialistes ou les féodaux. Nous ne pouvons, à ce titre, que dire encore à quel point nous sommes horrifiés de voir des gens se prétendant révolutionnaires s'alignent sur la République islamique d'Iran.

Qu'en 2026, dans un monde qui attend la révolution, on puisse s'imaginer qu'il soit intelligent ou utile de s'aligner sur une telle monstruosité, est aberrant.

Il faut au contraire avoir confiance en le peuple, qui est la seule force motrice de l'Histoire. C'est le peuple qui, à travers les errances, les vicissitudes, les erreurs, les détours... parvient à faire avancer les choses.

L'épauler en cela, le guider, le diriger, tel est le rôle de l'idéologie révolutionnaire et du Parti, conformément aux enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Zedong.

Nous vous appelons à consulter, en Belgique et en France, les sites **vivelemaoisme.org** et **materialisme-dialectique.com**. ■

Chronologie de la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran

28 février 2026 : attaque simultanée des États-Unis et d'Israël contre l'Iran. L'armée israélienne mobilise 200 avions de chasse. Les frappes, aériennes et au moyen de missiles, visent des bâtiments gouvernementaux de Téhéran, ainsi que différentes cibles militaires. Le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, fait partie des victimes. L'Iran riposte en envoyant des missiles et des drones sur des bases militaires américaines de la région (notamment aux Émirats arabes unis, au Koweït et au Qatar), ainsi que sur Israël.

1^{er} mars 2026 : dès le lendemain du début de l'offensive israélo-américaine, le Hezbollah tire des roquettes sur Israël depuis le Liban. Le général Ahmad Vahidi est nommé commandant en chef des Gardiens de la Révolution, en remplacement de Mohammad Pakpour, tué la veille.

2 mars 2026 : les Gardiens de la révolution annoncent la fermeture du détroit d'Ormuz, En Arabie saoudite, les opérations de la raffinerie de Ras Tanura sont temporairement stoppées. Le président américain Donald Trump n'exclut pas une intervention terrestre si nécessaire. Le coût des munitions employées par l'armée américaine en deux jours tournerait autour de 5,6 milliards de dollars.

3 mars 2026 : l'armée israélienne commence à pénétrer le sud du Liban.

4 mars 2026 : l'armée israélienne affirme avoir largué déjà 5 000 bombes sur l'Iran. Un sous-marin américain coule une frégate iranienne au large du Sri Lanka. L'armée américaine affirme que tous les généraux iraniens ont été tués.

5 mars 2026 : le président américain Donald Trump affirme qu'il est prêt à soutenir les Kurdes iraniens basés en Irak s'ils participent à l'initiative américaine. L'information d'une offensive de leur part, annoncée par les médias israéliens la veille, est cependant démentie.

7 mars 2026 : l'usine de désalinisation iranienne de Qeshm est la cible de frappes américaines. Le président iranien Massoud Pezeshkian présente ses excuses aux pays voisins, mais justifie les attaques en raison de l'utilisation de leurs territoires par les États-Unis.

8 mars 2026 : Mojtaba Khamenei, fils du guide suprême tué le 28 février, est nommé pour le remplacer.

10 mars 2026 : le nombre de frappes iraniennes a baissé de 92 % par rapport au début du conflit.

11 mars 2026 : l'Iran intensifie la tension au niveau du détroit d'Ormuz, plusieurs pétroliers étant touchés par des frappes. L'Iran dispose de 1 000 vedettes rapides et de 2000 mines marines, ainsi que des batteries de missiles sol-mer le long des côtes.

12 mars 2026 : le coût du conflit pour l'armée américaine tournerait autour de 12 milliards de dollars.

13 mars 2026 : début de frappes de l'armée américaine sur les installations militaires de l'île de Kharg, terminal pétrolier iranien majeur. L'armée américaine affirme avoir déjà frappé 6 000 cibles dans tout le pays.

14 mars 2026 : depuis le début du conflit, l'Iran a visé les Émirats arabes unis au moyen de 285 missiles balistiques, 15 missiles de croisière et 1576 drones. C'est un peu moins de la moitié des frappes iraniennes alors.

17 mars 2026 : mort dans des frappes israéliennes du chef du Conseil national de sécurité iranien Ali Larijani et du chef du Bassidj, la milice alignée avec le Corps des gardiens de la révolution islamique, Gholamreza Soleimani. L'Iran annonce une augmentation de 60% du salaire minimum.

18 mars 2026 : l'aviation israélienne frappe la portion iranienne du champ gazier de South Pars, le plus grand site pétrochimique iranien. L'Iran commence à viser des infrastructures énergétiques des pays du Golfe. Les pays concernés par les frappes iraniennes en général sont Israël, l'Irak, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Koweït, le Qatar, Oman.

21 mars 2026 : l'Iran lance deux missiles contre la base américano-britannique de Diego Garcia, située à plus de 4 000 km des côtes iraniennes. L'un s'abîme en mer, l'autre est intercepté. Le président américain Donald Trump lance un ultimatum de 48 heures, exigeant la réouverture du détroit d'Ormuz, sans quoi seraient frappées les centrales électriques iraniennes.

23 mars 2026 : le président américain Donald Trump annonce le début de négociations avec l'Iran, suspendant de cinq jours l'ultimatum.

27 mars 2026 : l'Iran bombarde la base Prince Sultan, en Arabie saoudite, provoquant notamment l'endommagement ou la destruction de deux avions ravitailleurs KC-135 et d'un appareil de surveillance E-3 Sentry AWACS. Les États-Unis ont utilisé 850 missiles Tomahawks, sur un total de 3100 disponibles.

28 mars 2026 : les Houthis lancent depuis le Yémen un missile balistique sur Israël. L'armée américaine annonce avoir frappé 11 000 cibles en Iran.

1er avril 2026 : le nombre de morts depuis le début du conflit est de 1937 pour l'Iran, 106 pour l'Irak, 24 pour Israël, 2 pour l'Arabie saoudite, 12 pour les Émirats arabes unis, 7 pour le Koweït.

3 avril 2026 : l'armée iranienne abat deux avions américains, un avion de chasse F-15 et un avion d'attaque A-10 Warthog. L'armée américaine parvient à récupérer les pilotes, dont un quarante-huit heures après lors d'une grande opération spéciale.

4 avril 2026 : le président américain Donald Trump lance un ultimatum de 48 heures.

5 avril 2026 : le président américain Donald Trump réaffirme sa menace de procéder à la destruction des infrastructures civiles iraniennes.

7 avril 2026 : le président américain Donald Trump menace d'anéantir la civilisation iranienne. « Une civilisation entière mourra cette nuit et ne reviendra jamais. Je ne le souhaite pas, mais cela pourrait arriver. »

8 avril 2026 : annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines, sous l'égide du Pakistan.

10 avril 2026 : l'armée israélienne revendique 8500 sorties opérationnelles de son aviation, pour 18 000 bombes utilisées sur 4 000 cibles.

12 avril 2026 : échec au bout de 21 heures des négociations à Islamabad. La délégation américaine était composée notamment de JD Vance, Steve Witkoff, Jarde Kushner ; la délégation iranienne comptait 70 personnes autour du président du Parlement iranien Mohammad Bagher Ghalibaf.

Guerre israélo-américaine-iranienne de mars-avril 2026 : à l'ombre de la superpuissance chinoise

Donald Trump l'a dit et la République islamique d'Iran l'a également dit de son côté par l'intermédiaire de représentants l'expliquant au New York Times ; le ministère chinois des Affaires étrangères l'a également reconnu à demi-mots. C'est la Chine qui est intervenue pour faire en sorte que l'accord de cessez-le-feu proposé par la superpuissance américaine soit accepté par l'Iran.

C'est là un événement historique, d'une immense ampleur. C'est la première fois que la superpuissance impérialiste chinoise participe au premier rang, même si de manière officiellement indirecte, à une crise militaire d'envergure loin de sa propre zone d'influence.

La Chine a l'habitude de se mêler des affaires cambodgiennes, vietnamiennes, laotiennes, birmanes. Cependant, la ligne jusqu'à présent était de faire un profil bas au niveau mondial, de jouer la carte du « multipolaire » et de la légitimité des institutions officielles comme l'ONU.

Toutefois, le jeu américain était trop brutal, trop virulent, trop explosif. La superpuissance impérialiste chinoise a besoin du pétrole iranien – elle en consomme 80 % de la production. Elle a également besoin du pétrole de cette partie du monde en général.

Une situation de crise régionale aurait affaibli son économie. La superpuissance impérialiste américaine le savait et elle a tout fait, précisément, afin de la faire sortir de sa position de « splendide isolement », pour reprendre une position attribuée auparavant à l'empire britannique.



Donald J. Trump  
@realDonaldTrump

A whole civilization will die tonight, never to be brought back again. I don't want that to happen, but it probably will. However, now that we have Complete and Total Regime Change, where different, smarter, and less radicalized minds prevail, maybe something revolutionarily wonderful can happen, WHO KNOWS? We will find out tonight, one of the most important moments in the long and complex history of the World. 47 years of extortion, corruption, and death, will finally end. God Bless the Great People of Iran!

Officiellement, la Chine serait intervenue auprès de l'Iran au dernier moment seulement. Ce n'est qu'une heure trente avant la fin de l'ultimatum que l'accord aurait été accepté. Juste avant, Donald Trump avait menacé d'anéantir la civilisation iranienne.

Cela faisait également plusieurs jours que Donald Trump repoussait l'ultimatum, alors qu'officiellement l'armée américaine était prête à détruire l'industrie énergétique iranienne, ainsi que les centrales et les infrastructures liées. On remarquera qu'étant donné qu'il s'agit de structures civiles, cela s'apparente normalement à un crime de guerre.

Mais il faut surtout souligner qui est le grand perdant dans toute cette histoire : les masses iraniennes. Elles ont été victimes d'une sorte de prise en étau par les mollahs et Donald Trump.

Ni les mollahs ni la superpuissance impérialiste américaine ne voulaient d'une révolution iranienne. Partant de là, malgré leurs différences, il y a une convergence d'intérêts réactionnaires pour le maintien d'une forme de statu quo.

Les mollahs veulent rester en place, la superpuissance impérialiste américaine veut des mollahs dans son orbite. Tout est fait pour empêcher la révolution iranienne.

Les bombardements israélo-américains : Top Gun Maverick

Le conflit armé a commencé en fait le dernier jour du mois de février 2026. On a alors le début d'une opération conjointe israélo-américaine, dénommée *Lion rugissant* du côté israélien, *Fureur épique* du côté américain.

Cette opération a consisté surtout en des frappes aériennes massives, avec également l'utilisation de drones armés, de missiles de croisière, de la guerre électronique. Et ici il faut rappeler quelque chose de très important.



Lorsque le film Top Gun Maverick est sorti au cinéma en 2022, son succès a été immense. Il y a eu pratiquement un million d'entrées en Belgique, plus de 6,6 millions d'entrées en France. Le succès a été immense d'ailleurs à l'échelle mondiale, avec 1,5 milliard de dollars de recettes.

Ce succès pour un film extrêmement médiocre et relevant de la pure propagande militariste américaine reflète toute une idéologie largement diffusée. Et on notera que dans le film, il s'agit d'une mission contre un site d'enrichissement de combustible nucléaire dans une zone très montagneuse, une allusion à peine voilée à l'Iran.

Et on sait qu'en juin 2025, la superpuissance impérialiste américaine a lancé l'opération « Marteau de minuit » qui a visé les installations nucléaires iraniennes de Fordo, Natanz et Ispahan.

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que la narration contre l'Iran était déjà mise en place. Tous ceux qui ont soutenu le film Top Gun Maverick, donc y compris ceux qui sont allés le voir au cinéma, ont participé à une dynamique impérialiste. On se rappellera d'ailleurs qu'à l'occasion de la diffusion du film au Festival de Cannes la même année, la venue de l'acteur sur les marches a été saluée par un survol de la « Patrouille de France », la patrouille acrobatique de l'Armée de l'air française.

Il est très important de souligner cet exemple, car l'opération israélo-américaine n'a pas utilisé de troupes au sol. On est dans l'idéologie de l'aviation et de la supériorité technologique.

La superpuissance impérialiste américaine n'a également pas manqué de renforcer cette narration avec le sauvetage d'un pilote dont l'appareil avait été abattu, début avril. Le pilote s'était caché dans une crevasse en montagne alors que son binôme avait lui pu être tout de suite récupéré, et il a été secouru par l'utilisation de centaines de soldats des forces spéciales, de dizaines d'avions de combat américains et d'hélicoptères.

On est dans l'idéologie du rouleau compresseur, principalement par la supériorité aérienne jusqu'à la suprématie, qui forme le noyau dur de la stratégie militaire américaine, ainsi que de son appendice l'Otan.

La pseudo-réaction asymétrique de l'Iran

La République islamique d'Iran a développé un type d'armée très particulier, en raison de sa propre nature. Son régime est, en effet, fondé sur le principe du terrorisme. Un opposant doit être torturé et ensuite témoigner de sa « conversion » lors d'un passage à la télévision, sinon il a vite fait d'être éliminé.

Cela passe également par la liquidation d'opposants à l'étranger, les menaces et actions de représailles sur des familles entières. Le noyau dur de cette démarche, ce sont les « Gardiens de la Révolution », dans un pays entièrement contrôlé par un capitalisme bureaucratique aux mains de l'élite religieuse.

Il est important de noter cela, car sinon on risque de tomber dans le panneau de la narration iranienne, largement reprise par des « anti-impérialistes » occidentaux. Elle vise à expliquer que le régime iranien n'est pas du tout agressif, qu'il a simplement une attitude défensive en utilisant des moyens propres au faible face au fort.

Ce serait conforme à une République islamique dont la base serait vraiment populaire et l'idéologie véritablement tiers-mondiste, si ce n'est révolutionnaire.

Ce n'est pas du tout la vérité et ce ne sont pas les vidéos de propagande réalisées au moyen de l'intelligence artificielle avec l'esthétique des Lego qui changeront quoi que ce soit à cela.



En réalité, les mollahs profitent du pétrole pour disposer de fonds qu'ils utilisent de la manière la plus simple pour être nuisibles et terroristes.

Leur démarche est, par définition, antipopulaire ; elle vise à éviter le peuple au maximum, pour se fonder sur des commandements éparpillés disposant de « jouets » sous la forme de drones, de missiles balistiques et de missiles de croisière.



Le régime est bien plus décentralisé qu'on ne le pense ; cela reflète la base féodale et l'idéologie patriarcale qui va avec. Il y a donc un dispositif où plus il y a des « commandants », qui s'imaginent des « chevaliers » conformément à l'idéologie religieuse musulmane chiite, mieux c'est pour le régime.

L'Iran a donc employé, du 28 février au 7 avril 2026, au moins 5 000 drones, 2 100 missiles balistiques, 50 missiles de croisière. Une très grande partie se fait intercepter auparavant et les taux de réussite des frappes sont extrêmement faibles.

C'est là où intervient le discours sur une guerre « asymétrique » où ce serait le but de l'Iran de pratiquer des nuisances plus qu'autre chose, afin de tenir sur le long terme et d'épuiser un ennemi plus puissant. Le caractère ridicule de cette affirmation est évident.

Dans la pratique, l'Iran n'a jamais cessé de cumuler les échecs, avec notamment la décapitation de tous les hauts responsables de l'appareil d'État et de l'armée. Le guide suprême Ali Khamenei a été tué dans des frappes, dès le 28 février 2026.

Le ministre de la Défense Aziz Nasirzadeh a été tué le même jour, tout comme le très haut responsable historique Ali Shamkhani, le commandant en chef des gardiens de la révolution Mohammad Pakpour, le chef d'état-major des forces armées Abdolrahim Mousavi. Plus tard ont été tués le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale Ali Larijani, le commandant de la Marine des gardiens de la révolution Alireza Tangsiri.

La liste est encore très longue, bien entendu, parce que le but de la superpuissance impérialiste américaine a été de décapiter la direction, afin qu'une nouvelle parvienne au pouvoir, avec qui négocier un changement d'orientation.

Cela n'a rien changé cependant à la rhétorique ultra de la République islamique d'Iran, triomphaliste jusqu'au fanatisme.



Toute perspective militaire de sa part est bloquée pourtant, puisque la quasi-totalité de l'industrie de défense a été anéantie, ainsi qu'une bonne partie des infrastructures militaires. Le nombre de morts est restreint, mais significatif : autour de 7500. Quant aux perspectives politiques plus directement, il n'y en a strictement aucune. Militairement, la République islamique a été démantelée.

Les cibles de l'Iran

Le démantèlement de la capacité militaire iranienne pose deux questions : la première, c'est celle du changement de régime. Aux yeux de Donald Trump, le régime a déjà changé, car ce ne sont pas les mêmes figures principales qui sont au pouvoir.

La seconde, c'est celle des frappes au moyen donc des missiles et des drones, et de leur importance. Faut-il considérer que c'est une expression intelligente de la part d'une puissance inférieure ou bien une fuite en avant militariste de la part d'un régime obscurantiste ?

Il n'y a pas à hésiter et c'est là qu'il faut comprendre les ambitions démesurées des mollahs. Il est vrai naturellement que la République islamique d'Iran a visé ses pays voisins, en pariant que l'instabilité générale ne serait pas supportée et qu'il y aurait une pression de leur part sur la superpuissance impérialiste américaine. Il serait toutefois naïf d'avoir une lecture aussi unilatérale.

Dans l'imaginaire du régime iranien, il s'agit de devenir la principale force régionale. Pour cela, l'Iran s'appuie sur les forces féodales musulmanes chiites, ainsi que sur le Hamas. Et il fait face à de puissants concurrents.

Le Qatar et la Turquie agissent de concert, avec un alignement sur l'idéologie des Frères musulmans dont relève par ailleurs le Hamas. L'Arabie saoudite propose sa version à elle de l'islam et a de solides ancrages en Égypte, au Soudan, au Yémen, en Somalie, au Nigeria.

Les Emirats arabes unis sont eux aussi présents en Afrique, avec un rôle majeur au Mali et au Burkina Faso, au Ghana et au Bénin, au Niger et au Tchad, en République centrafricaine et en République du Congo, en Éthiopie et au Kenya, en Tanzanie et au Rwanda, au Burundi et au Gabon.

Dans un tel contexte d'affrontement entre expansionnismes, l'occasion pour l'Iran de pouvoir enfin frapper sur des voisins était trop belle, tant en ce qui concerne l'Arabie Saoudite montant en puissance que les pays du Golfe attirant les millionnaires et les influenceurs. Voici les chiffres des attaques iraniennes pour le mois de mars 2026.

Pays ciblés	Missiles	Drones
Arabie saoudite	66	766
Emirats arabes unis	429	1914
Qatar	206	93
Bahreïn	174	391
Koweït	307	616
Oman	0	19
Jordanie	22	240

L'Iran a justifié ses frappes en arguant de la présence de troupes américaines. Elle a ainsi notamment frappé le quartier général de la cinquième flotte des États-Unis à Bahreïn, ainsi que la base aérienne d'Al Udeid au Qatar, celle d'Ali Al Salem au Koweït, celle d'Al Dhafra aux Émirats arabes unis.

Il y a bien entendu un black-out de la part des autorités de tous ces pays, afin de masquer au maximum les dégâts et de ne pas ternir leur réputation.

Israël a également été visé, bien entendu, puisque c'est l'autre grand concurrent régional. Et il est flagrant que l'État israélien pratique exactement la même fuite en avant que le régime iranien.

La fuite en avant fanatique d'Israël

Il y a eu un nombre très important de mouvements de soutien à Gaza dans les pays occidentaux. Il faut dire ce qui est : on avait là des hypocrites et des incapables. Car strictement rien n'a changé pour les Gazaouis, d'une part. Cela montre bien que tout ce cinéma grotesque ne représentait rien et ne servait à rien.

Et c'est désormais la Cisjordanie qui est ciblée, d'autre part. Les colons ont déclenché une vague de violences meurtrière et rien que de novembre 2024 à octobre 2025, plus de 36 000 Palestiniens ont été chassés. Inversement, pour la même période, plus de 36 000 logements pour les colons ont été approuvés par les autorités pour Jérusalem-Est et 27 000 pour le reste de la Cisjordanie.

Ce n'est pas tout. Israël a décidé d'annexer le sud du Liban, avec une partie de la région de la Bekaa et le sud de la banlieue de Beyrouth.



On parle de tout ce qui se trouve au sud du fleuve Litani.

Les bombardements sont massifs, les routes et les ponts sont coupés. 1,2 million de personnes ont fui, 150 000 personnes se retrouvant encore coincées dans la région concernée.

L'objectif des Israéliens est l'anéantissement du Hezbollah, le « parti de Dieu » organisé par les musulmans chiites du Liban, qui n'a jamais cessé son harcèlement militaire. Israël avait déjà occupé une partie de la région d'ailleurs entre 1982 et 2000.

Mais tout comme pour la République islamique d'Iran, dont le Hezbollah est un appendice d'ailleurs, il ne faut pas prendre au sérieux la rhétorique israélienne, dont le sens réel est l'expansionnisme.

On est dans la quête d'une hégémonie régionale à travers l'agitation et la nuisance, la destruction et l'agressivité. Toutes les forces présentes s'agitent, afin de prendre le dessus, emportant le Moyen-Orient dans un désastre généralisé.

L'Orient compliqué et le détroit d'Ormuz

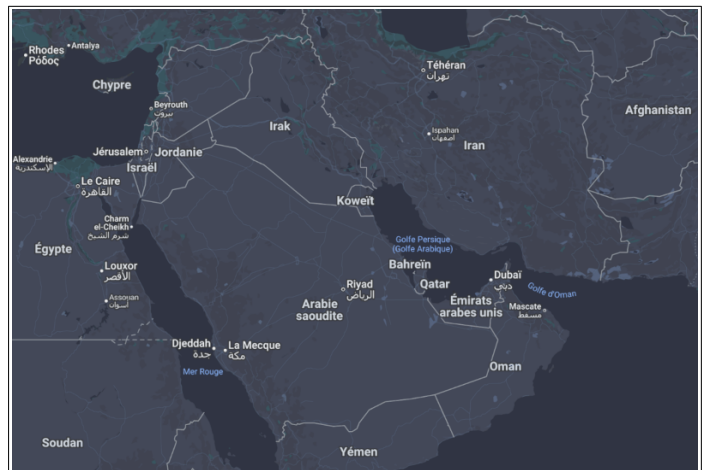
Il y a une phrase très connue de de Gaulle qu'on trouve dans ses Mémoires : « Vers l'Orient compliqué je volais avec des idées simples ». Et les grandes puissances se désintéressaient bien, en effet, de l'Orient et de ses complications multiples. C'est toutefois impossible en raison de l'importance du pétrole et du gaz.



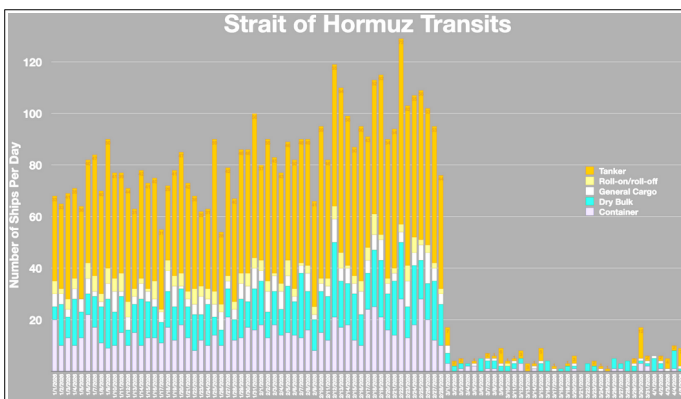
Dans le contexte de la seconde crise générale du capitalisme commencée en 2020, c'est encore plus vrai. Ce qui joue ici, c'est le détroit d'Ormuz, qui à son point le moins large fait 55 km. C'est par là que passe 30 % du pétrole mondial, avec autour de 2400 gros pétroliers utilisés (à quoi il faut ajouter les petits, les non-officiels, etc.). Sont concernés l'Iran, mais également les Émirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite, Bahreïn et le Qatar.

La guerre israélo-américano-iranienne a bien évidemment bloqué le trafic. C'est là où se sont catastrophées toutes les grandes puissances et que Donald Trump a dénoncé notamment l'Otan comme ne servant à rien, car n'aidant pas les États-Unis contre l'Iran.

C'est même devenu le nexus de la contradiction entre la République islamique d'Iran et la superpuissance impérialiste américaine.



La première considère qu'elle peut jouer sur le facteur temps et que la pression mondiale sera de plus en plus grande pour que les navires puissent passer le détroit d'Ormuz. Par sa puissance de nuisance, l'Iran peut bloquer ou gêner massivement le passage. Il faudra donc composer avec elle.



La seconde a constaté l'effondrement du nombre de navires qui passent et elle s'en moque, n'étant pas directement concernée par ce pétrole. Elle peut donc maintenir la pression et, à force de menaces, considérer que son adversaire finira bien par plier.

Le contrôle du détroit d'Ormuz forme ainsi le cœur même de la contradiction.

Derrière le détroit d'Ormuz, la question chinoise

Si la question du détroit d'Ormuz est effectivement le nexus de la contradiction américano-iranienne, ce n'est toutefois qu'une contradiction qui s'insère dans un ensemble bien plus large. Ce qui compte réellement, en fin de compte, c'est la troisième guerre mondiale de repartage du monde, c'est l'affrontement entre la superpuissance impérialiste hégémonique américaine et sa compétition avec son challenger, la superpuissance impérialiste chinoise.

La moitié du pétrole consommé par la Chine provient d'Arabie saoudite, d'Irak, des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Iran. La fermeture du détroit d'Ormuz est donc une catastrophe potentielle pour elle.

C'est vrai pour aujourd'hui, comme pour demain. Si à un moment donné, en raison d'un conflit militaire, la superpuissance impérialiste américaine est en mesure de bloquer le passage des navires, la Chine serait dans une situation terrible.

Ce n'est pas tout. 13 % du pétrole consommé par la Chine provient d'Iran. Le fait que la République islamique d'Iran soit donc alignée sur la Chine et la Russie est une double assurance du point de vue chinois. L'Iran est également membre, depuis 2024, des BRIC (devenu la même année les BRICS+).



La superpuissance impérialiste chinoise a tout à fait conscience du risque général que tout cela présente. Pour cette raison, elle tente de faire reculer sa consommation d'énergies fossiles. En Chine, la moitié des véhicules vendus sont électriques, l'électricité est quasiment uniquement produite au moyen du charbon. Le soleil et le vent apportent désormais l'énergie requise chaque année en plus.

Il y a également des stocks secrets de pétrole qui ont été mis en place ; il est considéré que la Chine peut tenir jusqu'à sept mois sans pétrole venant des navires passant par le détroit d'Ormuz.

Cela ne saurait être suffisant, pourtant, en cas de conflit majeur. C'est ce qui explique la démarche de la superpuissance impérialiste américaine. Son but est de précipiter les choses. La situation nouvelle provoquée permet déjà d'avoir une intervention américaine au niveau du détroit d'Ormuz ; le but est de prolonger celle-ci, de la maintenir quasi permanente, ou en tout cas justifiée en permanence.

La question du détroit d'Ormuz et celle de l'Iran en général sont au cœur de l'affrontement sino-américain ; il n'est pas possible de saisir leur signification, leur portée, leur sens même sans voir qu'on est là au niveau d'une bataille pour l'hégémonie mondiale. ■

Pétroyuan contre Pétrodollar : le grand basculement

En 1974, la superpuissance américaine passait un accord avec l'Arabie saoudite, alors chef de file de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Le prix du pétrole devait être fixé uniquement en dollars et les excédents des ventes réinvestis dans des bons du Trésor américain (la dette américaine).

Cela faisait suite à la grande crise économique de 1973 (le choc pétrolier) et consacrait alors l'hégémonie de la superpuissance américaine dans le domaine. On a parlé ainsi du *pétrodollar*, pour illustrer ce fait que le pétrole mondial ne s'échange qu'en dollars américains.

La puissance du pétrodollar est immense et force l'utilisation mondiale du dollar. La demande de pétrole étant massive, chaque pays doit alors avoir d'immenses réserves de dollars, ce qui contribue à renforcer et préserver la valeur de cette monnaie. Cela donne une marge de manœuvre immense à la banque centrale américaine (la FED) pour faire fonctionner une économie de la dette.

Pourquoi cela ? C'est que le fonctionnement d'une monnaie est relativement simple : c'est à la fois arbitraire, comme reflet de la puissance administrative d'un État, et en même temps purement économique, comme reflet des richesses économiques concrètes.



Une banque centrale peut donc jouer sur le premier aspect (on parle de manière imagée de planche à billets). Normalement, si cela n'est pas lié dialectiquement avec le second aspect, il y a un effondrement de la valeur de la monnaie à mesure que celle-ci est décorrélée des valeurs marchandes réelles.

Sauf que le pétrodollar permet ici une chose très simple, et très puissante : émettre beaucoup de dollars, ce qui revient à « effacer » de la dette américaine... sans voir la valeur du dollar s'effondrer. L'hégémonie du dollar oblige concrètement à des transferts de valeurs depuis tous les pays du monde vers les États-Unis, pour garantir le train de vie de la superpuissance américaine.

Voici ce que cela donne de manière très schématique, mais dans le principe cela se déroule ainsi.

Jour 1

Les États-Unis ont 100 milliards de dollars de richesses produites la veille et dépensent 150 milliards de dollars.

Les autres pays du monde ont 200 milliards de dollars (reflétant une partie des richesses produites la veille) et dépensent 150 milliards de dollars (ils ne peuvent pas tout dépenser, car ils ont besoin de réserve en dollars pour s'assurer de toujours pouvoir acheter du pétrole).

Jour 2

La Banque centrale américaine procède à une émission de dollars.

La dette américaine (-50 milliards de dollars) est alors effacée (administrativement) ; l'excédent des autres pays du monde (+50 milliards de dollars) est également effacé (économiquement).

Puisque tout le monde a besoin du dollar et contribue au dollar, sa valeur ne s'effondre pas. Les 50 milliards de dollars de dette américaine n'ont en réalité pas été effacés, mais transférés depuis les autres pays du monde, qui compensent malgré eux la dévaluation de la monnaie.

Les 100 milliards de dollars reflétant les richesses américaines produites le jour 1 valent alors toujours la même chose le jour 2 (en réalité légèrement plus, car l'économie a avancé entre le jour 1 et le jour 2, à moins d'une crise). Par contre, les autres pays du monde ont, relativement, perdu leur excédent de 50 milliards de dollars (ce qui les renforce dans leur nécessité de toujours garder des dollars en réserve et ne pas tout dépenser).

Cette marge de manœuvre immense permet notamment d'entretenir une puissante armée américaine pour contester toutes les tentatives de remise en cause de ce système. C'est ce qui s'est passé au début du siècle en Irak ou en Libye quand les dirigeants de ces pays ont tenté de vendre du pétrole autrement qu'en dollars.

C'est également ce qui s'est passé au Venezuela, avec la décapitation du régime qui tentait de s'extraire du dollar pour son pétrole. Depuis 2017, le pays ne publiait plus le prix des barils en dollars, mais via un panier de différentes monnaies (l'euro, le yuan et la roupie). En 2026, Nicolas Maduro a donc été enlevé par les Américains et le pays se tourne à nouveau vers le dollar.



Cependant, la guerre israélo-américano-iranienne modifie la donne, au point qu'on doit parler d'un point de bascule historique.

Jusqu'à présent, la superpuissance impérialiste chinoise n'avait, en effet, jamais pu ouvertement contrarier l'hégémonie du dollar, et en particulier du pétrodollar. Désormais, la question du détroit d'Ormuz se retrouve comme nexus de la contradiction entre la Chine et le dollar.

C'est un paradoxe en apparence : dialectiquement, en affirmant sa puissance dans la région moyen-orientale, la superpuissance impérialiste américaine permet en retour l'affirmation de la puissance concurrente.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que pour maintenir leur puissance, les États-Unis ne disposent pas seulement de leur armée : ils utilisent également des mécanismes juridico-financiers de sanctions pour empêcher tous les mouvements hors de son contrôle.

L'épisode le plus marquant en ce domaine a été la gigantesque amende de 9 milliards de dollars infligée à la banque française BNP-Paribas pour ses activités en Iran (ainsi qu'à Cuba et au Soudan) entre 2004 et 2012. Juridiquement, la condamnation repose sur le fait que la banque française a utilisé des transactions libellées en dollars, ce qui donne immédiatement compétence aux autorités américaines.

La banque étant très impliquée aux États-Unis, elle n'a pas eu d'autre choix que d'accepter la décision et de payer l'amende. C'est pour éviter cela que la Chine a mis en place un système de contournement.

Le 16 mars 2026, l'organisme gouvernemental américain *United States–China Economic and Security Review Commission* publiait ainsi un rapport détaillant l'architecture financière des échanges de pétrole entre la Chine et l'Iran. Le rapport a fait l'effet d'une bombe, actant la mise en place du système de pétroyuan, en concurrence directe avec le pétrodollar.

Le pétrole iranien est payé en yuan par l'intermédiaire de très petites banques régionales chinoises (on parle de « mini-banques »). Celles-ci n'ont aucune exposition au marché américain et aucun compte de correspondance aux États-Unis : elles sont techniquement immunisées contre les sanctions américaines. Les transactions se font d'ailleurs en dehors du système bancaire international SWIFT, via le système CIPS (Cross-border Interbank Payment System).

Ce n'est pas tout. Les flottes et les raffineries sont également concernées par le risque de sanctions. Les grands raffineurs chinois tels que Sinopec ou PetroChina ne peuvent pas se permettre de traiter du pétrole iranien, car ils ont des actifs partout dans le monde et craignent les sanctions américaines.



S'est développé alors en Chine un réseau de toutes petites raffineries (surnommées *teapots*, en français « théières »), qui n'ont aucune implication mondiale, tout comme les mini-banques régionales. Elles sont surnommées ainsi en raison de leur taille minuscule par rapport aux gigantesques raffineries des grands groupes.

Sur le plan économique, elles compensent leur faiblesse structurelle par le fait qu'elles achètent le pétrole brut iranien à des prix inférieurs à ceux du marché. En raison des sanctions américaines, les Iraniens doivent en effet brader leur pétrole pour le vendre aux Chinois sur un marché parallèle, relativement opaque.

On dit ici « relativement » car en réalité tout cela est de moins en moins opaque et de plus en plus assumé, bien que les pétroliers naviguent en général en coupant leurs transpondeurs, pour masquer leur itinéraire, notamment dans le détroit d'Ormuz.



Le rapport gouvernemental américain estime à une valeur équivalente à 31 milliards de dollars le pétrole iranien exporté vers la Chine de manière « occulte » pour l'année 2025.

Et cela est de plus en plus massif en 2026, consacrant la mise en place du système impérialiste du pétroyuan en concurrence avec le pétrodollar.

Depuis le premier avril 2026, l'Iran exige des frais de transit (équivalent à environ 1 dollar par baril) pour assurer un « passage sûr » aux pétroliers dans le détroit d'Ormuz. Et justement, ces transactions sont réglées en yuans (ou en cryptomonnaie indexée sur le yuan).

Les États-Unis se retrouvent ici piégés dans leur concurrence avec la Chine : en maintenant la pression sur le détroit d'Ormuz, ils favorisent le commerce parallèle (hors dollars et à des prix bradés) entre la Chine et l'Iran, en yuan.

En relâchant la pression, il laisse libre cours au commerce officiel de pétrole entre cette partie du monde et la Chine, qui dans tous les cas renforce le yuan en renforçant son hégémonie mondiale.

On a là un point essentiel de la contradiction entre la superpuissance impérialiste américaine dominante et son challenger, la superpuissance impérialiste chinoise. C'est même le nexus de la situation, le point où les tensions sont les plus vives, où tout se joue.

La grande bataille entre le pétroyuan et le pétrodollar doit donc absolument être constatée pour comprendre ce qui se passe au Moyen-Orient. ■

DOCUMENTS DE LA GAUCHE IRANIENNE

Guérilla fedayin du peuple iranien

Éditorial de Payam Fadaei (Le message du Fedayin)

Attaque impérialiste contre l'Iran : un obstacle à la liberté du peuple !

28 février 2026

Il y a quelques heures, l'impérialisme américain, dans le cadre d'une opération militaire conjointe avec son allié, le gouvernement israélien responsable de meurtres d'enfants, a attaqué des cibles dans plusieurs villes iraniennes. Il a été affirmé que la résidence du Guide suprême de la République islamique et du Président, ainsi que d'autres responsables du régime criminel de la République islamique, rue Pastor, et plusieurs sites militaires et de sécurité, figuraient parmi les cibles de ces attaques.

Les images publiées jusqu'à présent montrent également la destruction de certains sites militaires. Cependant, il est clair que ces ennemis s'en prennent à des zones civiles, et de nombreuses maisons innocentes ont été rasées, causant des pertes humaines.

Par exemple, à Minab, des dizaines d'enfants innocents ont été tués et blessés par les « bombes de libération » de Trump et Netanyahu lors d'une attaque catastrophique contre une école primaire de filles, et à Kermanshah, le quartier résidentiel de Pardis a été pris pour cible. Bien entendu, la liste des victimes civiles et des souffrances de nos travailleurs terrorisés ne se limite pas à ces deux cas.

Pour justifier cette guerre contre le peuple, durant laquelle des rapports ont fait état de tirs de dizaines de missiles par la République islamique sur Israël, Bahreïn, le Qatar et l'Irak, le fasciste et belliciste Trump, dont le court mandat à la tête du plus grand gouvernement impérialiste a souillé ses mains et celles de ses collègues jusqu'aux coudes du sang de populations innocentes en Palestine, au Liban, en Syrie, au Venezuela, à Cuba, au Mexique, en Iran, etc., a qualifié de manière totalement trompeuse l'attaque contre l'Iran d'attaque « préventive » visant à défendre la « sécurité » du peuple américain contre le gouvernement « maléfique » de la République islamique.

Ce gouvernement « maléfique » désigne celui-là même qui, il y a 46 ans, lors de la révolution iranienne contre le Shah, opprimait la vie et les biens de notre peuple, tout en concluant des accords avec trois gouvernements impérialistes européens et en utilisant ce gouvernement anti-peuple de toutes ses forces pour réprimer la révolution, sous couvert d'hostilité.

Dans un contexte où, malgré le massacre de dizaines de milliers de personnes lors du soulèvement de janvier 1979 par l'armée, les Gardiens de la révolution et les [paramilitaires] Bassidj, la vague de contestation populaire qui déferle cette fois sur les universités de plusieurs villes iraniennes a pris de court les dirigeants de la République islamique, Trump a déclaré au peuple iranien : « Il fait très dangereux dehors. Des bombes vont tomber de partout. Quand nous aurons terminé notre travail, prenez le contrôle de votre gouvernement. »

Et il a prétendu, de manière trompeuse, que « le moment de la liberté » est proche et que « ce sera probablement votre seule chance depuis des générations ». Cette déclaration, qui esquisse une vision à long terme de la survie post-guerre du gouvernement anti-populaire de la République islamique, est, malgré les apparences, avant tout une tentative de dissuader le peuple de lutter contre le régime dictatorial lié à l'impérialisme de la République islamique.

Aujourd'hui, tandis que cette guerre dévastatrice a provoqué la joie haineuse des forces bellicistes et pro-impérialistes et, bien sûr, de certains ignorants politiques, les guérilleros autodéterminés du peuple iranien considèrent qu'il est de leur devoir, dans ces circonstances critiques et instables, de partager une fois de plus les vérités suivantes avec leur peuple.

La République islamique a été recrutée dans le cadre de leur nouvelle stratégie par l'impérialisme américain et ses alliés lors des entretiens de la Guadeloupe.

[Ces entretiens ont été organisés par la France en janvier 1979 en Guadeloupe avec la présence du président français Valéry Giscard d'Estaing, du président américain Jimmy Carter, du chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt, du Premier ministre britannique, James Callaghan. Il est considéré que c'est là que fut décidée en commun la décision de « lâcher le Shah en Iran.]

Ils l'ont imposée à notre peuple en remplacement du régime du Shah et, pendant 46 ans, ils l'ont soutenue de toutes leurs forces, directement et indirectement, contre le mouvement populaire.

Dès les premiers jours qui ont suivi le soulèvement de Bahman en 1979, afin de préserver le système capitaliste dépendant et de garantir les intérêts des États-Unis et des autres impérialistes en Iran, les membres de ce régime ont tué notre peuple, massacré des prisonniers politiques, anéanti la liberté et emprisonné les travailleurs et les populations opprimées, notamment la moitié de la société, à savoir les femmes, à une échelle deux fois plus importante qu'auparavant.

En dépensant les richesses nationales iraniennes pour promouvoir la politique américaine dans la région et faciliter l'exploitation des travailleurs, ainsi que pour financer des projets de guerre tels que la guerre réactionnaire de huit ans contre l'Irak, le fondamentalisme islamique, le programme nucléaire, etc., ce régime a enrichi de manière astronomique les capitalistes des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la Chine et d'autres puissances impérialistes et pilleuses.

Lors du massacre brutal de populations sans défense perpétré dans les rues en janvier dernier par le régime de la République islamique, c'est l'impérialisme américain qui est resté totalement passif, allant même jusqu'à affirmer initialement que les victimes étaient sous la menace d'armes à feu, et non sous les tirs directs de ses mercenaires.

Dans ce contexte, et compte tenu du caractère anti-libération et fasciste des puissances impérialistes, la guerre actuelle, du fait des conséquences et des objectifs de ses instigateurs, à savoir l'impérialisme américain, menée dans le silence complice des autres impérialistes, des Européens à la Chine et à la Russie, est dirigée contre le peuple opprimé d'Iran.

Nos masses éveillées et conscientes n'en tireront aucun bénéfice. Par conséquent, aucune force politique ou individuelle engagée dans la libération des masses opprimées d'Iran ne peut approuver cette guerre.

La guerre anti-peuple menée conjointement par l'impérialisme américain et israélien, dans l'ombre de la grande insécurité qu'elle a engendrée dans toute la région et de ses conséquences mortelles telles que la flambée des prix, l'inflation, la destruction des foyers de populations innocentes et le recul de leur offensive contre la République islamique, constitue un nouveau service rendu par les instigateurs de cette attaque afin de maintenir le régime oppressif imposé à notre peuple par la République islamique.

Ce régime est actuellement le principal vecteur d'influence des impérialistes en Iran et le protecteur des intérêts des capitalistes dépendants, garantissant ainsi les intérêts de l'impérialisme américain et de ses partenaires en Iran et dans la région.

Trump évoque la poursuite de cette guerre pendant « plusieurs jours » et les responsables de la République islamique, reprenant ces propos, parlent d'une « guerre d'usure » au peuple iranien. Cependant, en l'absence de toute information et donnée objective et fiable, seul le déroulement des événements révélera la vision des organisateurs de cette guerre anti-peuple quant à son issue et ses conséquences.

Ce qui est certain, c'est que, tout comme Israël avait lancé une guerre de douze jours en Iran pour empêcher un soulèvement populaire, l'objectif de cette récente attaque de ce gouvernement sioniste et américain honteux contre l'Iran est de réprimer les luttes du peuple iranien et de maintenir des conditions d'exploitation et de dictature en Iran contre le peuple opprimé d'Iran.

Nous condamnons les attaques criminelles des États-Unis et d'Israël contre les vies et les biens de personnes innocentes, ainsi que les conséquences criminelles de cette guerre contre-révolutionnaire. Nous exigeons le renversement du régime impérialiste et assassin de la République islamique par le peuple iranien lui-même et sa révolution, ce qui n'est possible que sous la direction de la classe ouvrière.

Notre peuple doit comprendre, à la lumière des expériences passées et de cette nouvelle expérience, que les impérialistes et les sionistes ne sont pas ses amis, mais les ennemis jurés des travailleurs et de la révolution libératrice du peuple iranien.

Le moyen de sauver le peuple iranien du fléau du régime servile et criminel de la République islamique et d'accéder au pain, au travail et à la liberté ne passe pas, et ne passera jamais, par des interventions et des guerres impérialistes.

Que le régime impérialiste et assassin de la République islamique soit détruit par les mains du peuple iranien !

Mort à l'impérialisme, au sionisme et aux guerres impérialistes !

Que la révolution triomphe ! Vive le socialisme !

Les guérilleros dévoués du peuple iranien

Guérilla fedayin du peuple iranien

Publié dans le mensuel syndical Kargari

La guerre menée par l'Amérique et Israël contre la République islamique est une guerre contre les travailleurs !

6 mars 2026

Une semaine s'est écoulée depuis l'attaque brutale de l'impérialisme américain et du gouvernement terroriste israélien contre le peuple iranien opprimé.

Sous couvert de guerre contre le régime dictatorial et terroriste de la République islamique et à travers une propagande visant à éliminer certaines figures du régime, ces puissances ont, dans les faits, bombardé des centres éducatifs et médicaux, des installations sportives et diverses usines, causant des morts.

Ce fait est une manifestation claire du caractère antipopulaire et réactionnaire de cette guerre impérialiste, un fait que la propagande impérialiste tente de dissimuler en s'appuyant sur la nature autoritaire de la République islamique et en présentant sa guerre comme une guerre « libératrice » ou « humanitaire ».

C'est pourquoi il est primordial que les travailleurs et les forces éprises de liberté comprennent la nature de la guerre actuelle.

Les communistes se sont toujours efforcés de comprendre la nature des guerres en les étudiant individuellement et historiquement. Le même critère doit être appliqué pour comprendre la nature du conflit actuel.

Historiquement, pour comprendre la nature de ce conflit, il faut savoir que les peuples du monde vivent aujourd'hui à l'ère de l'impérialisme, et que le colonialisme impérialiste domine divers pays sous la forme de néocolonies. De plus, généralement, ce ne sont pas un, mais plusieurs impérialistes qui exercent une influence dans les nouveaux pays colonisés.

Compte tenu de cette réalité, l'attaque de l'impérialisme américain contre l'Iran, menée avec la complicité de l'État israélien, responsable de crimes terroristes et de meurtres d'enfants, s'est déroulée alors que des millions d'Iraniens se soulevaient contre le régime de la République islamique, principal canal d'influence des impérialistes dans le pays.

Afin de renverser le pouvoir oppressif de la classe dirigeante, ils ont attaqué des centres militaires avec un courage et une audace remarquables, risquant leur vie pour s'armer.

À l'inverse, la République islamique n'a hésité à commettre tous les crimes contre le peuple afin de préserver l'ordre social en place (le système capitaliste dépendant). Elle a impitoyablement pris pour cible les masses qui se soulevaient contre l'oppression, en utilisant la force de l'armée, des Gardiens de la révolution et des Bassidj, et en recourant même à l'armement lourd, les massacrant et plongeant le pays dans le sang.

Outre les milliers de morts et de blessés – dont le nombre exact reste inconnu –, des milliers d'enfants iraniens ont été arrêtés, emprisonnés dans des conditions inhumaines et soumis à de brutales tortures.

Cependant, les masses combattantes iraniennes, véritablement broyées par les pressions économiques et la dictature du parti au pouvoir, non seulement n'ont pas cédé à ce bain de sang, mais, animées d'un esprit révolutionnaire, elles ont même scandé des slogans contre la République islamique sur les tombes de leurs proches, bravant ainsi les traditions islamiques.

Elles ont démontré que, malgré les massacres perpétrés par le régime, le peuple n'avait pas renoncé, laissant présager un nouveau soulèvement populaire.

Par conséquent, il est clair et primordial que l'un des objectifs de la guerre impérialiste actuelle est de réprimer les masses opprimées d'Iran, de les repousser et d'entraver leurs luttes.

Aujourd'hui, l'impérialisme américain voit sa puissance mondiale décliner. Aussi, afin de maintenir et d'étendre son hégémonie, il recourt quotidiennement à de nouvelles conspirations aux quatre coins du monde.

Dès lors, il ne fait aucun doute que cet impérialisme poursuit d'autres objectifs dans le cadre de cette guerre, en compétition avec d'autres impérialistes, afin de maintenir et d'étendre son hégémonie déclinante. L'avenir révélera la véritable nature de cette vérité, au-delà des faits objectifs et précis.

Les faits exposés ci-dessus indiquent que l'ennemi de notre peuple n'est pas seulement la République islamique, mais bien l'impérialisme américain, qui a imposé la République islamique, et par conséquent cet impérialisme, au peuple iranien à la suite des manifestations révolutionnaires des masses en 1956-1957 et du massacre de la place Jhaleh perpétré par le régime du Shah.

Il ne faut donc pas se laisser abuser par la propagande mensongère de cette machine de guerre réactionnaire.

Toute propagande qui cherche à présenter la guerre de l'impérialisme américain comme progressiste et libératrice, en s'appuyant sur les crimes de la République islamique et en prétendant servir les intérêts du peuple iranien, est un pur mensonge et une manifestation flagrante de la duplicité des puissances agresseuses.

Dans cette guerre réactionnaire, les civils sont la principale cible. Le bombardement de l'école primaire de filles « Shajre Tayyiba » à Minab, dans la province d'Hormozgan, par les États-Unis, qui a coûté la vie à plus de 150 enfants, en est un exemple frappant. Les agresseurs ont également bombardé une école primaire de garçons à Qazvin.

Par ailleurs, des dizaines d'usines sans aucun lien avec la production militaire ont été bombardées sous prétexte d'opérations « humanitaires », et plusieurs ouvriers de ces sites ont péri.

Cette semaine, le parc industriel de Khairabad à Arak, l'usine Spanta à Marand (Azerbaïdjan oriental), le poste de douane de Chabahar, le quai de Bahonar à Bandar Abbas, la compagnie pétrolière Dehloran, le parc industriel de Bandar Abbas et la zone de transport de gaz à Omidieh ont été bombardés, faisant de nombreuses victimes parmi les travailleurs.

Par ailleurs, des centres médicaux à Chabahar, Hamedan et Sarab, ainsi que les hôpitaux Khatam Al-Anbia et Gandhi à Téhéran, ont également été visés. Outre ces incidents, des centres militaires, des centres culturels et sportifs et diverses usines ont été bombardés au nom de l'« humanitaire ». Ces exemples illustrent clairement le caractère inhumain de cette guerre.

Étant donné que, suite à l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, certains réactionnaires ont prétendu avec enthousiasme que cette guerre mènerait à la destruction de la République islamique, de la liberté et de la démocratie, et s'en sont même réjouis, il convient de souligner que l'histoire a démontré que la liberté et la démocratie ne s'acquiescent jamais par les baïonnettes de soldats étrangers.

Par ailleurs, plus cette guerre réactionnaire se prolonge, plus les civils sont tués et plus les infrastructures sont rasées à travers le pays, et dans ce contexte, les perspectives d'accès à la liberté s'assombrissent.

Les infrastructures, dont le remplacement et la « reconstruction » coûteront des milliards de dollars, seront financées par la misère des travailleurs et par la vente aux enchères des ressources naturelles appartenant au peuple iranien, que le régime de la République islamique poursuive son règne barbare ou qu'un autre régime à sa solde prenne le pouvoir, et les profits iront dans les poches des monopoles impérialistes.

C'est pourquoi le peuple iranien et les forces éprises de liberté considèrent cette guerre comme une guerre réactionnaire et ne scandent de slogans ni contre la guerre impérialiste ni contre la République islamique criminelle.

L'un des effets de cette guerre fut d'éclipser la guerre civile que les ouvriers et les opprimés avaient menée contre la République islamique lors du soulèvement de janvier.

Cette guerre, les ouvriers et les opprimés iraniens la considéraient comme la leur et avaient œuvré sans relâche pour sa victoire.

Mais l'expérience a une fois de plus démontré que la victoire des masses ne peut être obtenue sans l'organisation et l'armement des ouvriers et des travailleurs sous une direction communiste.

Guérilla fedayin du peuple iranien

Publié dans sa presse

Joyeuse Journée internationale des femmes, le 8 mars !

8 mars 2026

En l'honneur du 8 mars, Journée internationale des femmes, et en mémoire de toutes les femmes et de tous les hommes qui ont sacrifié leur vie pour la liberté et l'égalité.

Cette année, nous célébrons la Journée internationale des femmes dans un contexte tumultueux ; d'une part, nous assistons à l'assaut agressif de l'impérialisme américain et israélien contre les masses opprimées de notre pays, où les femmes sont les principales victimes des bombardements brutaux de cette guerre, et parmi elles, ce sont les femmes de la classe ouvrière et les femmes chefs de famille pauvres qui endurent les plus grandes souffrances.

D'autre part, en décembre-janvier, nous avons assisté à un soulèvement massif de femmes et d'hommes qui, avec une détermination inébranlable, se sont dressés contre la pauvreté, la discrimination et le despotisme, et se sont lancés dans une lutte acharnée contre le régime de la République islamique pour mettre fin aux conditions infernales qu'ils endurent depuis 47 ans.

Au cours de cette période, aux quatre coins de cette terre pillée, nous avons une fois de plus été témoins de l'admirable unité et du courage des masses révolutionnaires et, comme lors de tous les soulèvements de ces dernières années, la présence active et héroïque des femmes était véritablement stupéfiante. Des personnes de tous âges se trouvaient parmi la foule. Parfois, nous voyions une famille regroupant plusieurs générations, dont tous les membres affirmaient à l'unisson que la République islamique devait être détruite.

Alors que lors des soulèvements précédents, nous avons assisté à l'intervention des forces impérialistes par divers moyens pour détourner le cours de la lutte du peuple, cette fois-ci, leurs médias à leur solde se livrent à une conspiration contre notre peuple en concentrant leur propagande sur le fils du dictateur. Sur cette base, nous voyons les soi-disant activistes pro-monarchie agir par la tromperie, la ruse et le réseautage, et avec le soutien de médias réactionnaires tels que la BBC, Iran International et Manoto, ainsi que d'influenceurs réactionnaires.

Conscients de l'immense potentiel inhérent à ces mouvements, ils ont tenté de manière hypocrite de les coopter, ne reculant devant aucune ruse éhontée pour atteindre cet objectif. Ils ont eu recours à tous les moyens, du doublage des images des manifestations populaires à la division de la population par la promotion de slogans réactionnaires et pro-monarchiques.

À cet égard, les médias pro-monarchiques ont manipulé l'opinion publique en mentant et en exagérant les événements en faveur de la monarchie. Bien sûr, malgré toutes ces tromperies, nous avons constaté que les slogans du peuple dans les rues étaient dirigés contre le régime et en protestation contre la pauvreté et la corruption, et en faveur de la liberté et de la démocratie, et que le slogan « Ni monarchie, ni leadership, démocratie et égalité » était scandé à maintes reprises dans diverses villes.

Cependant, à l'étranger, nous avons été confrontés à une situation différente, Alors que, pendant les 47 dernières années sous le régime de la République islamique, ce sont les forces de gauche et révolutionnaires qui ont lutté contre le régime criminel en toutes circonstances, nous avons soudain été confrontés à une foule de matraqueurs criant le nom de Pahlavi, qui avaient enfin osé sortir de leurs trous et revendiquer soudainement tout pour eux-mêmes.

Au milieu de tout cela, il y avait ceux qui, pendant 47 ans, avaient renforcé les fondements du régime islamique en Iran par des investissements à grande échelle, et qui aujourd'hui, sentant le roussi, ont changé de camp et sont venus servir les voyous monarchistes.

D'autres, en idéalisant le passé et en reproduisant des récits déformés sur le « bien-être » ou la « stabilité » de l'ère Pahlavi, ont en fait contribué à reconstruire une image irréaliste d'un régime cruel et d'une dictature rampante. Ce type de nostalgie, qui ignore la répression politique, la censure, la torture, la discrimination de genre et l'élimination des opposants, est devenu un outil de légitimation des structures monarchiques. Un tel récit, en déformant délibérément les réalités historiques, ouvre la voie au retour des régimes dictatoriaux.

À l'étranger, les royalistes se sont principalement manifestés lors de rassemblements par des violences verbales, des menaces et des comportements brutaux. Ce comportement n'est pas une déviation de tel ou tel royaliste individuel, mais un signe de la nature des mouvements dictatoriaux, dans lesquels l'élimination des opposants et l'humiliation des manifestants sont considérées comme faisant partie de la logique politique.

Dans un tel climat, avec les abus dont sont victimes les femmes, celles-ci seront une fois de plus les premières victimes de la reproduction du même ordre et de la même culture patriarcaux et oppressifs. Dans les monarchies héréditaires, le pouvoir est défini par le principe de la succession patriarcale ; un modèle dans lequel la place des femmes au sein de la structure gouvernante est non seulement limitée, mais effectivement effacée.

Dans un tel système, le droit des femmes à la participation politique aux plus hauts niveaux du pouvoir est structurellement nié, et la succession se transmet uniquement « père en fils ».

Par exemple, Shahnaz, la fille de Mohammad Reza Shah, n'a pas été nommée princesse héritière ; ce titre a été attribué à Reza. Malgré ce fait historique, on observe encore que certaines femmes sont activement présentes dans les rangs des mouvements monarchistes et ne sont pas moins actives que leurs homologues masculins.

C'est dans un tel environnement que l'on voit ces mêmes femmes, de connivence avec des hommes réactionnaires, utiliser les mêmes mécanismes d'oppression et de violence verbale contre leurs adversaires. Il faut souligner que le comportement politique d'un individu ne peut s'expliquer uniquement sur la base du genre. Ce qui est déterminant, c'est sa position de classe et son ancrage idéologique au sein de la structure du pouvoir.

C'est pourquoi la présence de certaines femmes dans les rangs des mouvements monarchistes et leur participation à des abus sexistes lors de rassemblements ne sont ni un signe de « libération des femmes » ni l'expression d'une conscience émancipatrice ; elles montrent plutôt que ces individus ont, à un niveau plus profond, intériorisé les valeurs et la logique de l'ordre monarchique patriarcal.

Dans ce cadre, le fait d'être une femme ne signifie pas en soi qu'on possède une conscience de genre ou un engagement en faveur de l'égalité. Les femmes, tout comme les hommes, peuvent être porteuses d'idéologies réactionnaires et jouer un rôle dans la reproduction des structures de domination.

Lorsque des femmes se joignent aux hommes pour commettre des abus sexistes à l'encontre d'autres femmes, elles démontrent en effet que, sur le plan de la conscience, elles se sont alignées sur l'ordre patriarcal-monarchique ; un ordre dans lequel le pouvoir politique, économique et symbolique a historiquement été détenu par les hommes, les femmes étant marginalisées au sein de la structure du pouvoir.

En s'alignant sur les forces réactionnaires et en reproduisant le langage et les comportements patriarcaux, les femmes pro-monarchistes montrent clairement de quel côté de la lutte des classes elles se situent. La question n'est pas de savoir si elles sont des « femmes » ou des « hommes » ; il s'agit de savoir à quel projet politique et de classe elles participent et quel ordre social elles cherchent à reproduire.

Ainsi, le comportement genré de ces femmes n'est pas une contradiction individuelle, mais s'inscrit dans la logique idéologique du monarchisme ; une logique qui requiert la participation et la complicité de certaines femmes pour reconstruire l'ancien ordre patriarcal.

Cette complicité démontre que la conscience de genre et la libération des femmes ne découlent pas du genre, mais de la position de classe et de la situation politique. Dans la lutte des classes, ce qui est déterminant, ce n'est pas d'être une femme ou un homme, mais de quel côté des contradictions de classe on se place.

Du côté de la reproduction de la domination oppressive, ou du côté de la lutte pour la libération ; ou, dans cette guerre réactionnaire, soutenez-vous les forces réactionnaires impliquées, telles que les monarchistes, ou êtes-vous contre cette guerre impérialiste, comme les travailleurs et les femmes opprimés.

On prétend parfois, par ignorance, que le statut des femmes iraniennes était très bon sous le règne du Shah, alors que les réalités historiques ne corroborent pas cette affirmation.

Dans l'analyse marxiste, les lois sur la famille et la position des femmes dans la société ne sont pas des phénomènes distincts de la structure économique, mais font partie du mécanisme de reproduction de l'ordre de classe.

En Iran, tant sous l'ère Pahlavi que sous la République islamique, les lois concernant la famille, le divorce, la garde des enfants et le mariage ont servi à consolider le même ordre patriarcal, indispensable à la reproduction de la main-d'œuvre et au maintien de la structure du pouvoir.

C'est pourquoi un simple changement de régime politique n'a pas entraîné de changement fondamental dans la condition des femmes ; l'infrastructure économique et les relations sociales fondées sur la propriété et l'autorité masculines sont restées intactes.

Sous le régime Pahlavi, malgré quelques réformes limitées et imposées par le haut, la structure juridique de la famille restait fondée sur la jurisprudence et les traditions patriarcales. Le divorce était du ressort du mari, la garde des enfants revenait au père, la polygamie était légale et les filles pouvaient être mariées à un jeune âge.

Les « lois sur la protection de la famille » de 1967 et 1980 ont imposé certaines limites au pouvoir des hommes, mais ces réformes n'ont transformé ni la structure juridique ni les rapports de force au sein de la famille. Elles constituaient davantage une tentative de modernisation superficielle et de contrôle social imposé par le haut qu'une véritable émancipation des femmes. En conséquence, les fondements juridiques de la domination masculine sont restés intacts.

À la suite de l'échec de la Révolution de 1979, la République islamique a non seulement préservé cette structure, mais l'a également rendue plus idéologique, explicite et stricte. Les droits de divorce des hommes, la tutelle paternelle, la polygamie et le mariage des enfants ont été tirés de cette même structure juridique préexistante, sans qu'il soit nécessaire de créer de nouvelles lois.

La principale différence réside dans le fait que la République islamique a établi ces lois non pas comme des « vestiges de la tradition », mais comme les piliers idéologiques du nouvel ordre politique. En d'autres termes, ce qui existait de manière semi-secrète sous l'ère Pahlavi est devenu une loi officielle, sacrée et incontestable dans la République islamique.

D'un point de vue marxiste, cette continuité n'est pas fortuite. Que ce soit sous la forme d'une modernisation imposée par le haut sous l'ère Pahlavi ou d'un État religieux après 1979, le capitalisme dépendant en Iran nécessite une structure familiale patriarcale pour reproduire une main-d'œuvre bon marché, obéissante et contrôlable. La dégradation du travail domestique, la garde des enfants et les rôles de genre figés font partie du mécanisme d'accumulation du capital et de contrôle social. Par conséquent, malgré leurs différences apparentes, les deux régimes sont restés fidèles, à un niveau fondamental, à une logique commune : la préservation de la domination masculine comme moyen de reproduire l'ordre économique et politique capitaliste.

Ainsi, les lois patriarcales de la République islamique ne peuvent pas être simplement considérées comme un « retour au passé » ou une « déviation » ; elles doivent plutôt être comprises comme la continuation logique de la même structure juridique et sociale de l'ère Pahlavi.

La différence réside dans leur degré et leur forme, et non dans leur nature. Les deux régimes ont placé les femmes dans une position subordonnée et ont subordonné leurs droits aux besoins de l'ordre politique et économique. La libération des femmes n'est possible que lorsque cette structure commune, le lien entre le patriarcat et l'ordre de classe, est remise en cause et démantelée.

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, il est essentiel de souligner qu'aucun mouvement politique qui définit la structure du pouvoir selon des critères de genre ne peut être un défenseur des droits des femmes. Les systèmes qui rendent le pouvoir héréditaire, masculin et exclusif sont structurellement incompatibles avec l'égalité des genres. Tout au long de l'histoire, ces structures ont privé les femmes du droit à une participation égale au pouvoir.

Quel est le rôle des femmes révolutionnaires dans ces circonstances ?

Dans une situation où les forces monarchistes tentent de romancer et de déformer l'histoire, et de renvoyer les femmes aux marges de l'ancien ordre patriarcal, les femmes conscientes et radicales doivent dénoncer les récits historiques déformés et montrer que la monarchie, comme tout autre ordre oppressif, a été construite contre la liberté des femmes et doivent s'opposer à l'idéologie du « salut d'en haut » et des « alternatives imposées par le haut », et démontrer que cette lutte s'inscrit dans la lutte des classes, car les projets réactionnaires servent toujours à reconstruire l'ordre de classe et patriarcal antérieur.

D'un point de vue marxiste, la situation des femmes dans la société n'est pas seulement une question culturelle ou morale ; elle fait plutôt partie de la structure économique et sociale sur laquelle repose le capitalisme. Les femmes jouent un rôle crucial dans le fonctionnement continu de ce système, tant sur le lieu de travail qu'à la maison.

D'une part, de nombreuses femmes sur le marché du travail sont confrontées à des bas salaires, à la précarité de l'emploi et à la discrimination ; d'autre part, une grande partie des tâches ménagères, de la garde des enfants et des travaux domestiques repose sur leurs épaules. Ce travail reproduit la main-d'œuvre chaque jour et est essentiel au capitalisme, mais il n'est jamais reconnu.

C'est pourquoi la libération des femmes ne s'obtient pas simplement en modifiant les lois ou les comportements individuels ; elle nécessite au contraire un changement de la structure économique et sociale. Les femmes ne peuvent échapper à leur position subordonnée qu'en participant à des mouvements collectifs.

C'est en prenant part à des grèves, des rassemblements et des manifestations de rue que les femmes peuvent développer une conscience de classe et comprendre que leurs problèmes s'inscrivent dans une structure plus large.

Les femmes de la classe ouvrière subissent les plus fortes pressions économiques et sociales : salaires plus bas, travail précaire, travail domestique non rémunéré, et diverses formes de violence et de discrimination. Cette situation fait des femmes l'un des segments potentiellement les plus radicaux de la classe ouvrière.

La lutte des femmes acquiert un réel pouvoir lorsqu'elle est liée à la lutte de la classe ouvrière, car c'est la seule lutte de classe capable de changer les structures matérielles de la société. D'autre part, les mouvements sociaux restent incomplets sans la participation active des femmes. Placer les revendications des femmes au cœur de la lutte de classe n'est pas une question secondaire ou marginale ; c'est au contraire un élément central de la lutte libératrice.

Des revendications telles que l'égalité salariale, la sécurité de l'emploi, l'autonomie corporelle, la fin de la violence contre les femmes et une véritable participation à la prise de décision font toutes partie de la lutte plus large contre l'exploitation économique et la domination patriarcale. Ces deux formes d'oppression sont étroitement liées dans le capitalisme et ne peuvent être rompues que par une lutte collective et unie.

La libération des femmes et celle de la classe ouvrière ne sont pas deux voies distinctes ; elles constituent au contraire les deux volets d'une même lutte : la lutte pour mettre fin à l'exploitation et à la domination de l'impérialisme et des guerres impérialistes, afin de construire une société libre et égalitaire.

Organisation des guérilleros fédératifs du peuple d'Iran

Au seizième jour de l'agression américano-israélienne contre notre pays

16 mars 2026

Au seizième jour de l'agression américano-israélienne contre notre pays, les brutalités visant à faire en Iran comme avec la Syrie se poursuivent.

Dans le contexte actuel, défendre la patrie contre une agression militaire étrangère ne signifie ni soutenir le régime contre-révolutionnaire au pouvoir, ni légitimer l'autoritarisme de la dictature religieuse qui règne depuis 47 ans en République islamique d'Iran.

Comme nous l'avons maintes fois affirmé, compte tenu des conséquences des politiques impérialistes et sionistes dans la région, et notamment de la progression de la stratégie, à la fois cachée et manifeste, d'Israël visant à s'appropriier les territoires de plusieurs pays, dont une partie de l'Iran (projet « du Nil à l'Euphrate »), nous devons être plus vigilants que jamais et ne pas tomber dans le piège qui consiste à assimiler quiconque s'oppose à la guerre au régime dictatorial en place.

Le sentiment d'appartenance, l'amour et l'engagement envers le peuple de notre patrie, notre terre, notre histoire commune et notre patrimoine socioculturel demeurent essentiels. Outre la défense de l'intégrité territoriale, cette lutte fait partie intégrante du combat auquel nous sommes restés fidèles et pour lequel nous avons sacrifié nos vies pendant des années afin de renverser le système en place et d'améliorer les conditions sociales du peuple.

Actuellement, l'agression militaire américano-israélienne vise à diviser l'Iran et à former un Grand Israël. Il s'agit donc d'une guerre patriotique, fondamentalement différente de la guerre réactionnaire de huit ans qui a opposé les deux régimes dictatoriaux iranien et irakien.

Des documents et des preuves irréfutables indiquent que si les États-Unis et Israël réussissent, l'Iran sera divisé en quatre. Compte tenu de l'influence des États-Unis au sein des institutions internationales, dans un second temps, chacune des régions séparées sera reconnue comme un pays par l'ONU, comme ce fut le cas pour l'ex-Yougoslavie. N'oublions pas que, par le passé, de nombreux pays ont été envahis sous prétexte de « protéger les civils » ou de « défendre les droits de l'homme ».

Par exemple, la Libye jouissait d'une prospérité relative comparée aux autres pays de la région. Le chômage et les problèmes de santé n'y étaient pas présents, et les écoles et les centres universitaires ne manquaient pas. Il n'y avait pas d'opposition active. Après que Kadhafi eut proposé l'idée d'une monnaie africaine et la vente de pétrole contre des euros et de l'or, les États-Unis exigèrent d'abord la remise de tout son équipement nucléaire. Kadhafi fit preuve de bonne volonté et se soumit aux exigences américaines.

Puis, suite à une intervention militaire, le pays s'effondra, au point que le commerce d'esclaves y prospéra à nouveau. Il y a peu, Netanyahu osa ainsi déclarer dans une interview : « Je pense que dans l'Iran post-République islamique, l'Iran ne devrait pas posséder de missiles. »

L'impérialisme pris au piège de la réaction

Face aux déclarations belliqueuses et agressives du président américain, le régime iranien a mis en œuvre dès le départ une politique de guerre d'usure.

Après l'envoi des porte-avions Abraham Lincoln et Gerald Ford dans la région, le président américain lança des ultimatums successifs et exigea la capitulation sans condition de l'Iran.

La guerre se poursuivait, mais le fait que quatre missiles aient touché l'Abraham Lincoln et que la distance des eaux iraniennes soit passée de 300 à 1 000 kilomètres n'a pas calmé les fanfaronnades du président américain.

Sans mentionner les pertes infligées à l'armée américaine, notamment à ses navires, ni celles des pays du Golfe, il s'est écrié, comme si les injures de Khomeiny lui étaient revenues en mémoire, ignorant tous les faits : « Je nommerai le Guide ! Quel que soit le successeur de Khamenei, j'ai bien le droit d'avoir mon mot à dire ! ».

Dans le tumulte des déclarations ineptes de Trump et face aux moqueries du monde entier concernant la situation sur le champ de bataille, les dirigeants du régime ont imposé le jeune Khamenei au peuple iranien, au lieu de l'ancien dictateur. Non seulement le régime n'a pas cédé, mais il a poursuivi sa guerre d'usure avec une intensité accrue.

Après une semaine de combats, il était évident que les prédictions américaines et israéliennes d'un effondrement rapide du régime n'étaient que pure illusion. Pourtant, Trump n'a pas renoncé à ses chimères et a exigé la capitulation sans condition du régime iranien.

L'expérience des conflits passés montre qu'une offre de capitulation, inconditionnelle ou conditionnelle, n'est faite à l'adversaire que lorsque celui-ci a été vaincu, comme ce fut le cas pour l'Allemagne nazie ou le Japon durant la Seconde Guerre mondiale. Proposer une telle capitulation à un régime qui riposte par des tirs de dizaines de missiles sur Israël, les bases américaines et les pays du Golfe persique relève du fantasme, désormais réalité.

La poursuite de la guerre, l'impasse du cessez-le-feu et le rôle de la Chine et de la Russie

Malgré la grande influence d'Israël et des États-Unis sur le système gouvernemental de la République islamique et malgré leur plan initial de guerre à court terme, ils se sont retrouvés pris au piège d'une guerre d'usure. Trump, grisé par le succès de l'enlèvement du président vénézuélien, et Netanyahu, se complaisant dans l'illusion d'un Grand Israël, étaient tellement exaltés qu'ils n'ont pas mesuré les dégâts financiers et de réputation que cet enlèvement avait causés à deux puissants rivaux, la Chine et la Russie. L'enlèvement de Nicolas Maduro et la mainmise de Trump sur le marché pétrolier vénézuélien ont embarrassé la Chine et la Russie sur la scène internationale.

Par conséquent, la guerre contre l'Iran a offert à la Chine et à la Russie une occasion idéale d'humilier les États-Unis et de briser définitivement l'autorité du dirigeant impérialiste. La Chine et la Russie devraient donc se réjouir de la situation délicate dans laquelle se trouvent les États-Unis, car Trump a été contraint d'exempter les acheteurs de pétrole russe pendant un mois afin de faire baisser les prix.

De plus, son équipement militaire est épuisé et elle est vulnérable face à ses rivaux, la Chine et la Russie. Par ailleurs, le transfert de matériel militaire du Japon et de la Corée du Sud pour contrer les forces iraniennes ne manquera pas de réjouir la Chine et la Corée du Nord.

Aide chinoise et russe à l'Iran

Depuis des décennies, le régime iranien entretient des relations économiques, politiques et militaires très étroites avec la Chine et la Russie.

Quelques jours avant l'attaque américaine et israélienne contre l'Iran, les marines russe et iranienne ont mené une manœuvre conjointe dans les eaux au sud de l'Iran. Les Russes ont annoncé que cette manœuvre était planifiée à l'avance et n'avait aucun lien avec la menace américaine.

Parallèlement, un pont aérien a été établi entre la Chine et l'Iran, et avant le début de la guerre, seize gros avions chinois ont pénétré en Iran en une seule journée.

Les Américains ont été surpris par cette initiative, mais la télévision internationale et les monarchistes ont révélé ce grand « secret » ! Ils ont prétendu, sans la moindre preuve, que ces avions transportaient les biens de Khamenei, de l'argent et de l'or, et ont répandu la rumeur que Khamenei avait fui en Russie. Le régime iranien se réjouit certainement d'avoir de tels « ennemis ».

Il est désormais clair que le régime iranien identifie ses cibles avec une précision remarquable depuis le début de la guerre, grâce aux satellites chinois et non au GPS américain, ce qui a stupéfié de nombreux experts. Dans le même temps, la Russie fournit également au régime iranien des informations précises permettant de suivre chaque mouvement des troupes américaines, même entre les bases militaires et les hôtels.

Apparemment, la Chine et la Russie restent les bras croisés, mais il n'en est rien.

Nous écrivions explicitement le 2 février 2020 contre la guerre et la politique de Trump : « Il vaut mieux pour Trump qu'il cesse de suivre les joueurs invétérés. Le président, qui s'attribue des mérites pour l'enlèvement du président légitime du Venezuela et le bombardement des installations nucléaires iraniennes, devrait se retirer de la table de jeu. Il a assez gagné, sinon il subira le même sort que les joueurs qui perdent tout. »

Ce jour est arrivé. Trump, pensant qu'après le pétrole vénézuélien, il prendrait le contrôle des installations pétrolières et gazières iraniennes et pourrait ainsi mettre la Chine et la Russie en difficulté, a tout perdu. Non seulement le régime iranien a perdu les concessions qu'il avait accordées volontairement, mais il perdra également le pétrole des pays arabes, du moins en partie.

De plus, l'autorité américaine s'est effondrée à l'échelle mondiale, notamment vis-à-vis des pays du Golfe qui lui versaient chaque année des milliards de dollars, des concessions pétrolières et des bases militaires. Or, lorsque la guerre a éclaté, les États-Unis les ont abandonnés, ne se souciant que de sauver leurs propres soldats.

L'argent arabe restera-t-il dans les banques américaines à l'avenir, ou une partie ira-t-elle à la banque des BRICS ? L'avenir nous le dira.

Il est encore temps d'instaurer un cessez-le-feu. Que les États-Unis l'admettent ou non, ils ont perdu cette guerre. Le mythe de l'invincibilité américaine s'est effondré, tout comme celui d'Israël. Ils doivent donc comprendre qu'au XXI^e siècle, ils ne peuvent plus soumettre d'autres pays par les bombardements. La technologie n'est plus à leur seul contrôle, et la situation est bien différente de celle de la Seconde Guerre mondiale, où n'importe quel pays disposant de bombardiers aurait remporté la victoire.

L'objectif américain d'empêcher le régime iranien d'acquérir l'arme nucléaire n'est qu'un prétexte. Le matériel nucléaire iranien ne se trouvait ni à l'école de filles de Minab, ni au musée du palais de Golestan, ni au bazar iranien vieux de 400 ans, ni à Chehel Sotun et Ali Qapu à Ispahan, ni au château de Falak-ol-Aflak au Lorestan.

Il ne se trouve certainement pas non plus dans les ruelles de Javadieh, Afsariyeh et Narmak, ni aux carrefours et sur les places publiques. Aucune trace d'uranium ni d'activités nucléaires n'a été relevée à l'hôpital Loghman ni dans les 54 autres centres médicaux bombardés.

Toutes ces manœuvres ne sont qu'un prétexte et la répétition des crimes quotidiens visant à détruire les infrastructures de notre pays, l'Iran, afin de déclencher une guerre civile avec l'aide de mercenaires et de diviser le pays.

Bien que le monde soit conscient de la nature de Trump et de son empire du mensonge, il est dans l'intérêt de tous les peuples du monde, et en particulier du peuple iranien, qu'il proclame la « victoire » et déclare avoir atteint ses objectifs, mettant ainsi fin à la guerre.

Même si le régime iranien ne capitule pas, la situation en Iran et dans la région finira par le contraindre à accepter un cessez-le-feu et à se soumettre à la volonté du peuple opposé à la guerre. Dès lors, nous serons soumis à une dictature religieuse et à une lutte acharnée pour des objectifs ambitieux.

Sans aucun doute, dans ce contexte, la honte et la haine éternelles demeureront pour les monarchistes, les adorateurs du Shah et tous ceux qui ont incité les États-Unis et Israël à bombarder le pays, et qui se sont montrés indifférents et complaisants face à la mort de milliers de compatriotes et d'êtres chers victimes de ces bombardements.

Nul ne sait ce que le peuple iranien fera plus tard de ces individus abjects. Une chose est sûre : personne ne versera une larme pour eux.

Parti Communiste d'Iran Marxiste-Léniniste-Maoïste

Éditorial de Payam Fadaei (Le message du Fedayin)

Une longue guerre avec risque d'expansion mondiale et de destruction nucléaire ! Comment faire progresser la révolution ?

27 mars 2026

Premièrement, la guerre d'agression menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, lancée sous couvert d'opposition à la République islamique, est une guerre impérialiste aux visées mondiales et, inévitablement, de longue durée.

Deuxièmement, cette guerre est animée par des forces motrices économiques profondes et sous-jacentes.

Le capitalisme mondial, dans son ensemble et à l'échelle planétaire, a atteint un point où l'on peut dire qu'il se trouve dans une impasse historique quant à sa croissance lucrative.

La crise du capitalisme impérialiste est particulièrement concentrée dans la sphère du « capital financier », dominée par les capitalistes monopolistiques de l'impérialisme américain.

Troisièmement, cette crise, dans un contexte où le nouvel impérialisme chinois a défié l'impérialisme américain dans divers domaines (par exemple, en matière d'influence politique et économique dans des zones clés ou « stratégiques » comme le Moyen-Orient et dans les technologies où l'avance de la Chine signifie le retard des États-Unis), a transformé la compétition entre les puissances capitalistes impérialistes (en particulier entre les États-Unis, la Chine et la Russie) en une compétition hostile, dont nous pouvons aujourd'hui percevoir des prémices au Moyen-Orient, et notamment en Iran.

Plus concrètement, l'impérialisme américain se trouve à la croisée des chemins : il doit consolider sa domination sur le Moyen-Orient afin d'enrayer le déclin de sa puissance mondiale (et de consolider son influence nationale). Le signe de « victoire » dans cette stratégie géographique est le retour de l'Iran dans l'orbite économique, politique, militaire et sécuritaire sous domination américaine, et son éloignement de sa dépendance totale envers les impérialistes chinois et russes.

Cependant, le moteur sous-jacent (ou économique) de cette guerre est la crise de l'économie capitaliste mondiale, crise que le capitalisme impérialiste américain a précisément accentuée. La montée du fascisme en Amérique et la transformation de la République islamique en un acteur incontournable de la compétition entre les puissances impérialistes chinoise et russe et les États-Unis découlent de cette situation.

En comprenant cette réalité objective, qui échappe à une vision superficielle, nous pouvons saisir que nous sommes confrontés à une longue guerre susceptible de devenir mondiale et nucléaire. En réalité, les centres financiers évoquent la possibilité que les États-Unis utilisent des « armes nucléaires à portée intermédiaire » pour ouvrir le « détroit d'Ormuz » [Voir Bloomberg Financial Channel Morning Roundtable de New York, 16 mars 2026].

Quatrièmement, lorsqu'une guerre éclate, elle engendre sa propre dynamique, relativement indépendante. Lorsque le président américain, Donald Trump, a annoncé que cette guerre ne durerait que quelques semaines et ne s'éterniserait pas, il ne mentait pas. Or, il parle désormais d'occuper des portions du territoire iranien.

Le même scénario s'est produit lors de la guerre du Vietnam. En 1965, les États-Unis ont déployé 3 500 Marines pour « protéger leurs bases aériennes » des attaques des révolutionnaires vietnamiens. Mais avec des forces limitées, ils n'ont pas pu atteindre leurs objectifs. En conséquence, la guerre s'est enlisée avec un demi-million de soldats, et dix ans plus tard, l'armée américaine quittait le Vietnam sans avoir atteint ses objectifs.

Cinquièmement, nous ne sommes pas seulement confrontés à l'intensification des rivalités et des guerres impérialistes. Partout dans le monde, la faillite et la déliquescence croissantes du système capitaliste, ainsi que l'exacerbation des contradictions sociales et de classe, engendrent des troubles politiques sans précédent.

Même au cœur des pays capitalistes impérialistes. Les États-Unis d'Amérique en sont un exemple frappant : le camarade Bob Avakian [du Parti Communiste Révolutionnaire des États-Unis] analyse cette situation comme « des circonstances exceptionnelles qui ont rendu la révolution plus possible que jamais ».

L'ère du capitalisme impérialiste est aussi bien l'ère des guerres impérialistes que celle des révolutions. En Iran, même si nous assistons à une trêve, celle-ci sera plus longue qu'on ne l'imagine actuellement, pour les raisons fondamentales que nous avons évoquées.

Mais un facteur manque à l'appel, qui, s'il se concrétisait, bouleverserait l'équilibre des forces non seulement en Iran, mais à l'échelle mondiale : la révolution nécessaire pour renverser la République islamique et mettre fin à l'emprise des impérialistes sur la vie du peuple et sur la terre d'Iran !

Nous œuvrons à mettre en lumière ce facteur afin d'ébranler les quatre piliers du système capitaliste, de l'Iran aux États-Unis. Celles et ceux qui ressentent profondément l'intolérance du monde actuel et qui subissent de diverses manières les effets néfastes du système capitaliste devraient considérer le « Document de stratégie révolutionnaire en Iran » comme une bouée de sauvetage, en comprendre pleinement l'importance historique et s'efforcer de le mettre en œuvre.

Ce document, ainsi que celui intitulé « Groupes révolutionnaires de dirigeants », a été publié dans la revue Atash, n° 172.

Impasse mentale

Pour mettre en lumière le facteur révolutionnaire, nous devons identifier les impasses mentales qui persistent au sein de la population et faire évoluer les mentalités. Les populations les plus défavorisées aspirent à un changement profond et ne peuvent tolérer la société telle qu'elle est aujourd'hui.

Cependant, elles ignorent pourquoi notre société est marquée par les divisions de classes, l'oppression sociale et les relations hostiles entre les individus, et elles ignorent également comment sortir de cette situation et bâtir une société fondamentalement différente et libératrice.

Le fossé entre l'urgence d'une révolution et le manque de compréhension de son contenu et des moyens de la réaliser est immense. Les idées propagées et promues par le régime en place (tant dans la République islamique que par les impérialistes à travers leurs médias) véhiculent une vision superficielle et généralisée des origines des horreurs que subissent notre société et les peuples du monde.

Elles maintiennent les gens à flot, les laissant se contenter des événements du quotidien, afin de les empêcher de réfléchir en profondeur et de chercher les raisons des grands bouleversements qui transforment leur vie (comme cette guerre impérialiste). Notre société a traversé de nombreuses crises et bouleversements majeurs, mais il n'y a eu aucune rupture avec les mentalités en place, aucune force révolutionnaire ne s'est formée et l'alternative à la création d'une société véritablement différente n'a pas émergé.

Aujourd'hui, les horreurs d'une guerre impérialiste s'ajoutent à celles de la République islamique. Or, le peuple iranien ignore tout du lien entre le gouvernement en place et le système capitaliste impérialiste.

Peu savent que la République islamique et cette guerre dévastatrice sont toutes deux le fruit d'un système politico-socio-économique bien précis ! Nombreux sont ceux qui croient que l'impérialisme américain répand la « démocratie » dans le monde, ignorant que le système politico-classique iranien a été bâti par ces mêmes impérialistes américains.

Beaucoup se complaisent dans l'illusion et l'aveuglement avec l'argument pernicieux « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » concernant cette guerre et ses responsables criminels.

Quoi qu'il en soit, la situation se dégrade rapidement. Pourtant, les intellectuels politiques iraniens, qui devraient éclairer le peuple sur la gravité de la situation et porter les messages d'une pensée progressiste et libératrice, sont devenus excessivement dépendants de courants contre-révolutionnaires tels que le postmodernisme et la sociologie pragmatique.

Au mieux, ils ont laissé le peuple sous le joug d'une répression intellectuelle orchestrée par diverses forces et figures anticommunistes bénéficiant du soutien du pouvoir politique national et international. Le document « Stratégie de la révolution en Iran » met en garde contre le risque de division du peuple entre les agresseurs américains et israéliens et la République islamique.

Certes, la situation est très instable. Mais, quelles que soient les opinions qui prévalent au sein de la population, la guerre impérialiste et la répression militaire de la République islamique pousseront le peuple toujours plus loin dans l'arène politique. La question est de savoir si, dans ces circonstances, le programme et le plan de la révolution communiste parviendront à former un courant éclairé au sein du peuple.

Comment notre parti, force organisée de l'avant-garde communiste, peut-il, face à cette crise majeure, créer une telle force, avec les outils et les ressources dont nous disposons, pour lutter pour la révolution dont la société a un besoin urgent ?

Au milieu de ce chaos, nous devons bâtir un noyau stratégique cohérent. Face à cette crise complexe et inextricable, où une grande partie de la société est paralysée, nous devons trouver le moyen de surmonter les obstacles psychologiques et pratiques et d'opérer une rupture révolutionnaire. Le document « Stratégie de la Révolution » et les « Escadrons Révolutionnaires de Sarbedaran » apportent la réponse à ce dilemme.

Le peuple, à juste titre, ne veut pas de tyrannie religieuse, mais que souhaite-t-il en remplacement ? Préfère-t-il le laïcisme monarchique et sioniste des Pahlavi ou la république démocratique et le libre marché à l'américaine des Moudjahidines ? Les appellations et les combinaisons importent peu. L'essentiel est que tout cela s'inscrive dans le même cadre qui a engendré le « Shah et le Cheikh ».

Il est impératif que les populations prennent conscience de la nature historique de la « démocratie », du « marché » et de la « connexion avec le monde libre » que le capitalisme impérialiste a engendrés dans des pays comme l'Iran, qu'elles réalisent le caractère fallacieux des promesses des puissances impérialistes et qu'elles adhèrent à la stratégie de la révolution, dont l'objectif est, en résumé : nous devons surmonter les ruines de la République islamique et nous libérer de l'emprise du système capitaliste impérialiste.

Les combattants les plus engagés doivent en prendre conscience et entendre notre voix.

Il est impératif de combattre la domination des idées anti-scientifiques qui déforment et obscurcissent la complexité de la réalité, et de promouvoir la pensée scientifique. La coupure d'Internet constitue un autre crime de la République islamique. En son absence, nous pouvons encourager les cercles intellectuels et les études scientifiques au sein de la population, afin de :

- donner aux jeunes les moyens d'utiliser les outils de l'analyse scientifique matérialiste dialectique et d'analyser de manière autonome les causes sous-jacentes et superstructurelles des guerres impérialistes, ainsi que la nature sous-jacente et superstructurelle du système de la République islamique ;

- leur permettre d'évaluer la dimension de classe et la nature de classe des différentes alternatives et programmes ; développer les compétences nécessaires pour planifier la diffusion de l'idée de révolution, la voie à suivre et le contenu de la révolution auprès du peuple, et acquérir l'expertise requise pour la mise en œuvre de ces plans.

Nous devons mener à bien ces tâches dans un contexte où la fluidité et l'instabilité du système capitaliste mondial influenceront également les tendances en Iran. La situation ne retrouvera pas la stabilité relative d'avant-guerre, et nous assisterons à un affaiblissement du gouvernement central, même si une autre forme de gouvernement succède à la République islamique. Une période longue, instable et chaotique s'installera sous l'effet de la compétition entre les puissances capitalistes-impérialistes.

Si la guerre se prolonge (que ce soit par la poursuite des hostilités au même niveau ou par l'occupation de certaines parties du pays par les États-Unis, voire la Russie), nous assisterons à des conflits chaotiques en Iran, malgré la faiblesse du gouvernement central.

L'Iran est un vaste pays et connaîtra des mouvements de population. Le vide du pouvoir, ou l'affaiblissement du pouvoir central, sera inégal selon les régions, notamment dans les régions éloignées des centres du pouvoir politique et dans les populations opprimées.

Notre parti doit saisir ces opportunités pour développer les forces organisées des communistes révolutionnaires et influencer, rallier et organiser autour de la « stratégie de la révolution en Iran » et la formation de « groupes de dirigeants révolutionnaires ».

Si la guerre se poursuit et que les forces révolutionnaires se développent et s'étendent, la possibilité d'établir des zones relativement libérées se présentera.

Si nous en arrivons à une telle situation, unis et en coopération avec les autres forces révolutionnaires, nous devons élaborer un programme précis pour construire la société future par la base, en nous appuyant sur les principes directeurs du « Projet de Constitution de la Nouvelle République socialiste », afin d'organiser une économie de guerre collective répondant aux besoins du peuple.

Une économie planifiée fondée sur l'utilisation collective des ressources en terres et en eau, ainsi que des infrastructures existantes, et sur leur réparation et leur renforcement.

Contre la guerre dans le monde entier : avec la ligne internationaliste

Cette guerre a suscité l'indignation dans le monde entier. L'opinion publique internationale a globalement réagi positivement à ce conflit. Cependant, on a rarement entendu les slogans et la position juste des Communistes Révolutionnaires d'Amérique (ROCA) : « Non à l'agression américaine et israélienne, non à la République islamique ». Certains jeunes ont également repris des slogans pertinents : « Non à la dictature, non au fascisme, résistance à la tyrannie et à l'exploitation, non à la guerre de Téhéran à Gaza... L'occupation de Gaza à Téhéran est un crime », etc.

Il est essentiel qu'ils nous entendent et sachent qu'en Iran, nous menons la lutte contre cette agression impérialiste dans le cadre de la révolution iranienne visant à instaurer une nouvelle république socialiste. C'est une voix que tous les combattants du monde doivent entendre.

Il est essentiel qu'ils entendent que l'impérialisme américain exploite des milliards de personnes à travers le monde (y compris aux États-Unis), pille la planète et se livre à une concurrence violente avec d'autres impérialistes (notamment la Chine et la Russie) afin de maintenir son statut de superpuissance et de dominer le travail, les ressources, le territoire et la vie des populations aux quatre coins du globe.

La « République islamique » ne s'est jamais affranchie de ce système capitaliste impérialiste et n'a fait qu'y intégrer davantage l'Iran. Le monde a besoin d'entendre des arguments scientifiques démontrant que le problème que l'impérialisme américain et les autres pays occidentaux, au sein de ce système capitaliste impérialiste, ont avec la République islamique est différent de celui que le peuple iranien rencontre avec ce régime.

Nous voulons renverser ce gouvernement car il est oppressif, répressif et exploiteur. Cependant, le problème des États-Unis avec ce régime est qu'au lieu de dépendre de l'impérialisme américain, ils dépendent de l'impérialisme chinois et russe. Pour contrer l'influence des courants pro-République islamique au sein des mouvements pacifistes, il est impératif de familiariser la jeunesse progressiste avec le programme et la stratégie de la révolution communiste iranienne.

Nous devons saisir chaque occasion pour faire découvrir le « Nouveau Communisme » et l'œuvre de Bob Avakian à la jeunesse progressiste du monde entier, et engager un dialogue avec elle sur la nécessité de créer des partis communistes révolutionnaires et l'urgence de préparer le terrain pour la révolution partout dans le monde.

[Bob Avakian a développé une idéologie « post »-maoïste où il est affirmé que la révolution était seulement une « possibilité », la plus souhaitable.]

Parallèlement à la lutte contre les guerres impérialistes, la question de la nature, du but et de la nécessité des guerres révolutionnaires se pose. Nous pouvons saisir ces occasions pour présenter le document « Stratégie de la Révolution en Iran » et cette citation extraite du « Manifeste et Programme de la Révolution communiste en Iran » :

« Nous, communistes, ne sommes pas des bellicistes, mais nous sommes réalistes et conscients de la vérité crue : les forces de l'ancien gouvernement ne se rendront pas facilement et doivent être vaincues sur le champ de bataille.

La bourgeoisie et ses porte-parole, propagandistes et idéologues accusent les communistes d'être des bellicistes pour avoir déclaré ce fait. Mais c'est une conclusion claire et juste, tirée de milliers d'années de domination des classes exploiteuses.

Les classes dirigeantes elles-mêmes embrasent le monde, mais lorsque le feu de la guerre révolutionnaire s'embrace, elles déclenchent un flot de malédictions.

Nous déclarons que le but ultime de la guerre révolutionnaire est de détruire les distinctions de classe, les classes et l'État, et avec eux la guerre elle-même. Ce n'est qu'ainsi que la société humaine connaîtra une paix véritable et durable.»

Communiqué du Conseil de coopération des forces de gauche et communistes

Meurtres de travailleurs et de civils dans le feu de la guerre réactionnaire

28 mars 2026

Travailleurs, travailleurs, masses opprimées d'Iran !

La guerre entre les gouvernements des États-Unis, d'Israël et de la République islamique entre dans sa cinquième semaine.

Durant cette période, outre les morts et la destruction des infrastructures du pays, de nombreux centres de production ont été bombardés par des chasseurs-bombardiers américains et israéliens, causant la mort de nombreux travailleurs.

Dans la continuité de ces opérations criminelles, le vendredi 27 avril 2020, des avions de chasse américains et israéliens ont attaqué plusieurs centres de production et industriels à l'aide de bombes et de missiles, notamment Mobarakeh Steel, la fonderie de fer d'Ispahan, Khuzestan Steel et la cimenterie de Firouzabad.

Selon les informations publiées, une personne a été tuée et 16 autres blessées lors de l'attaque de l'usine Mobarakeh Steel à Ispahan. Seize personnes ont été légèrement blessées par l'onde de choc à Khuzestan Steel.

La chaîne de production a été arrêtée et des milliers de travailleurs se sont retrouvés au chômage. Au moins deux personnes ont été tuées et deux autres blessées lors de l'attaque de la cimenterie de Firouzabad. Parallèlement, plus de 15 ouvriers ont péri lorsque des bombes dites « humanitaires » américaines et israéliennes ont frappé une unité industrielle de la ville de Jay, à Ispahan.

Travailleurs, ouvriers, masses opprimées d'Iran !

La guerre entre les gouvernements des États-Unis, d'Israël et de la République islamique se poursuit. Cette guerre réactionnaire a plongé le peuple iranien dans une ruine et une destruction encore plus grandes.

À ce jour, des milliers d'enfants, de travailleurs et de sans-abri ont péri sous les tirs de missiles et les bombardements aériens des États-Unis et d'Israël. Une grande partie des infrastructures du pays a été détruite, des centres de production anéantis, des hôpitaux bombardés et de nombreux logements rasés, au détriment de personnes n'ayant joué aucun rôle dans ce conflit dévastateur.

Cette guerre est une guerre réactionnaire. Ce n'est pas une guerre menée par les travailleurs, les ouvriers et les masses du peuple iranien. C'est une guerre entre les trois ennemis du peuple iranien : le pouvoir américain, le gouvernement israélien et le régime de la République islamique.

Une guerre qui a semé la ruine et la destruction parmi le peuple iranien. Cette guerre n'a apporté aux travailleurs et aux ouvriers que chômage de masse, déplacements de population, morts et destructions généralisées.

La destruction et la mort infligées quotidiennement au peuple iranien par la poursuite de la guerre sont insupportables. Par conséquent, l'intérêt des travailleurs et de l'ensemble du peuple iranien réside non pas dans la poursuite du conflit, mais dans son arrêt immédiat.

Nul n'ignore que, dans cette guerre, ce ne sont pas seulement les États-Unis et Israël qui massacrent le peuple iranien à coups de bombes et de missiles. De l'autre côté de cette guerre réactionnaire se trouve le régime de la République islamique.

Un régime meurtrier et criminel qui, sous prétexte de combattre « l'ennemi », a intensifié la répression sociale comme jamais auparavant, a accéléré les exécutions secrètes, privé les prisonniers politiques des droits humains les plus élémentaires, arrêté des enseignants et menacé de mort les manifestants iraniens.

De plus, ses attaques de missiles contre Israël et les pays du Golfe persique ont paralysé la population, détruit des zones résidentielles et causé la mort et les blessés de centaines de personnes.

Travailleurs, travailleurs, opprimés, masses populaires d'Iran !

La guerre commence toujours par une date, une heure précise, une nouvelle qui se répand soudainement à travers le monde. Mais pour ceux qui vivent sous les décombres, la guerre n'est ni une date, ni une nouvelle.

La guerre, c'est un moment où le bruit d'une explosion brise le silence, ébranle la psyché de la société et bouleverse à jamais le quotidien. Internet est coupé. On perd tout contact avec le monde extérieur. Les enfants vivent dans la terreur des avions de chasse et des explosions.

Pendant les jours de guerre, le bruit des avions résonne partout. Les maisons sont détruites et la présence des forces de répression s'intensifie dans les rues et les ruelles. L'espace social se ferme et les rues sont jonchées de boue et de sang. Parmi les victimes, il y a parfois des gens qui traversaient simplement la rue pour gagner leur vie, ou des travailleurs qui peinaient à nourrir leur famille.

La guerre est, avant tout, la forme la plus brutale d'injustice. Ceux qui prennent les décisions concernant la guerre se trouvent souvent à l'abri, loin du champ de bataille, mais ceux qui en sont victimes sont des gens ordinaires.

Ce sont des enfants, des femmes et les masses laborieuses. Des gens devenus chair à canon pour les desseins agressifs et ambitieux du gouvernement fasciste américain, du régime génocidaire d'Israël et du régime réactionnaire qui dirige l'Iran.

C'est pourquoi nous déclarons haut et fort : cette guerre n'est pas notre guerre. Ce n'est pas la guerre des travailleurs et des masses laborieuses du peuple iranien. C'est la guerre que se livrent les ennemis du peuple iranien. La responsabilité de cette guerre incombe aux belligérants et à tous les mouvements qui l'applaudissent et se réjouissent de ses conséquences.

Intensifions nos protestations et nos luttes pour le renversement révolutionnaire de la République islamique, en scandant « Non à la guerre réactionnaire, non à l'impérialisme, non au sionisme et non au régime islamique réactionnaire ! » et en exigeant la cessation immédiate des hostilités. À bas le système capitaliste qui gouverne l'Iran !

Vive la liberté ! Vive le socialisme !

Conseil de coopération des forces de gauche et communistes

Syndicat socialiste des travailleurs, Parti communiste d'Iran, Parti Communiste-Ouvrier d'Iran - Hekmatiste, Organisation de la voie ouvrière, Organisation des Fedayeen (Minorité) et Noyau minoritaire

À bas la guerre impérialiste ! Honte aux défenseurs de cette guerre réactionnaire !

28 mars 2026

Avec l'agression de l'impérialisme américain et de son protégé, Israël, contre l'Iran, et les attaques de la République islamique contre les pays du Golfe persique, la région est en proie à un nouveau conflit qui fauche toujours plus de vies parmi les populations opprimées.

Depuis lors, pas un jour ne s'est écoulé en Iran sans que des missiles et des bombardements ne soient lancés par les États-Unis criminels et le régime terroriste et infanticide d'Israël. Outre les infrastructures du pays, les habitations des citoyens sont détruites.

Ceux qui prétendent attaquer l'Iran en raison du programme nucléaire de la République islamique s'en prennent en réalité de manière ciblée aux infrastructures, aux maisons, aux commerces, aux usines, aux zones résidentielles, aux hôpitaux et aux écoles.

C'est pourquoi, près d'un mois après le début de cette guerre réactionnaire, des centaines de travailleurs et de personnes sans défense, dont des enfants et des personnes âgées, ont été tués ou blessés.

Les réalités objectives et tous les faits disponibles indiquent que la guerre réactionnaire actuelle en Iran et dans la région est en réalité une crise orchestrée au service des intérêts de l'impérialisme américain.

Cette guerre est dépourvue de tout fondement légitime et populaire, que ce soit du côté des États-Unis et d'Israël ou de la République islamique. Or, nous observons deux tendances opposées au sein des forces d'opposition concernant ce conflit, aucune ne correspondant au cours réel des événements ni à la nature impérialiste de cette guerre.

D'un côté, nous constatons les opinions et analyses de ceux qui, nourrissant l'idée naïve que les États-Unis et Israël souhaitent renverser la République islamique et porter au pouvoir ceux qui, selon eux, seraient meilleurs que les assassins de la République islamique, quels qu'ils soient, applaudissent cette guerre et, face à la destruction quotidienne du travail, des moyens de subsistance et de la vie des masses souffrantes, se réjouissent à l'idée du remplacement de la République islamique par « Oncle Trump » et surtout de l'avènement des monarchistes.

Ils ne prêtent même pas attention aux déclarations de Trump et d'autres responsables américains, qui ont affirmé à maintes reprises ne pas vouloir renverser la République islamique et préférer que des personnes issues du régime prennent les rênes de l'État.

Par ailleurs, on entend certains qui, malgré leur opposition farouche au régime anti-peuple de la République islamique, prétendent que dans la confrontation entre la République islamique et l'impérialisme américain, lequel entend détruire l'Iran, la République islamique, censée lutter contre cet impérialisme, doit être défendue. Ils justifient parfois cette position par la notion de « défense de la patrie ».

La réalité est qu'aucune des deux visions et tendances susmentionnées ne tient compte des intérêts et des préoccupations des millions d'Iraniens, ni des peuples opprimés de la région.

Cependant, contrairement à ces conceptions erronées et irréalistes, les révolutionnaires de gauche et les forces éprises de liberté ont présenté cette guerre comme une guerre réactionnaire dès le départ et ont insisté sur le fait qu'aucun camp ne devait être soutenu, quelles que soient les circonstances.

Forts de leur expérience, ils ont souligné que si l'enjeu principal est la destruction du système oppressif au pouvoir et l'accession des masses à la prospérité et à la liberté, cela ne sera que le fruit naturel des luttes des travailleurs et des opprimés eux-mêmes, et la libération de notre peuple ne sera pas l'œuvre des forces impérialistes.

Les guérilleros fédayins du peuple, partant du principe que la République islamique est un régime fantoche de l'impérialisme américain et de ses alliés depuis 1979, ont analysé tous les mouvements et actions de la République islamique dans ce conflit et concluent que les attaques incendiaires perpétrées par ce régime – officiellement menées en défense contre les États-Unis et Israël – servent les intérêts de l'impérialisme américain.

Par exemple, si ce régime attaque les pays du Golfe persique et s'attaque à leurs ressources pétrolières, il en résulte une hausse immédiate des prix du pétrole, au bénéfice des compagnies pétrolières.

Par ailleurs, ces attaques permettent à la République islamique d'étendre le conflit dans la région, ce qui, bien que préjudiciable à la société iranienne et attisant l'hostilité des pays de la région envers l'Iran, satisfait le désir de l'impérialisme américain de créer une crise et de stimuler la production d'armements.

En conséquence, et après examen de tous les événements et actions de la guerre actuelle, il est indéniable que ce conflit est une crise orchestrée par l'impérialisme américain pour servir ses propres intérêts, avec le soutien d'Israël et de la République islamique.

Par conséquent, les Fédayins du Peuple ont clairement déclaré et continuent de déclarer que les deux camps sont des forces anti-populaires et qu'aucune force populaire ne doit soutenir, directement ou indirectement, l'un ou l'autre. Nous croyons devoir œuvrer pour la victoire, c'est-à-dire pour la guerre populaire contre les ennemis du peuple, sans pour autant soutenir la guerre impérialiste ni la République islamique, et devons avancer dans cette direction.

Que le régime impérialiste de la République islamique soit anéanti par le peuple iranien !
Mort à l'impérialisme, au sionisme et aux guerres impérialistes !
Que la révolution triomphe ! Vive le socialisme !

Mise en garde contre les terribles dangers de l'escalade de la guerre !

31 mars 2026

Aujourd'hui, ce qui frappe la société en Iran, dans les pays du Golfe et en Israël même n'est pas simplement une « guerre » au sens conventionnel du terme, mais du terrorisme aérien, une catastrophe sociale d'une ampleur considérable et quotidienne.

Les bombardements de zones résidentielles, les attaques contre les hôpitaux, la destruction d'écoles et d'infrastructures vitales s'attaquent directement à la vie. Il ne s'agit pas des « marges » de la guerre, mais de son principal mode d'action.

Dans ces trois régions, des villes iraniennes aux régions israéliennes en passant par les pays du Golfe, ce sont les citoyens les plus ordinaires qui paient le prix fort de cette guerre inhumaine.

Contrairement à la propagande de guerre, cette guerre n'a pas la moindre affinité avec la « liberté », la « démocratie » ou la « libération » de l'homme. Ce conflit n'a pas été déclenché pour « sauver le peuple », ni pour « combattre la tyrannie », le « génocide » et les crimes commis jusqu'à présent par la superpuissance américaine.

Il s'agit d'une guerre de pouvoir, une guerre d'hégémonie, une guerre de sphères d'influence, une guerre de redéfinition des rapports de force dans la région.

Des gouvernements et des forces terroristes et réactionnaires se sont affrontés : d'un côté, le terrorisme d'État américain et israélien, marqué par une histoire de massacres et d'attentats dévastateurs, d'Hiroshima à Gaza ; de l'autre, le terrorisme islamique, responsable de répressions, d'exécutions, de massacres en Iran et d'une escalade simultanée du terrorisme dans la région et dans le monde.

Ces deux courants réactionnaires, malgré leurs antagonismes, se complètent. Chacun alimente l'autre par ses crimes, et dans cette compétition réactionnaire, le peuple est toujours la victime.

Ce conflit a eu jusqu'à présent des effets très destructeurs sur le plan de la politique intérieure. Il a étouffé les mouvements de protestation et les luttes sociales.

Les manifestations qui s'étaient formées contre le massacre du mois de Dey, contre la pauvreté, la répression et le déni des droits, ont été réprimées et remplacées par l'urgence de la survie : trouver de l'eau, du pain, un minimum de sécurité et un abri sûr.

C'est à ce moment que la guerre devient un instrument de reconstruction et de consolidation du pouvoir politique en place.

Cette situation a conféré au Corps des gardiens de la révolution islamique une position dominante au sein de la structure du pouvoir et a orienté l'ensemble de l'appareil politique du régime vers une unité phalangiste-militariste.

Pour cet appareil, la guerre n'était pas une menace existentielle, mais plutôt une « opportunité » de survie, malgré les lourds revers subis.

Le gouvernement, qui par le passé avait dû faire face à une vague de protestations de masse, reconstruit désormais, dans l'ombre de la guerre, ses moyens de répression et reproduit sa fausse légitimité par la mobilisation nationaliste.

La guerre est désormais sur le point d'entrer dans une phase encore plus destructrice : la menace de détruire toutes les infrastructures vitales, des centrales électriques et des installations de traitement des eaux aux ports et aux raffineries, constitue un crime de guerre manifeste, à savoir la destruction de la vie d'une société pour imposer sa volonté politique.

C'est le moment où la guerre passe du stade de la destruction à celui de la destruction totale de la vie sociale, et la menace d'extension du conflit par le régime islamique s'inscrit dans la même logique. Les deux camps sont prêts à entamer la phase de la « terre brûlée ».

Une phase qui signifierait une coupure totale d'électricité, l'effondrement du système de santé, la rupture de l'approvisionnement en eau et en nourriture, et la transformation des villes en zones inhabitables, un tournant qui pourrait être irréversible pendant des années, voire des décennies.

Dans cette perspective, même le scénario d'une occupation militaire directe, de Kharg et d'Abu Musa jusqu'aux îles Tomb et à la côte sud, est considéré comme une étape supplémentaire ; il ne s'agit pas d'une option tactique, mais de la violation d'une nouvelle frontière et de la transformation de la guerre en un état d'occupation et une guerre d'usure.

C'est la même voie qui, par le passé, a mené à une « guerre sans fin », à une destruction continue et à une instabilité permanente : chaque pas dans cette direction n'est pas la fin, mais un approfondissement du conflit, une étape de plus sur le chemin de la destruction qui, cette fois, dévore non seulement les infrastructures, mais aussi le territoire et le tissu social.

Pendant ce temps, les forces d'opposition de droite – monarchistes, nationalistes et bellicistes – ont accueilli la guerre sans vergogne et intensifié les bombardements.

Chaque missile, chaque bombardement, chaque maison détruite est considéré comme un « pas en avant » pour ce groupe.

Ils fondent leurs espoirs sur la machine de guerre des puissances mondiales réactionnaires. Cette politique n'est pas un signe de faiblesse intellectuelle, mais bien le reflet de leur nature et de leur choix : des forces prêtes à piétiner les cadavres et à détruire une société pour accéder au pouvoir.

Elles sont de la même trempe que ceux qui se trouvent aujourd'hui en première ligne de cette guerre, comme Netanyahu, Trump et leurs alliés. L'avenir qu'ils promettent n'est autre que la reproduction de cet ordre inhumain.

Cette ligne de conduite doit être dénoncée et rejetée sans aucune ambiguïté. Elle n'a rien à voir avec la liberté du peuple iranien.

Par ailleurs, certains courants et groupes, principalement définis dans le cadre du mouvement national-islamiste, se sont aujourd'hui ralliés au régime islamique face à cette guerre.

Le prétexte de « défendre la patrie » et de « préserver l'Iran » est devenu un outil pour s'allier à un gouvernement qui, depuis des décennies, est le principal responsable de la destruction de vies humaines.

Ces forces constituent de fait la réserve politique et sociale du régime pour la répression. Défendre la « patrie » revient à défendre la répression et le règne de l'islam politique.

Aucune justification, aucune « condition spéciale », aucune concession ni aucun alignement, que ce soit avec le régime islamique ou la vision sanglante et terroriste des États-Unis et d'Israël, ne saurait justifier ou rendre acceptable une telle situation.

Cette guerre doit cesser immédiatement, car son arrêt immédiat est une nécessité vitale pour sauver des vies humaines et éviter l'effondrement total de la société.

Parallèlement, les sanctions économiques, qui sont devenues des armes silencieuses, mais mortelles et qui ciblent les malades, les enfants et les travailleurs, doivent être levées sans condition, car aucune société ne doit avoir à supporter la faim, le manque de médicaments et la ruine économique, et ces politiques ne sont rien d'autre que la continuation de cette même guerre sous une autre forme.

De même, toute revendication de sécurité et de coexistence dans la région exige des réponses aux questions anciennes et épineuses qui la préoccupent.

Dans ce contexte, ni le régime islamique ni aucun autre régime au monde ne devrait être doté d'armes nucléaires, car ces armes ne constituent pas un moyen de dissuasion, mais une menace pour l'humanité entière, et l'expérience historique a démontré qu'elles n'apportent pas la sécurité, mais maintiennent le monde au bord d'un désastre permanent.

En revanche, la question palestinienne, l'une des plus anciennes et des plus insolubles, exige une solution humaine et juste : la fin de l'occupation et la création d'un État palestinien indépendant aux côtés de l'État d'Israël, fondé sur l'égalité des droits et la résolution 242 de l'ONU.

Sans résolution de ce problème, aucune stabilité durable ne sera possible dans la région. Ce sont là les besoins minimaux et les plus urgents de ces sociétés : la fin de la guerre, la levée des sanctions, l'arrêt de la course aux armements et une solution humaine à l'une des plus anciennes crises de la région.

Mais même cela ne constitue pas une fin en soi.

Tant que les populations de cette région resteront prisonnières de ces gouvernements et forces réactionnaires, tant que le militarisme et l'intimidation domineront la politique des puissances mondiales, tant que le gouvernement fasciste israélien commettra des crimes avec sa machine de guerre, et tant que le régime islamique exercera son emprise sur la population iranienne, cette situation se répétera.

La région ne connaîtra pas la paix, et la société ainsi que la vie de ses habitants redeviendront un champ de bataille. Mettre fin à cette situation est le devoir des mouvements épris de liberté, égalitaires et socialistes.

Nous luttons pour le renversement révolutionnaire de la République islamique et la défaite du projet sanglant d'un « nouveau Moyen-Orient » mené par les États-Unis et Israël.

Seul un mouvement et une force capables de briser cette situation s'organisent à la base, au cœur même de la société, sur la base de la liberté, de l'égalité et de la prospérité partagée. Une force qui ne soutient ni directement ni indirectement l'un ou l'autre camp de cette guerre réactionnaire.

Le monde d'aujourd'hui a plus que jamais besoin de sociétés ouvertes, libres et socialistes : des sociétés fondées sur la participation permanente et directe du peuple à la vie politique et administrative, des sociétés où le pouvoir n'est pas entre les mains d'États capitalistes et de machines de guerre, mais entre celles du peuple qui organise sa vie en conseils.

Ceci est un appel et un avertissement, au peuple iranien et à l'humanité : mettons fin à ce cycle de violence, construisons un monde où plus aucune guerre ne sera imposée à l'humanité. Et c'est un choix historique : soit perpétuer ce cycle de mort, quoi qu'il arrive, soit entreprendre une révolution sociale pour bâtir un monde meilleur.

Non à la guerre réactionnaire, non à la République islamique !

Vive la République socialiste !

Parti Communiste-Ouvrier d'Iran

À propos du Congrès pour la liberté en Iran à Londres

1er avril 2026

Les 28 et 29 mars, un rassemblement intitulé « Congrès pour la liberté en Iran » s'est tenu à Londres. De nombreuses forces d'opposition iraniennes, de gauche comme de droite, y ont participé.

Les organisateurs ont précisé que ce congrès ne prétendait pas diriger le pays et que son objectif était de « créer un espace de convergence et de définir des pistes concrètes pour une transition démocratique ».

Plusieurs cadres et membres de la direction du parti ont également participé à ce congrès.

Selon nous, cette participation a permis de présenter les différentes orientations et positions du parti sur les questions inscrites à l'ordre du jour des différents panels. Des dizaines de militants et de responsables de divers partis et institutions ont fait part de leurs points de vue.

Il s'agit d'une avancée positive pour l'opposition, qui devrait devenir une tradition et une pratique régulière.

Ces derniers jours, nous assistons également aux agissements du mouvement fasciste et monarchiste soutenant Reza Pahlavi, qui tente de perturber et d'empêcher les rassemblements des forces d'opposition étrangères qui lui déplaisent, par des méthodes répressives, des agressions physiques, des menaces et des insultes vulgaires.

Parmi eux, un certain nombre de partisans de ce mouvement se sont rassemblés devant le lieu du Congrès de la liberté et ont insulté et menacé les participants.

Ce type d'agissements, plus que toute autre révélation, démontre clairement non seulement le mépris et l'opposition totale de ce mouvement à la liberté d'expression, mais aussi sa crainte et son inquiétude face à un débat et un échange d'opinions libres et civilisés entre les forces politiques.

Dans ce contexte, le Congrès de la liberté d'Iran, qui a réuni des mouvements divers et variés, malgré leurs divergences politiques et idéologiques, afin de porter leurs opinions à l'attention du public, a constitué un événement politique significatif et important. Il est à espérer que de tels efforts se multiplieront.

Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Rah Kargar)

« Congrès pour la liberté de l'Iran » : légitimer l'agression impérialiste-sioniste contre le peuple iranien

3 avril 2026

Le « Congrès pour la liberté de l'Iran » s'est tenu à Londres les samedi 28 et dimanche 29 mars 2026. Plusieurs centaines de militants de la société civile, de militants politiques, d'avocats et de personnalités iraniennes y ont participé.

Les organisateurs ont annoncé que l'objectif principal du congrès était de rassembler diverses forces civiles et politiques afin de discuter de la voie de transition de l'Iran hors de la République islamique. Le congrès a été organisé par Mehrdad (Marti) Yousefiani et Shahriar Ahi (deux anciens conseillers de Reza Pahlavi) et Majid Zamani, présentés comme des « entrepreneurs » soutenus par des « employeurs » étrangers.

Le rôle du « Congrès pour la liberté en Iran » dans le contexte de l'agression militaire israélo-américaine

Nous avons démontré dans des annonces précédentes que le projet initial de cette conférence avait été conçu à l'initiative de Jared Kushner (gendre de Trump).

Par le biais de l'institution « Freedom House », affiliée au gouvernement américain, il avait organisé une rencontre de capitalistes iraniens résidant aux États-Unis et d'autres forces d'opposition dans la villa personnelle de Trump (Mar-a-Lago) à Palm Beach, en Floride.

Cependant, en raison de difficultés logistiques et de problèmes d'obtention de visas pour les participants, le lieu de la réunion a été déplacé à Londres.

Notre analyse a souligné que la tenue d'une réunion du « Conseil de coordination » de 30 membres à Londres le 24 février 2026 – soit exactement quatre jours avant l'invasion conjointe de l'Iran par les États-Unis et Israël – n'était en aucun cas une coïncidence ; il s'agissait bien d'une manœuvre planifiée par l'administration Trump pour créer un bras politique de soutien à l'attaque militaire.

Mehrdad (Marti) Yousefiani, l'un des principaux investisseurs de ce projet, a révélé les dimensions dangereuses, mais révélatrices, de cette coordination opérationnelle dans une interview accordée au *Jerusalem Post* :

« Nombreux étaient ceux qui espéraient que l'opération Lion Roar porterait un coup fatal au régime islamique. Créer une alternative crédible à ce stade contribuerait à renforcer la confiance internationale dans l'opération américano-israélienne. »
(Jerusalem Post, 3 mars 2026)

Ces déclarations mettent en lumière la coordination institutionnelle entre les investisseurs de l'opposition et la cellule de crise israélienne, et révèlent deux aspects fondamentaux :

1. Le lien direct entre « capital » et « destruction militaire » : dans cette interview, Yousefiani apparaît comme le soutien logistique de l'opération Lion Roar (nom de code de l'attaque israélienne conjointe contre l'Iran, baptisée « Epic Fury » par les États-Unis).

Il appelle explicitement à un « coup fatal » militaire. Cela signifie que les financiers de la Conférence de Londres ne recherchent pas une transition civile, mais bien une « victoire par la destruction militaire ».

2. La Conférence de Londres ; « Légitimité » pour l'agresseur : la deuxième phrase de Yousefiani est cruciale : « Renforcer la confiance internationale. »

Il admet que la présence de personnalités comme Shahriar Ahi et Majid Zamani à Londres confère en réalité une légitimité artificielle à la guerre. Leur message au monde était clair : « N'ayez crainte ; nous, capitalistes et technocrates, avec le soutien de l'opposition, diverse et engagée, sommes prêts à prendre en charge la gestion des ruines immédiatement après les bombardements massifs. »

Au début des attaques (28 février 2026), le Comité de coordination du « Congrès pour la liberté de l'Iran » a publié une déclaration alignée sur les agresseurs et sans condamner l'agression militaire américano-israélienne : « Le principal responsable de cette guerre est la République islamique ! ».

Les enquêtes révèlent que les nombreux articles parus dans des médias tels que The National (affilié aux Émirats arabes unis) et le Jerusalem Post au sujet du triangle Ahi-Zamani-Yousefiani s'inscrivent dans une campagne orchestrée par la société de relations publiques américaine Red Banyan.

Cette société, considérée comme un prestataire de services publicitaires du puissant lobby israélien (AIPAC), est dirigée par Ivan Nirman, qui compte sept ans d'expérience au sein de l'AIPAC et se spécialise dans le marketing politique pour les mouvements pro-israéliens extrémistes.

Les déclarations de Yousefiani et la structure de propagande en coulisses ne laissent aucun doute : le « Congrès pour la liberté de l'Iran » avait pour fonction de compléter politiquement le dispositif militaire complexe « Fureur épique/Lion rugissant ».

Cette conférence n'avait pas pour but de libérer le peuple, mais d'offrir aux gouvernements américain et israélien une tribune favorable pour présenter l'agression militaire comme une revendication de l'opposition iranienne.

Pourquoi la stratégie du « grand rassemblement » constitue-t-elle la meilleure couverture politique pour une invasion militaire ?

La stratégie du « grand rassemblement », en matière de subversion politique, repose sur un « agencement paradoxal des forces ».

Dans ce modèle, la présence simultanée de partisans et d'opposants à une invasion militaire correspond précisément à ce que l'on appelle une « stratégie multilatérale d'endiguement » ou la création d'un « parapluie » englobant les enjeux de sécurité. Cette structure complexe est conçue par le triangle Ahi-Yousefiani-Zamani, dont les fonctions sont les suivantes :

1. Shahriar Ahi : Architecte de cet « agencement paradoxal » et agent de liaison de la CIA

- Rôle : Il est le cerveau et le maître d'œuvre dont la tâche consiste à transformer les agendas complexes de l'appareil sécuritaire et du « Conseil atlantique » en un modèle politique acceptable.
- Stratégie : Au cours des dernières décennies, Ahi s'est toujours efforcé de constituer un « grand rassemblement » en réunissant divers groupes – des constitutionnalistes et nationalistes religieux aux militants de gauche, technocrates et activistes civiques – afin de former une coalition.
- Mission : Dépassant l'individualisme de Reza Pahlavi, il cherche à créer une « oligarchie pluraliste » sous la forme d'une « société par actions ».

Dans cette structure, le pouvoir est distribué de manière à faciliter et à réduire le coût de sa gestion et de son contrôle par Washington, et à présenter au monde une alternative séduisante et nuancée.

2. Mehrdad (Marti) Yousefiani : Banquier politique et lobbyiste influent

- Rôle : Il est un véritable « fournisseur de ressources financières » et un intermédiaire entre les lobbies conservateurs de Washington et de Tel-Aviv. Sa spécialité : convertir sa fortune personnelle en influence politique.
- Stratégie : Yousefiani acquiert une légitimité internationale pour les opérations militaires (coup fatal) en influençant des médias tels que le Jerusalem Post et The National...
- Mission : Il conçoit la politique comme un « capital-risque ». Ayant perdu tout espoir pour la marque « Pahlavi », Yousefiani a investi son capital dans un projet censé garantir des avantages macroéconomiques à l'Iran de demain (sous la supervision des États-Unis et d'Israël).

3. Majid Zamani : Technocrate et administrateur

- Rôle : Il est la vitrine nationale et le bras opérationnel du triangle ; celui qui est censé faire tourner l'économie et le marché boursier pendant la transition.
- Spécialisation : Ingénierie financière et maîtrise des structures monétaires iraniennes. Son expérience au sein du « Groupe financier Kian » et sa collaboration avec le cercle de Ghalibaf et d'autres centres de pouvoir ont fait de lui une figure qui connaît parfaitement le « langage de la corruption et de la rente structurelle » et sait le traduire en « normes internationales ».
- Mission : Sa tâche est de rassurer la classe moyenne sur le fait que le système post-République islamique ne sera pas une structure chaotique, mais une « grande société par actions » gérée par des spécialistes formés en Occident.

Ainsi, avec le changement de régime, l'actuelle « société par actions de pillage » des factions nationales cédera la place à un consortium international dont Majid Zamani lui-même fut jadis partenaire à la table précédente.

Constitution d'un consortium pour piller les ressources par le biais d'opérations militaires : « Frappe mortelle » !

Les membres de ce triangle sont en réalité des « contractants politiques » d'un consortium international visant à dominer les ressources, la richesse et la politique du pays. Dans ce projet on trouve les rôles suivants :

- Kushner/Rubio : Fournir un appui diplomatique et financier.
- Mossad/CIA : Fournir des renseignements et une infrastructure militaire.

· Participants à la conférence de Londres : Par leur présence et leurs actions, ils ont légué les « 300 signatures iraniennes collectives » comme sceau d'approbation à cet accord stratégique.

La stratégie du « grand rassemblement » contre le modèle alternatif « centré sur l'individu »

Il ne fait aucun doute que Reza Pahlavi et son cercle de partisans royalistes ont été des défenseurs inébranlables de l'attaque militaire et des politiques agressives de « Trump/Netanyahu ».

Mais la réalité du terrain montre que les principaux acteurs en coulisses s'attachent depuis des mois à organiser une stratégie de rassemblement, ou « parapluie global », afin de fournir une couverture politique crédible à l'invasion militaire.

Cette approche ouvre en réalité une nouvelle voie dans la « gestion du changement », en opposition au modèle individualiste de Reza Pahlavi.

1. La doctrine de la « fragmentation contrôlée »

Depuis la Guerre froide, la CIA et les services de sécurité américains disposent d'un outil doctrinal appelé « fragmentation contrôlée ».

Dans ce modèle, les États-Unis instaurent une relation de type clientélisme en créant une dépendance financière, médiatique et diplomatique envers les groupes adverses (monarchistes, républicains, moudjahidines, etc.).

Dans cette compétition, chaque groupe accorde davantage de privilèges à l'acteur principal (Washington) afin de surpasser son rival.

La préparation du « Congrès » de Londres visait précisément à mettre en œuvre cette stratégie, car :

· Modèle pyramidal (Reza Pahlavi) : Reza Pahlavi se perçoit comme le centre de l'unité et attend de tous qu'ils se rassemblent sous l'égide de son « État islamique » ou de sa légitimité historique.

Avec le slogan « Mort aux trois corrupteurs : le mollah, le gauchiste, le moudjahidine... », ce modèle non seulement unit le large éventail des forces d'opposition et des mouvements nationalistes et ethniques, mais comporte également le risque d'une « nouvelle dictature » pour Kushner et Rubio.

· Modèle en réseau (Congrès de Londres) : Fonctionnant comme une société par actions ou un consortium où le pouvoir est distribué, ce modèle séduit davantage la CIA et le Conseil de sécurité nationale (Rubio/Kushner), car il est bien plus aisé de contenir et de contrôler un groupe diversifié d'acteurs que de contrôler un individu se prétendant tout-puissant.

2. Le rejet médiatique du prince héritier ; le rôle d'Ali Javanmardi

Les changements de direction au sein des sections persane, afghane et kurde de la Voix de l'Amérique (VOA), dirigées par Ali Javanmardi, illustrent l'importance stratégique de cette approche inclusive pour le plan Kushner/Rubio.

Au lieu de promouvoir la « personne du prince », Javanmardi s'est concentré sur la coalition des forces (un schéma qui a suscité des interrogations). En lui confiant la gestion des médias officiels du gouvernement américain, Washington a officiellement démis Pahlavi de ses fonctions de « porte-parole unique de l'opposition ».

Les réactions inquiétantes des partisans de Pahlavi et les révélations concernant la conférence de Londres découlent de ce changement de politique américaine ; un changement qui a marginalisé Pahlavi malgré sa soumission totale à la politique de Trump.

3. La nouvelle formule : « Pahlavi et le pluralisme »

Contrairement aux attaques hystériques des monarchistes, le triangle Ahi-Yousefiani-Zamani connaît bien les pièges d'une gestion clivante.

Ils savent que Pahlavi, avec son individualisme pathologique, a affaibli sa position et que ses démonstrations de force théâtrales ne tarderont pas à éclater. Yousefiani l'a d'ailleurs déclaré sans ambages dans la campagne publicitaire de la société « Red Banian » :

« Toute alternative doit se définir par un grand "P". Dans l'esprit du peuple, ce "P" évoque Pahlavi ; mais la véritable solution réside dans Pahlavi et le pluralisme. »

Ces déclarations marquent la fin de l'ère où Pahlavi était considéré comme la seule option. Le message est clair : « Pahlavi est respecté, mais seulement comme actionnaire, et non comme l'autorité absolue. »

Telle est la logique de la « société de pillage » que le plan Kushner/Rubio pour l'avenir de l'Iran a mise en lumière.

« Normaliser la guerre à la Gaza » :
un modèle pour la destruction de l'Iran

Les bombardements de Gaza, en particulier durant les premières semaines du conflit, sont considérés comme la campagne de bombardements la plus intense et la plus dévastatrice de ce siècle ; plus destructrice encore que les guerres en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, la lutte contre Daech, la guerre menée par la Russie en Ukraine, et même que de nombreux conflits du siècle dernier.

Bien que les estimations varient, il est généralement admis que les États-Unis et Israël ont largué environ un millier d'obus et de munitions par jour sur l'Iran au début de l'offensive ; un rythme similaire à celui des premiers jours des bombardements israéliens sans précédent sur Gaza. En réalité, si l'estimation israélienne de 15 000 bombes larguées durant les 26 premiers jours est exacte, la moyenne de 577 bombes larguées par jour sur l'Iran aurait dépassé la moyenne du premier mois des bombardements sur Gaza en 2023 (qui était estimée à moins de 500 bombes par jour).

Selon l'organisation indépendante de surveillance Airwars, les 100 premières heures de la guerre israélo-américaine contre l'Iran ont été deux fois plus brutales que la même période à Gaza trois ans auparavant, si l'on considère le nombre de cibles touchées.

Mais la « gazaïsation » ne se résume pas à l'horreur et à l'intensité des bombardements.

La plus grande atteinte portée au droit international par la guerre de Gaza est la destruction de la frontière entre cibles militaires et infrastructures civiles.

Avant Gaza, les armées d'invasion tentaient (du moins officiellement) de justifier les attaques contre les hôpitaux, les écoles et les abris comme des « erreurs de calcul » ou des « dommages collatéraux ».

Mais à Gaza, l'espace habitable tout entier d'une ville est considéré comme une « cible militaire ».

Siège total, famine utilisée comme arme de guerre et destruction systématique des bâtiments résidentiels, des infrastructures énergétiques, des réseaux d'eau et d'assainissement, des hôpitaux, des écoles et des universités... ne sont plus l'exception, mais font partie intégrante de la stratégie opérationnelle.

La stratégie de guerre visant à consolider Gaza repose sur six piliers :

1. Dé-distinction : suppression de la distinction entre cibles militaires et civiles.
2. Guerre totale : remplacement de la guerre limitée ou « chirurgie militaire » par la doctrine de la guerre totale, engendrant des pertes humaines et des dégâts considérables.
3. Violations systématiques du droit international : autorisation de violer toutes les conventions et lois de Genève relatives à la protection des civils et des infrastructures de la vie sociale, ce qui constitue un exemple flagrant de crimes de guerre.
4. Militarisation technologique : utilisation de technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle et la géolocalisation à des fins de massacres.
5. Réduction du coût politique : annulation du « coût politique » des crimes de guerre pour les États.
6. Création d'une « indifférence mondiale » : si, auparavant, l'opinion publique mondiale faisait obstacle au « génocide » ou au « nettoyage ethnique », la répétition quotidienne d'images de catastrophes et l'inaction des institutions internationales ont désormais engendré une forme d'« indifférence mondiale » contribuant à normaliser ces crimes.

Il convient de souligner que la stratégie de reconstruction de Gaza s'inscrit dans la continuité et l'évolution de la doctrine « Dahieh [ou Dahiya] », une stratégie militaire qui tire son nom du quartier de Dahieh, au sud de Beyrouth, entièrement rasé par l'aviation israélienne lors de la guerre de 33 jours (2006).

Aujourd'hui, après avoir été testée à Gaza puis au Liban, cette doctrine est employée à une échelle sans précédent par les armées américaine et israélienne contre l'Iran.

Nous condamnons sans réserve la politique du « œil pour œil » du régime de la République islamique, qui cible les infrastructures, les zones résidentielles et les civils dans toute la région en représailles aux crimes de guerre des armées américaine et israélienne.

Nous la considérons comme un exemple de crime de guerre perpétré par le fascisme religieux au pouvoir, caractérisé depuis toujours par la torture, les exécutions et les massacres d'opposants.

« Politique de dissimulation » : au service du projet d'agression militaire

Le silence du « Congrès pour la liberté de l'Iran » à Londres concernant la guerre et la reconstruction de Gaza par le pays, un mois après les attaques sans précédent du 28 février 2026, n'était pas un hasard ; il s'agissait d'une stratégie délibérée et consciente.

La plus grande invasion militaire de l'histoire contemporaine de l'Iran, qui a mis en danger la vie de 92 millions de personnes, est restée passée sous silence lors de ce prétendu « Congrès pour la liberté de l'Iran », permettant ainsi aux prétendants au pouvoir de parler pendant deux jours entiers de tout sauf de la « vie et de la mort » sous le déluge de bombes !

Ils parlaient de l'avenir tandis que l'existence même du pays s'effondrait sous les décombres des attaques militaires les plus massives de la plus grande machine de guerre de l'histoire et de son alliance régionale.

Cette conférence a prouvé que pour les lobbies du pouvoir, tout compte sauf le fait que le peuple iranien soit préoccupé jour et nuit par la situation de guerre actuelle.

Les objectifs de cette « politique de dissimulation » étaient les suivants :

1. Se soustraire à la responsabilité de « condamner l'agresseur » !

Si une table ronde sur la guerre avait été organisée en amont, les positions de certains intervenants condamnant le conflit, les bombardements d'infrastructures et le massacre de civils, comme les lycéennes de Minab, auraient été en totale contradiction avec le programme de Kushner/Rubio et Yousefiani (qui avait soutenu le coup fatal dans le Jerusalem Post).

Ils souhaitaient reléguer la guerre au second plan afin de pouvoir parler d'élimination des discriminations, de liberté et de démocratie au premier plan.

2. Crainte de l'effondrement du projet de « grande coalition » lorsque ses véritables objectifs seraient révélés ! Shahriar Ahi savait que si le débat sur la guerre était ouvert, la coalition s'embraserait dès la première heure. Ils ont donc préféré parler de « pluralisme » et d'« un avenir radieux », fermant les yeux sur les flammes qui ravageaient l'Iran.

3. Normalisation des « coups d'État temporels » au service de la gestion antidémocratique du « Congrès » !

Malgré l'opposition explicite de certains participants à la guerre, le fait d'ignorer cette question, non seulement comme point central de l'ordre du jour, mais aussi au sein d'un panel d'experts parmi des dizaines d'autres sujets, constituait en réalité une tentative délibérée du directeur de la conférence de normaliser un processus orchestré.

4. Le vrai visage de cette coalition s'est révélé : celle d'une « alternative aux bombes meurtrières » !

Alors que le « Congrès » est censé promouvoir le modèle « d'après-guerre », une discussion sur la guerre elle-même aurait certainement anéanti ce rêve, déconnecté de la réalité.

5. Le silence du régime sur le rôle de Trump et Pahlavi dans le massacre du soulèvement de décembre !

La conférence visait en réalité à « laver le sang de janvier » des visages de personnalités comme Pahlavi et Trump et à présenter un modèle élégant, rigide et technocratique (Majid Zamani) qui remplacerait le spectre des « coûteuses émeutes de rue » par le rêve d'une « administration post-occupation ordonnée ».

Le silence de la conférence sur l'impact de l'agression étrangère sur le déclin du mouvement et l'intensification de la répression est révélateur.

Pendant ce temps, le silence assourdissant du soi-disant « Congrès pour la liberté en Iran » face à l'impact dévastateur de l'agression étrangère sur la répression des mouvements populaires et la perpétuation de la tyrannie révèle une dure réalité.

Tandis que les organisateurs de cette réunion discutaient de « pluralisme » derrière d'élégantes tables, ils s'attachaient à dissimuler l'amère vérité : cette guerre est le plus beau cadeau de « l'agresseur étranger » à « l'oppresseur intérieur ».

L'augmentation dramatique du nombre d'exécutions politiques ces dernières semaines et les arrestations massives de militants syndicaux, culturels et civiques sont la conséquence directe de cette « occasion en or » offerte à l'effroyable appareil répressif : l'occasion d'étouffer toute revendication de justice dès ses prémices, sous le prétexte fallacieux de « trahison en temps de guerre et de collaboration avec l'ennemi agresseur ».

La mise en œuvre de la « doctrine de Gaza » et les frappes aériennes incessantes ont entraîné le déplacement forcé de plus de 3 millions d'habitants des grandes villes.

La transformation des villes en casernes militaires et la présence constante de patrouilles de sécurité et d'agents en civil, devenus des « patrouilles de couverture » pour échapper aux bombardements de leurs quartiers généraux et bureaux, ont anéanti les mouvements de protestation populaire.

Parallèlement à cette répression, la transmission du pouvoir au « jeune Khamenei », troisième dirigeant de la République islamique, a consolidé la position de l'« oligarchie pilleuse » au cœur même du pouvoir ; une mafia qui détient incontesté les armes, les richesses et les médias et qui, sous couvert d'« économie de guerre », dépouille désormais la population de ses derniers moyens de subsistance.

L'inflation galopante, qui a franchi des seuils historiques et plongé le quotidien dans le chaos, n'est plus seulement un indicateur économique ; c'est aussi un instrument d'« asservissement des masses » par la distribution de largesses tyranniques.

Un peuple constamment aux prises avec la lutte pour le pain et la survie ne pourra s'organiser pour la liberté.

C'est là que réside la contradiction fondamentale et catastrophique : tandis que le peuple iranien lutte pour survivre au milieu des décombres des bombes étrangères et sous le joug d'une tyrannie intérieure, le Triangle de Londres (Ahi-Yousefiani-Zamani) a complètement écarté la question des besoins et des souffrances réelles du peuple de l'ordre du jour des commissions du « Congrès ».

Ce triangle marchande les ruines mêmes que l'« agresseur » et le « tyran » ont tacitement convenu de créer.

Pour ce consortium de puissances, seuls comptent les contrats de reconstruction d'un « Iran en ruines » après la guerre. Dans ce projet lucratif, le « peuple » n'est qu'une armée noire servant à légitimer leur pouvoir ; tout comme les participants au « Congrès » n'étaient qu'une façade pour donner une apparence de légitimité politique au « coup fatal » de l'opération « Fureur épique/Lion rugissant ».

Bilan du « Congrès pour la liberté de l'Iran »

L'objectif ultime du « Congrès pour la liberté de l'Iran », qui consistait à rassembler des courants divers, voire opposés, sous l'égide du « Congrès pour la liberté de l'Iran », était de créer une « vitrine démocratique et inclusive » afin que l'invasion militaire du 28 février 2026 soit présentée à l'opinion publique internationale comme une « opération de libération universellement soutenue par les différentes composantes de l'opposition iranienne » et comme un modèle souhaitable pour faire progresser l'agenda commun américano-israélien.

Malgré l'euphorie suscitée par le silence délibéré du « Congrès pour la liberté de l'Iran » concernant la guerre, la voix de protestation de Mehrangiz Kar a semé le trouble et contraint certains intervenants, le deuxième jour, à évoquer brièvement la question de la guerre, par simple consolation.

Cependant, le sort du Congrès s'est joué dans les dernières minutes, lorsque Majid Zamani a tenté de faire approuver à l'unanimité l'absence de condamnation de l'agression américaine et israélienne dans la déclaration finale.

Bien que cette action ait suscité des protestations et que, pour parvenir à un accord, la question de la guerre ait été complètement écartée de la résolution, ce silence dans la déclaration d'une réunion avec 300 militants participants de divers horizons constitue une victoire importante pour le triangle « *Ahi-Yousefiani-Zamani* » et le projet Kushner/Rubio, et bien sûr une fin honteuse pour ceux qui sont devenus la légion noire de ce projet théâtral.

Un front uni des forces de gauche, démocrates et féministes... une nécessité face à l'urgence actuelle

Nous sommes convaincus que, dans un contexte où la majorité du peuple a rejeté le régime de la République islamique et où une grande partie de la population a désormais compris que le slogan de « l'aide humanitaire » a porté un coup fatal à son mouvement civil et pacifique, tandis que l'opposition de droite et les mercenaires des puissances hégémoniques ont été discrédités comme jamais auparavant, une opportunité unique se présente aux forces de gauche qui défendent les véritables revendications des masses laborieuses et de l'immense majorité du peuple.

Dans ces circonstances exceptionnelles de l'histoire du peuple iranien, les forces socialistes, de gauche, démocrates, féministes, LGBTQ+, les défenseurs des droits des nationalités opprimées et les écologistes peuvent s'unir pour aider à organiser le peuple, même en ces temps de guerre.

La solidarité populaire, l'organisation d'équipes de secours de quartier, l'aide aux victimes des bombardements, la protection des personnes âgées et des enfants orphelins, peuvent ouvrir la voie à une mobilisation aussi large que possible des différentes composantes de la population.

Ainsi, au lendemain de la guerre, elles pourront affronter la nouvelle donne politique avec une solidarité renforcée face à ces terribles épreuves.

Un front uni des forces de gauche, des démocrates, des féministes, des personnes LGBTQ+, des militants écologistes et des défenseurs des droits des nationalités opprimées... À l'étranger, ils peuvent aussi se faire la voix de celles et ceux qui traversent la période la plus difficile de leur vie sous le joug de la répression policière et violente de la République islamique et des bombardements israéliens brutaux.

Les forces qui défendent la paix, qui s'opposent à l'agression étrangère et à la guerre, peuvent, en s'unissant à toutes les forces pacifistes et antimilitaristes du monde entier, créer un vaste mouvement pour mettre fin à la guerre, obtenir un cessez-le-feu et enrayer le cauchemar des bombardements. C'est le devoir le plus élémentaire que puissent accomplir les consciences éveillées face à la progression effrénée du fascisme.

À bas le régime de la République islamique !

Vive la liberté, la démocratie et le socialisme !

Empêchez de toutes vos forces le massacre des prisonniers politiques par le régime fasciste islamique !

4 avril 2026

L'agression militaire des États-Unis et d'Israël contre l'Iran le 9 Esfand 1404 [=28 février 2026] et la coopération d'une partie de l'opposition de droite avec les ennemis du peuple ont fourni de nouveaux prétextes au régime fasciste de la République islamique pour intensifier sa politique répressive.

Nous avons toujours souligné que l'agression étrangère et le recours à des actions armées non massives offrent au régime islamique les meilleurs prétextes pour mener sa politique répressive avec plus de force et des justifications acceptables pour ses partisans.

Nous avons tous constaté que l'invitation et le soutien de Trump au soulèvement des 8 et 9 janvier, assortis de la promesse « nous entrerons, prendrons le contrôle des centres et n'oublierons pas les noms de ceux qui vous attaquent », ont largement contribué à son adhésion auprès d'une partie de la population, dupée par la conviction que Trump pouvait réellement les soutenir.

Suite à cela, les appels de Reza Pahlavi, lancés à la demande d'Israël, ont dégénéré en un massacre sanglant perpétré par la République islamique, coûtant la vie à des milliers de jeunes.

Aujourd'hui, face à l'agression militaire continue des États-Unis et d'Israël, aux assassinats d'agents du Mossad à travers le pays et aux bombardements de tous les centres scientifiques, industriels, médicaux, militaires, policiers et de sécurité, et notamment aux attaques ciblées contre les points de contrôle, le régime fasciste islamique dispose des prétextes les plus convaincants pour se venger du peuple et des prisonniers politiques.

Depuis le début de l'agression impérialiste-sioniste, une nouvelle vague d'exécutions s'est abattue sur le pays. Dès le début de la guerre, Kourosh Keyvani, un binational, fut pendu pour « espionnage ». Peu après, Mehdi Ghasemi, Saleh Mohammadi, Saeed Davoudi et Amir Hossein Hatami, quatre jeunes manifestants de Dey, furent exécutés. Moins de deux mois s'écoulèrent entre leur arrestation et leur exécution.

L'Organisation des Moudjahidines du peuple a également publié sur son site web la nouvelle de l'exécution de ses membres : « Dans un autre acte de violence perpétré par les assassins du régime des mollahs, le samedi 15 avril 1405 au matin, deux moudjahidines héroïques, Vahid Bani Amerian et Abolhassan Montazer, ont été pendus à la prison de Qezl-e-Hsar. Le lundi 10 avril 1405, les assassins du régime des mollahs avaient également pendu les moudjahidines héroïques Mohammad Taghavi Sangdehi et Akbar Daneshvarkar, et le mardi 11 avril 1405, les moudjahidines héroïques Babak Alipour et Pouya Ghobadi, également à la prison de Qezl-e-Hsar. »

Le transfert de prisonniers politiques tels que Mohammad Amin Biglari, Shahin Vaheparast Kalor, Abolfazl Salehi Siavashani et Ali Fahim à l'isolement à la prison de Qezl-e-Hesar souligne davantage le risque imminent de leur exécution. Parallèlement à cette vague d'exécutions, la Cour suprême a confirmé la condamnation à mort du prévenu politique Mansour Jamali.

Le pouvoir judiciaire de la République islamique d'Iran a annoncé diverses charges retenues contre les personnes exécutées, sur la base des dossiers constitués pour chacune d'elles : notamment « espionnage », « appartenance aux Moudjahidines dans le but de porter atteinte à la sécurité du régime », « opérations et fourniture de lanceurs d'explosifs », « attentats et explosions multiples dans la ville de Téhéran », « possession d'un atelier de fabrication de lanceurs et de bombes artisanales », « coopération avec d'autres membres d'un groupe armé conformément aux objectifs des Moudjahidines », « rébellion par la supervision de multiples actes terroristes », « association de malfaiteurs et complot en vue de commettre des crimes contre la sécurité intérieure du pays » et « actes de harcèlement effracts visant à renverser le régime de la République islamique d'Iran ».

Il convient de noter que le pouvoir judiciaire a retenu certaines charges, telles que la participation à des opérations et la fourniture de lanceurs d'explosifs, contre des personnes emprisonnées depuis deux ans.

En tant qu'organisation fermement opposée à la peine de mort et à toute forme de torture, nous condamnons avec la plus grande fermeté ces exécutions criminelles. Il convient de souligner que la dénonciation de la condamnation à mort d'un prisonnier, quel que soit le crime commis, n'implique en aucun cas une approbation de ses opinions ou tactiques politiques. À nos yeux, toute personne reconnue coupable d'un crime doit avoir le droit de choisir son avocat et de se défendre devant des tribunaux indépendants, avec jury.

Le prononcé de peines par les tribunaux de la République islamique, semblables à des tribunaux du désert et même plus brutaux, ainsi que l'exécution des peines de mort par le système judiciaire de cette même République, constituent, selon nous, une violation flagrante des droits humains et un acte criminel qui, sous couvert de guerre, conduit au massacre des prisonniers de guerre.

Dans la situation actuelle où le pays subit l'agression criminelle impérialiste-sioniste, une agression pour laquelle Donald Trump a promis à maintes reprises de « renvoyer l'Iran à l'âge de pierre », conformément aux objectifs d'Israël, dans une situation où le mouvement de désobéissance civile et les luttes pacifiques du peuple iranien sont paralysés par les bombardements étrangers et la répression intérieure, il est de la responsabilité des organisations, partis, groupes et militants indépendants à l'étranger, en particulier les militants et mouvements de gauche, démocrates, progressistes et féministes, d'élever la voix contre la guerre et contre les exécutions en lançant des mouvements de protestation et en mobilisant la sympathie des forces progressistes et de gauche du monde entier.

De cette manière, nous pouvons empêcher le massacre des prisonniers politiques dans les prisons de la République islamique. Le massacre de prisonniers politiques comme celui de l'été 1988 ne doit plus jamais se reproduire.

La vie des prisonniers politiques est en danger, agissons de toutes nos forces pour les sauver.

À bas le régime de la République islamique !

Vive la liberté, la démocratie et le socialisme !

Parti Communiste d'Iran

Condamnation de la nouvelle vague d'exécutions de prisonniers politiques

5 avril 2026

En ce début d'année, alors que la guerre se poursuit et affecte gravement la vie, le travail, les moyens de subsistance et la sécurité de la population, le régime de la République islamique a accéléré l'exécution des prisonniers politiques et la vague d'arrestations.

Ces derniers jours, Vahid Bani Amerian, Abolhassan Montazer, Babak Alipour, Pouya Ghobadi, Akbar Daneshvarkar et Seyyed Mohammad Taghavi-Sangdehi ont été exécutés secrètement, à l'insu de leurs familles, sous l'accusation de rébellion pour appartenance à des groupes d'opposition.

Les condamnations à mort des prisonniers politiques Amir Hossein Hatami, Mohammad Amin Biglari et Shahin Vahediparast, arrêtés lors du soulèvement national de janvier, ont été exécutées le 6 avril.

Parallèlement, la vague d'arrestations se poursuit sans relâche et, ces derniers jours, plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées et incarcérées dans des régions comme Téhéran, la province de Gilan et la ville de Shahinshahr, sous prétexte d'activités en ligne et d'envoi d'images à des médias étrangers.

Ces exécutions et arrestations s'inscrivent dans une répression planifiée, menée dans un contexte de guerre, de bombardements incessants, de déplacements massifs de population, de coupures d'internet et de perturbation généralisée des communications.

Cette situation a également facilité l'exécution clandestine des peines de mort en limitant l'information.

Les coupures d'internet et la perturbation systématique des communications ne sont pas de simples mesures techniques, mais servent aussi une fonction politique en dissimulant l'ampleur de la répression.

L'exécution des peines de mort et l'augmentation des arrestations et des détentions dans le contexte actuel constituent une mesure politique et organisée visant à contenir la crise croissante.

Sous la pression simultanée des crises économiques, sociales et de guerre, et face à la crainte d'une colère et de protestations populaires, le régime de la République islamique tente d'instaurer un climat de terreur au sein de la société et de consolider sa position précaire en intensifiant la répression et en exécutant des prisonniers politiques.

Dans ce contexte, les exécutions sont devenues un instrument de contrôle social et constituent un message direct adressé au peuple iranien, épris de liberté et manifestant.

Ce schéma trouve un précédent clair dans l'histoire de la République islamique. En août et septembre 1988, les dirigeants du régime, inquiets de la propagation des protestations des travailleurs et du peuple iraniens après la défaite humiliante du régime lors de la guerre réactionnaire contre l'Irak, ont planifié l'exécution de prisonniers afin d'intimider une population épuisée par la guerre et la misère économique.

À cette époque, les prisons iraniennes étaient totalement coupées du monde extérieur, et ce crime odieux a eu lieu. Ces exécutions, menées en secret et sans aucune publicité, s'inscrivaient dans un projet politique visant à éliminer physiquement les opposants et à consolider le pouvoir en place.

Aujourd'hui, des signes similaires tirent la sonnette d'alarme : le recours à l'état de guerre, la coupure d'internet, la restriction de l'information, l'exécution secrète de peines et le ciblage des prisonniers politiques. Cette persistance et ce recours à l'élimination physique des opposants politiques témoignent d'une logique bien ancrée dans l'exercice du pouvoir.

La récente escalade de la répression et des exécutions s'explique par les crises structurelles de la République islamique, le risque d'effondrement économique, la montée du mécontentement social, l'aggravation de la crise de légitimité politique, les divisions et la fragmentation au sein du gouvernement, ainsi que l'incapacité idéologique à légitimer la situation actuelle.

Dans ces circonstances, l'escalade de la répression devient un outil essentiel de gestion de crise, à la fois comme stratégie de survie et comme tactique, et ces assassinats d'État s'inscrivent dans le fonctionnement continu de cet ordre établi. Ces exécutions planifiées, loin d'être un signe de puissance, reflètent l'apogée de la crise de légitimité du régime islamique et son incapacité à répondre aux attentes de la société.

Aujourd'hui, alors que les bombardements des gouvernements américain et israélien se poursuivent et que les prisonniers manquent d'espace, de nourriture et de conditions de vie et de soins, des dizaines de milliers de personnes arrêtées lors du soulèvement national de janvier 2026 sont toujours incarcérées.

Le régime islamique criminel prend ces prisonniers en otage pour intimider la société, fait planer la menace de la mort sur eux et en exécute plusieurs chaque semaine.

Tout en condamnant fermement ces exécutions, le Parti Communiste d'Iran souligne la nécessité d'amplifier le mouvement d'empathie et de solidarité avec les familles des prisonniers politiques en Iran, ainsi que de soutenir la campagne « Non aux exécutions », dont le drapeau flotte derrière les barreaux.

À l'étranger, il est également indispensable de rassembler toutes les forces et tous les citoyens épris de liberté et d'égalité afin d'organiser et de lancer des campagnes politiques pour faire pression sur la République islamique et obtenir la fin des exécutions et la libération des prisonniers politiques.

Non à la guerre impérialiste et réactionnaire !

À bas le régime de la République islamique !

Vive la liberté, l'égalité et le gouvernement des travailleurs !

Parti Communiste d'Iran

Faire défiler Fatemiyoun et Hachd al-Chaabi ne sauvera pas la République islamique

5 avril 2026

En pleine guerre, la République islamique a déployé des milices de Hachd al-Chaabi et de Fatemiyoun dans les rues.

[Hachd al-Chaabi = Unités de mobilisation populaire ; Fatemiyoun = division des Fatimides. Il s'agit de deux mouvements paramilitaires chiïtes ; le premier est irakien, le second afghan. Ils ont été déployés dans certaines parties de l'Iran début avril 2026.]

Elle croit pouvoir intimider la population en faisant défiler ces forces – qui ont également agi comme instruments lors des massacres de janvier. Cela fait partie de la préparation militaire du régime pour affronter un peuple qui attend sa chute et est prêt à descendre dans la rue à tout moment.

La priorité de la République islamique a toujours été – et demeure en toutes circonstances – la confrontation avec le peuple. La guerre elle-même découle fondamentalement de ce besoin : le régime s'appuie sur l'hostilité envers les États-Unis et Israël pour préserver son pouvoir face à une société en révolte et pour justifier la répression et les meurtres internes.

Coupures d'internet, exécutions sommaires, arrestations massives, instauration de barrages routiers, patrouilles de rue des forces répressives, et maintenant recours à Fatemiyoun et au Hachd al-Chaabi : autant d'éléments de la politique d'un régime désespéré, au bout du rouleau, qui tente de se maintenir à flot face à la colère et à la haine populaires par la peur, la terreur et la guerre.

Mais le peuple n'a pas cédé à l'intimidation, ni aux massacres de janvier, ni aux politiques répressives du régime sous prétexte de guerre. La réponse du peuple aux criminels au pouvoir – et à la guerre actuelle – est le renversement de la République islamique. Tant que ce régime perdurera, la guerre, les massacres et la répression continueront.

Le peuple iranien, la région et le monde ne connaîtront la paix que lorsque la République islamique aura été reléguée aux oubliettes de l'histoire.

Avec la chute du régime islamique en Iran, non seulement des forces comme Fatemiyoun, le Hachd al-Chaabi, le Hamas et le Hezbollah seront chassées d'Iran et de la région, mais les gouvernements et mouvements d'extrême droite qui justifient leurs politiques réactionnaires et inhumaines en leur nom seront également repoussés.

Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Rah Kargar)

L'effondrement de l'illusion d'une victoire rapide des agresseurs, caractéristiques de la structure du pouvoir de la République islamique, le mouvement populaire iranien et la position de l'opposition

5 avril 2026

A- L'effondrement de l'illusion d'une victoire rapide des agresseurs et ses conséquences

L'agression militaire des États-Unis et d'Israël entre dans son deuxième mois. À mesure que le conflit se poursuit, la réalité du terrain se fait plus criante que jamais. Les illusions initiales des agresseurs et de leurs mercenaires iraniens ont été brutalement anéanties.

Malgré les frappes massives qui ont tué le dirigeant du régime et la majeure partie des commandants militaires, ainsi que les bombardements intensifs de centres militaires et de sécurité, voire de points de contrôle (à l'instar de la tactique consistant à couper le bout des doigts des Moudjahidines lors des attentats terroristes de septembre 2024), le régime de la République islamique n'a pas cédé et a lancé ses attaques.

Ces affrontements militaires ont jusqu'à présent produit des résultats qu'il convient d'analyser pour comprendre la situation réelle sur le champ de bataille :

1- Les ripostes de la République islamique ont porté des coups durs aux bases américaines dans tous les pays arabes du sud du golfe Persique, en d'autres termes, elles ont considérablement perturbé leur couverture radar.

Cette situation a accru l'efficacité des missiles tirés sur ces bases ainsi que sur les cibles militaires et sécuritaires en Israël et chez les alliés des États-Unis. Dans cette guerre où s'affrontent drones bon marché et missiles de précision onéreux, les stocks de missiles de précision ont été drastiquement réduits.

La guerre asymétrique menée par la République islamique contre les États-Unis a fondamentalement remis en question l'idée, jusqu'alors répandue, de la supériorité des armes américaines coûteuses et de leur rôle dans une victoire rapide.

2- La politique du « œil pour œil » a rendu les frappes de missiles de la République islamique contre les émirats du sud du golfe Persique extrêmement critiques.

Ces cheikhs, qui ont offert leurs terres et leurs ressources financières aux États-Unis pendant des années et ont permis que l'Iran soit attaqué depuis leur propre territoire, se retrouvent inévitablement entraînés dans le conflit sans pouvoir l'influencer ni se défendre.

Ceux qui ont cédé leur souveraineté aux États-Unis en échange de garanties de sécurité sont désormais confrontés à une dure réalité. Très probablement, ils devront également payer le prix de l'agression américaine contre l'Iran.

Les attaques israéliennes contre le champ gazier d'Assaluyeh ont provoqué une riposte de la République islamique, et des champs pétroliers et gaziers au Qatar, aux Émirats arabes unis et à Bahreïn ont été incendiés.

En d'autres termes, l'hospitalité des cheikhs du sud du Golfe persique, leurs efforts déployés depuis des décennies pour se développer et prospérer dans la région, et leurs nombreuses prétentions dans les domaines de la finance, de la technologie et du tourisme, sont soudainement confrontés à une crise généralisée.

Cette nouvelle situation a conduit de nombreux experts politiques et professeurs d'université de ces pays à repenser les politiques menées jusqu'à présent par les gouvernements de la région.

La plupart de ces pays craignent que les coûteuses armes américaines et les garanties onéreuses des États-Unis n'aient pas suffi à assurer leur sécurité face à leur puissant voisin du nord, doté d'armements nationaux. Cette inquiétude s'accroîtra si la République islamique sort de ce conflit sans s'effondrer ni modifier fondamentalement sa structure politique.

3- Le contrôle strict et ciblé du détroit d'Ormuz par la République islamique et l'incapacité des États-Unis et d'autres pays à l'ouvrir ont non seulement aggravé la crise énergétique mondiale, mais ont également rendu le projet d'accord entre l'Iran et Oman pour le contrôle et la perception de droits de passage auprès des navires particulièrement préoccupant.

L'annonce selon laquelle, désormais, l'Iran exercera un contrôle intelligent du détroit et percevra des droits de passage auprès des navires, à l'instar des péages appliqués au canal de Suez, au Bosphore, au détroit de Panama, etc., a confronté le monde à une nouvelle réalité.

Cette phrase d'un journaliste américain : « Maintenant, tout le monde comprend pourquoi ce golfe s'appelle le golfe Persique », revêt une nouvelle dimension stratégique.

Les exigences de Trump envers les Européens pour l'ouverture du détroit d'Ormuz et la multiplication de ses ultimatums stériles témoignent d'une nouvelle réalité qui aura des répercussions durables sur l'ordre régional dans le golfe Persique, sur les relations internationales et sur l'économie mondiale.

4- Le lancement de deux missiles vers l'île de Diego Garcia, à 4 000 kilomètres de l'Iran, bien que le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) n'en ait pas revendiqué la responsabilité, constitue un développement nouveau et préoccupant dans l'équilibre militaire.

Ce tir à longue portée signifie que toute l'Europe, jusqu'à Londres, pourrait être atteinte par les missiles de la République islamique. Ce point a été relevé par les analystes militaires européens.

Il semble que nombre d'analystes militaires, tant occidentaux qu'orientaux, prennent désormais conscience de la puissance balistique iranienne avec une perspective nouvelle et éclairée. La poursuite de ces tirs, malgré les bombardements constants des villes et bases de lancement de missiles par les États-Unis et Israël, constitue une énigme militaire.

Avec ce tir à longue portée, la limite de portée de 2 000 kilomètres fixée par Ali Khamenei est de facto caduque après sa mort. Cela signifie qu'il est probable que la fatwa interdisant la production d'armes atomiques puisse également être abandonnée sous prétexte de son décès.

Ce n'est pas sans raison que l'Assemblée consultative islamique envisage le retrait de l'Iran du TNP (Traité de non-prolifération). Certains parlementaires estiment que l'absence de condamnation des bombardements des installations nucléaires iraniennes par l'Agence des Nations Unies pour l'énergie atomique (ONUEA) justifie le départ de l'Iran au TNP.

Ils considèrent que, malgré le respect de toutes les obligations du traité, l'Iran n'en retire aucun bénéfice ni soutien international, et qu'il n'y a donc aucune raison de rester partie prenante au traité.

5- Le tir réussi d'un missile sur la ville nucléaire de Dimona, dans le sud d'Israël, qui a également fait plus d'une centaine de blessés, a suscité l'inquiétude en Israël, aux États-Unis et dans la région.

Ce tir est intervenu après les attaques israéliennes contre le site nucléaire de Natanz. Le choix de Dimona comme cible prioritaire pour le nucléaire israélien a clairement indiqué à Israël et aux États-Unis que l'Iran est capable d'utiliser l'arme nucléaire israélienne contre lui-même en détruisant des sites nucléaires israéliens et en disséminant des radiations radioactives dans la région.

Le magazine Ma'ariv a rapporté que l'Organisation israélienne de l'énergie atomique avait indirectement appelé l'Iran à la retenue. Mansour Farhang, premier représentant de la République auprès des Nations Unies au sein du gouvernement Bazargan, a souligné lors d'un entretien avec la BBC : « Le bombardement du site nucléaire de Dimona en Israël provoquerait un rejet de radiations nucléaires, entraînant une catastrophe humanitaire. »

Après cet avertissement, les attaques contre les sites nucléaires iraniens ont repris après une interruption de quelques jours. Il semble que la politique d'Israël vise à détruire le programme nucléaire iranien, même au prix d'une catastrophe sur son propre sol.

Le projet américain de retirer 450 kilogrammes d'uranium hautement enrichi d'Iran s'inscrit également dans cette optique. Il semblerait que la République islamique envisage de mettre fin à sa politique nucléaire actuelle après la guerre et d'adopter une politique d'« ambiguïté nucléaire ».

De nombreux analystes occidentaux, comparant la manière dont les États-Unis traitent la Corée du Nord et l'Iran, estiment probable que la République islamique adopte cette politique.

6- Outre les réactions de la République islamique aux attaques américaines et israéliennes, des forces proches ou alliées au régime islamique, telles que le Hezbollah au Liban, des groupes chiïtes irakiens et Ansar Allah, sont également entrées en lice.

Ismail Qaani, commandant de la Force Qods, a écrit sur Twitter : « Netanyahu rêvait d'étendre la ceinture de sécurité dans la région, mais les tirs intelligents et courageux des frères du Hezbollah au nord et d'Ansar Allah au sud ont mis à nu les fausses promesses du régime aux colons. Le vœu des commandants martyrs de la résistance s'est réalisé : "Le front de la résistance est uni." Habituez-vous au nouvel ordre dans la région. »

Les tirs réguliers et inquiétants du Hezbollah, même sur Tel Aviv et Haïfa, démontrent le caractère infondé de l'idée de la destruction ou de l'anéantissement du Hezbollah.

Les efforts d'Israël pour dépeupler le Sud-Liban, le conquérir et l'annexer afin de créer un Grand Israël se sont heurtés à une résistance farouche du Hezbollah et ont infligé de lourdes pertes à l'armée israélienne. Cette résistance démontre que le Hezbollah a profité de ces dernières années pour réorganiser et redéployer ses forces de manière totalement calculée et secrète.

L'entrée en guerre du Hezbollah a eu un impact considérable sur la vie des Israéliens du Nord et a provoqué le déplacement de certains d'entre eux. La poursuite de ces tirs de roquettes, malgré les bombardements intensifs menés actuellement au Liban et ces dernières années, montre qu'Israël doit également faire face à un problème majeur : le Hezbollah.

Par ailleurs, les attaques incessantes des milices chiïtes en Irak ont été menées de telle sorte que l'OTAN a retiré toutes ses forces d'Irak et que les États-Unis ont évacué leur principale base dans le pays pour transférer leurs forces en Jordanie, ne conservant que leur base à Erbil.

Le retrait des forces américaines et de l'OTAN d'Irak en pleine guerre constitue une grande victoire pour les forces chiïtes irakiennes, victoire qui sera en partie attribuée à la République islamique.

En conclusion, on peut affirmer que l'annonce prématurée de la disparition de « l'axe de la résistance » et l'organisation de la guerre sur cette base ont contribué à l'illusion d'un affaiblissement considérable de la République islamique dans le contexte actuel du conflit.

7- La conjoncture actuelle a considérablement aggravé la crise décisionnelle aux États-Unis.

La poursuite et l'intensification de la guerre, malgré les bombardements massifs sur l'ensemble du territoire iranien, ainsi que la guerre énergétique qui embrase le monde et dont les effets se font de plus en plus sentir aux États-Unis, placent Donald Trump face à un dilemme dangereux.

Le fait qu'il ait, dans un de ses discours, imputé la responsabilité principale du déclenchement de la guerre à son secrétaire à la Guerre, Hegseth, révèle une profonde contradiction dans sa recherche d'une issue à cette crise grandissante.

La poursuite du conflit, malgré les affirmations de victoires initiales, conjuguée à l'aggravation des crises énergétique, boursière, financière et du dollar, a accru les doutes quant à la pertinence de cette guerre, non seulement chez les démocrates, mais aussi chez les républicains.

Les sondages d'opinion témoignent également d'un mécontentement généralisé de la population face à la poursuite de ce conflit. Il est clair que ce mécontentement pourrait avoir des répercussions importantes sur les élections de mi-mandat de novembre prochain.

Outre les sondages, les manifestations de huit millions d'Américains dans plusieurs villes du pays contre la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran témoignent de l'ampleur et de la progression du mécontentement face à la politique de l'administration Trump.

La crise de popularité de Trump, le mécontentement populaire et la fracture au sein du camp MAGA, d'une part, et le fossé entre les États-Unis et leurs alliés européens, d'autre part, ont placé le monde dans une situation inédite.

Le refus de l'Espagne qu'on utilise ses bases aériennes dans la guerre contre l'Iran et le manque de coopération des pays européens, y compris du Royaume-Uni, ont sérieusement remis en question la présence américaine au sein de l'OTAN. Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a déclaré à ce sujet : « Si nous ne pouvons pas utiliser les bases de l'OTAN en cas de besoin, l'OTAN est devenue une voie à sens unique. Quel est l'intérêt de rester au sein de l'OTAN ? ».

Trump est désormais confronté à un dilemme quant à la conduite de cette guerre, qui ne bénéficie du soutien qu'à Israël : déclarer la victoire et y mettre fin, ce qui pourrait placer Israël dans une situation délicate, ou l'étendre en envoyant des Marines américains occuper l'île de Kharg et tenter d'ouvrir le détroit d'Ormuz.

Cette possibilité s'est heurtée à une vive opposition de la part de généraux américains expérimentés, au point que le secrétaire à la Guerre, Hegseth, a relevé de leurs fonctions douze de ses généraux les plus gradés et les a contraints à la retraite.

C'est sur cette base que les ultimatums répétés de Trump, exigeant le bombardement des infrastructures électriques et énergétiques iraniennes, s'apparentent à une tentative de trouver des pays intermédiaires, d'établir un contact avec la République islamique et d'obtenir une issue honorable, ou de se préparer à un pari risqué d'intervention terrestre meurtrière.

8- Il est désormais plus évident que jamais que l'agression militaire américaine contre l'Iran a été menée sous la pression israélienne et sur la base des évaluations du cabinet Netanyahu.

L'idée d'une victoire rapide, vendue par Netanyahu à Trump et même alimentée par une partie de l'opposition de droite, se heurte aujourd'hui à une dure réalité.

Le rôle prépondérant d'Israël dans l'entraînement des États-Unis à la guerre contre la République islamique, à laquelle tous les précédents présidents américains se sont opposés, a gravement affecté la position d'Israël dans l'opinion publique américaine, et même au sein d'une partie de la classe politique du pays.

Il est clair qu'après les crimes d'Israël, notamment le génocide du peuple de Gaza, et l'entraînement actuel des États-Unis dans une guerre coûteuse et injustifiable, sa place dans la future structure politique américaine et auprès de l'opinion publique américaine sera fortement compromise.

Cette évolution, conjuguée à l'isolement croissant d'Israël sur la scène internationale, aura des conséquences stratégiques sur l'existence même du pays dans un avenir proche.

D'un autre côté, l'engagement des États-Unis dans une guerre coûteuse et injustifiable contre l'Iran, ainsi que ses conséquences sur l'énergie mondiale, ont creusé un fossé important entre les États-Unis et l'Europe.

Cette situation a fortement affecté l'hégémonie américaine et risque fort de porter un préjudice irréparable au rôle du dollar dans l'économie mondiale. En bref, bien que les États-Unis aient l'avantage militaire, ils ont subi une défaite politique dans ce conflit.

La remise en question de l'hégémonie américaine, dans le contexte de l'ascension de la Chine au rang de superpuissance, a placé le monde face à un tournant sans précédent. Il semble que si la crise du canal de Suez a marqué le début du déclin de la domination britannique sur le monde, la crise du détroit d'Ormuz marquera le début du déclin de l'hégémonie américaine.

B - Caractéristiques de la structure du pouvoir politique de la République islamique

1- La résilience de la République islamique face aux attaques massives des États-Unis et d'Israël, avec le soutien de tous les pays arabes de la région et de quarante pays à travers le monde, et sa résistance à l'effondrement malgré les prédictions de l'opposition de droite et de nombreux analystes politiques, soulèvent la question cruciale de l'erreur d'appréciation de ces derniers.

En réalité, l'économie américaine et mondiale, et même les populations d'Israël et des pays arabes du sud du Golfe persique, paient un lourd tribut à cette erreur de jugement.

Il semble que malgré l'influence considérable qu'ont exercée le Mossad et la CIA au sein des structures de la République islamique, et malgré les informations qu'ils ont reçues de groupes iraniens qui leur sont affiliés et dont ils dépendent, ils n'aient pas été en mesure d'évaluer clairement le niveau de résilience du gouvernement, d'une part, et ses capacités militaires, d'autre part.

Nombre d'analystes politiques ont négligé les caractéristiques de la structure du pouvoir en République islamique dans leurs analyses.

Depuis la création de la République islamique, nous n'avons cessé de souligner que son pouvoir repose sur un mouvement fasciste actif, doté d'une base de masse idéologiquement structurée et hautement organisée.

Ce mouvement fasciste est issu de la plus grande révolution de masse au monde, marquée par huit années de guerre, l'écrasement de la rébellion armée des moudjahidines et la répression des manifestations populaires.

Le gouvernement islamique est un régime qui a survécu à de nombreuses crises internes et externes d'envergure.

Par conséquent, l'idée qu'un tel régime puisse s'effondrer sous le coup d'une guerre armée, d'une attaque militaire ou de soulèvements spontanés et non massifs relève d'une vision simpliste. Il s'agit d'une illusion vendue aux puissances mondiales par l'opposition de droite, dont les conséquences sont aujourd'hui plus manifestes que jamais.

2- La guerre actuelle a mis en lumière certaines caractéristiques de la structure autoritaire fasciste, forte de son expérience face aux crises politiques.

Parmi celles-ci, certaines peuvent s'avérer instructives :

Premièrement, la République islamique possède une structure complexe, flexible et adaptable.

Deuxièmement, ses capacités scientifiques, techniques et militaires sont supérieures à celles estimées initialement par les services de renseignement de divers pays.

Troisièmement, malgré des sanctions généralisées sans précédent, le pays a pu réaliser des progrès significatifs dans de nombreux domaines industriels, scientifiques, militaires, éducatifs et sanitaires, en s'appuyant sur son savoir-faire local. Il jouit d'une grande autonomie dans ces domaines.

Quatrièmement – Dans la situation critique actuelle, la base de soutien à la République islamique, malgré le rejet massif du régime par la population, est prête à agir et à payer le prix pour préserver le système qu'elle souhaite.

Il convient de noter que, tant pendant la guerre des Douze Jours que dans le conflit actuel, malgré les nombreux assassinats de dirigeants et de commandants du régime, ainsi que de leurs familles, nous n'avons constaté aucune instabilité, ni aucun effondrement des structures du pouvoir de la République islamique, même parmi les cadres intermédiaires.

Cinquièmement – Les coups durs portés à l'encadrement du régime ont effectivement conduit à l'élimination des cadres âgés et à leur remplacement par de jeunes cadres.

Cependant, cette élimination a affaibli l'importance accordée par l'école à l'expertise et aux connaissances scientifiques.

En d'autres termes, les frappes des États-Unis et d'Israël lors de la guerre des Douze Jours et du conflit actuel ont entraîné un rajeunissement forcé des rangs du gouvernement, composés exclusivement de jeunes cadres instruits et dotés d'une connaissance politique actualisée.

Sixièmement, dans le contexte de guerre actuel, le rôle de l'opposition interne au régime a été réduit à son minimum, et cette composante des forces armées a renoncé à toute critique.

Septièmement, grâce à sa résilience, la République islamique a considérablement accru le poids du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et de l'armée dans l'équilibre politique du pays.

La domination du CGRI et de l'armée est telle que le gouvernement ne joue plus qu'un rôle de fournisseur, répondant aux besoins de la population, tandis que la sphère politique est contrôlée par le CGRI.

Le statut ambigu de Mojtaba Khamenei indique également que le CGRI a pu s'emparer de tous les leviers du pouvoir en le faisant élire.

La mainmise du secteur militaro-sécuritaire sur tous les domaines, l'organisation généralisée de la mobilisation et la tentative de contrôler toute forme d'opposition ouverte ont considérablement intensifié la politique répressive.

La vague d'arrestations, les menaces téléphoniques et par SMS, ainsi que l'exécution accélérée de prisonniers politiques précédemment arrêtés pour « collaboration avec l'ennemi en temps de guerre » témoignent de cette intensification de la répression.

En d'autres termes, l'agression militaire des États-Unis et d'Israël et le climat de guerre qu'elle engendre ont écrasé tous les mouvements civils et pacifiques du peuple.

Le grand perdant de cette guerre est le mouvement citoyen iranien.

C - Le mouvement populaire iranien et la position de l'opposition

1- La poursuite des attaques et des bombardements menés par Israël et les États-Unis, ainsi que la clarification de leurs objectifs sinistres visant à détruire l'Iran sous le slogan « ramener le pays à l'âge de pierre », l'ampleur des dégâts infligés aux infrastructures civiles et scientifiques, les graves dommages causés aux monuments antiques, les attaques contre des habitations, des hôpitaux, des universités, des usines pharmaceutiques, des industries sidérurgiques et pétrochimiques, des ponts de communication, l'utilisation de bombes anciennes, inefficaces et destructrices à des fins d'intimidation, la mort de plusieurs milliers d'innocents et la menace de bombarder des centrales électriques et de replonger l'Iran dans l'âge de pierre, ont fait perdre à une grande partie de la population l'illusion d'un ciblage précis et d'une libération propre et sûre.

Les quelques réactions transmises à l'étranger via Internet témoignent de ce changement de perspective au sein de la population.

Cependant, certains expatriés, transformés par cette prise de conscience, conservent encore espoir dans les promesses de ces deux acteurs internationaux.

La mise en lumière des objectifs sinistres des États-Unis et d'Israël dans leurs attaques contre l'Iran a considérablement affecté la position de leurs alliés iraniens auprès de la population.

Il convient de souligner que la clarification des objectifs anti-iraniens de Trump et Netanyahu dans leurs attaques contre l'Iran a placé la position politique de l'opposition de droite, qu'il s'agisse de monarchistes, de moudjahidines, de républicains proches de l'Occident ou de partis nationalistes dépendants de puissances étrangères, face à une nouvelle perception de l'opinion publique et à une remise en question sérieuse de leur influence sur l'avenir de l'Iran.

2- Avec la fin de la guerre, qui reposera très probablement sur de nouvelles négociations de paix et un nouvel équilibre des pouvoirs, nous verrons émerger une nouvelle République islamique.

Un régime plus sûr de lui, qui pourra se targuer d'avoir défendu l'intégrité territoriale de l'Iran et déjoué les sombres complots d'Israël et des États-Unis. En consolidant sa puissance régionale, notamment face aux pays du sud du Golfe persique et aux autres puissances régionales, l'Iran pourra capitaliser sur la vague de nationalisme iranien et rallier des soutiens.

Si les sanctions sont levées ou allégées suite à de nouveaux accords, nous aurons alors un régime économiquement capable de satisfaire une partie de la population. Il est clair qu'un tel régime se montrera plus brutal et plus répressif envers les actions et les manifestations populaires, notamment contre les militants politiques et civiques.

Cependant, malgré cette situation, en raison du rejet massif du régime islamique par la population, si ce régime ne procède pas à des réformes internes et persiste dans sa politique actuelle, il sera rapidement confronté à une forte contestation populaire.

La haine profonde que suscite le régime islamique au sein de la population est un élément qui perdurera même après la fin de la guerre. Par ailleurs, alors que le pouvoir en place a perdu une grande partie de ses cadres expérimentés suite aux assassinats ciblés par Israël, l'opposition interne a pu conserver la plupart des siens.

Ce même facteur pourrait servir de levier pour la mobilisation d'une partie de l'opposition interne après la guerre. Autrement dit, si aucune réforme politique n'est entreprise au sommet de l'État après la guerre, nous serons progressivement confrontés à une vague de protestations de masse.

La crédibilité de la droite et de l'opposition qui lui est affiliée ayant été fortement compromise durant la guerre, il est fort probable que le mouvement populaire, lors de sa renaissance, s'appuie principalement sur ses propres forces et sur ses organisations syndicales et politiques.

Une telle situation pourrait favoriser l'essor et la diffusion des slogans des forces de gauche, attachées aux revendications populaires et qui les formulent avec soin. On peut espérer qu'après la guerre, l'Iran renouera progressivement avec le soulèvement populaire « Femmes, vie, liberté ».

Le rôle et la présence des forces de gauche pourraient contribuer à accélérer ce processus.

3- L'échec de la politique d'agression militaire visant à renverser la République islamique, malgré des décennies d'investissements américains et israéliens, a gravement compromis le projet d'un renversement brutal.

Si l'on considère les succès du mouvement populaire civil et pacifique, fondé sur la désobéissance civile ces dix dernières années, il apparaît clairement que cette voie était la plus appropriée pour vaincre la tyrannie religieuse complexe en Iran.

Les tentatives de renversement brutal, qu'il s'agisse des plans organisés des 8 et 9 janvier avec l'intervention directe de Trump et l'appel au soutien de Reza Pahlavi, de l'invasion militaire à grande échelle des douze jours ou de la guerre dévastatrice actuelle, ont démontré non seulement leur incapacité à triompher, mais aussi leur contribution réelle à la stabilité et à la force du gouvernement islamique.

Notre peuple a également fait l'expérience des assassinats perpétrés par les moudjahidines dans les années 1960. Les actes terroristes, indépendamment de la masse des moudjahidines, ont non seulement coûté la vie à des dizaines de milliers d'enfants de cette terre, mais ont aussi renforcé les fondements du gouvernement islamique.

De même, les conseils de Shapour Bakhtiar et d'une partie de l'opposition de l'époque à Saddam Hussein d'attaquer l'Iran et la guerre de huit ans ont consolidé le pouvoir islamique. Dès lors, il apparaît plus clairement que jamais que si le mouvement révolutionnaire du peuple iranien veut se sauver du fléau de la tyrannie religieuse violente, il n'a d'autre choix que de poursuivre sa stratégie éprouvée d'organisation syndicale, civile et politique, et de recourir à la tactique éprouvée de la désobéissance civile, en mobilisant massivement les foules pour créer une brèche au sommet de l'État et le renverser.

Par conséquent, le seul moyen de combattre ce régime et de le faire tomber est de s'appuyer sur la désobéissance civile et les organisations populaires. L'expérience très positive du mouvement révolutionnaire « Femmes, Vie, Liberté » et ses réalisations tangibles et quantifiables peuvent servir d'exemple à tous.

4- Maintenant que l'opposition de droite, dépendante des puissances hégémoniques, a été sévèrement discréditée et que le peuple a constaté les conséquences de ses demandes, de ses politiques et de ses invitations à Trump et Netanyahu, maintenant que même des représentants de diverses branches du Parti républicain ont manifesté leur scepticisme quant au pouvoir du peuple en participant à des manifestations telles que le « Congrès pour la liberté de l'Iran », une occasion unique se présente pour la gauche, au sens large, de se rapprocher du mouvement populaire animé par une profonde conviction du pouvoir infini du peuple, de l'aider à s'organiser de manière autonome dans tous les domaines, de comprendre le rôle et la place de l'élément démocratique dans l'organisation populaire, et de se réorganiser en mettant l'accent sur les revendications claires et directes des différentes couches de la population.

Certes, à la fin de la guerre, si le régime parvient à maintenir sa domination sur l'Iran grâce à sa résilience face aux épreuves du conflit, il pourrait recourir à d'innombrables actes de violence, mais le mécontentement généralisé, d'une part, et l'incapacité du régime à répondre aux besoins fondamentaux du peuple, risquent de compromettre sérieusement la poursuite de cette politique répressive.

Par conséquent, l'ensemble de la gauche doit se préparer à une présence active dans le monde d'après-guerre et, en se débarrassant de certaines illusions, réapprendre à influencer le mouvement populaire.

À bas le régime de la République islamique !
Vive la liberté, la démocratie et le socialisme !

Hamid Taghvaei

Publié dans la presse du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran

La réponse populaire à la guerre : le renversement de la République islamique

6 avril 2026

Dernières nouvelles : la proposition de cessez-le-feu de 45 jours formulée par les pays médiateurs a été rejetée par Trump et la République islamique.

Par ailleurs, Trump a annoncé que son ultimatum concernant les « bombardements de ponts et de centrales électriques » en Iran ne serait plus prolongé et que l'échéance était fixée à mardi 20h, heure de Washington.

Cette situation a contraint les forces pacifistes à prendre une nouvelle initiative et est devenue le centre des débats, allant de la condamnation des bombardements de ponts et de centrales électriques à la nécessité d'un cessez-le-feu inconditionnel, en passant par l'opposition à la destruction d'infrastructures par la population.

Concernant cette situation, il convient de souligner les points suivants :

1- En ce qui concerne « l'opinion et la volonté du peuple », premièrement, il n'existe aucune statistique fiable sur l'opinion publique. L'opinion de quiconque se prétend porte-parole du peuple doit être évaluée, critiquée et confirmée.

Deuxièmement, en cas de coupure d'internet, il est impossible de recueillir l'avis des citoyens par téléphone ou par message.

Afin de connaître l'opinion publique (et non nécessairement de savoir quelle opinion est juste), il est impératif de rétablir l'accès à internet. Le simple fait que le gouvernement ait coupé internet prouve que la population est davantage opposée au gouvernement qu'à la guerre, et si internet est rétabli, le cyberspace sera fondamentalement anti-régime et non anti-américano-israélien.

Le régime doit être particulièrement stupide pour couper internet aux personnes qui souffrent de la guerre et s'opposent à une invasion militaire de l'Iran. Mais le gouvernement n'est pas stupide ; il a coupé internet car il sait pertinemment qu'un internet libre deviendrait le terrain de jeu du « notre ennemi est ici ».

2- Une grande partie de la population s'inquiète, à juste titre, de la fin de la guerre et du maintien au pouvoir de la République islamique.

Les massacres et le climat apocalyptique de janvier, la multiplication des exécutions et des arrestations dans un contexte de guerre, la mise en place de patrouilles et de points de contrôle dans les rues, ainsi que les manœuvres des Unités de mobilisation populaire [paramilitaires musulmans chiïtes irakiens], de Fatemiyoun [paramilitaires musulmans chiïtes afghans] et des groupes zainabi [paramilitaires musulmans chiïtes pakistanais] dans les rues, sont autant de signes de préparatifs en vue d'une attaque massive contre les manifestants, tant en temps de guerre qu'après le conflit.

Cette inquiétude repose sur le fait que la population se préoccupe de la survie du gouvernement, et non de celle des infrastructures.

Elle souhaite le renversement de la République islamique et évalue le cours et l'évolution de la guerre à l'aune de l'effondrement imminent du régime, et non en fonction de l'intégrité des infrastructures ou de tout autre critère. Ce constat est parfaitement juste.

3- Il ne faut pas oublier que la guerre actuelle, à l'instar de la guerre des Douze Jours, s'inscrit dans la continuité des politiques anti-occidentales et anti-israéliennes du gouvernement (notamment le programme nucléaire, le soutien aux forces supplétives et la construction de missiles à longue portée).

Il est évident que si la République islamique avait accepté les conditions américaines d'abandon de ces politiques – auxquelles le peuple iranien s'oppose également –, ni la guerre des Douze Jours ni la guerre actuelle n'auraient eu lieu.

À l'inverse, si le régime persiste dans cette voie, même si la guerre actuelle prend fin, le climat de tension et la possibilité de déclencher d'autres attaques et conflits demeureront.

4- Outre sa stratégie belliciste, le régime est clairement à l'origine de la guerre que mène la République islamique dans le contexte actuel. Il refuse de libérer le détroit d'Ormuz, rejette les propositions de cessez-le-feu et recourt même à des plans comme le plan Zarif, fondé sur une révision des politiques anti-occidentales.

La République islamique est à la fois la cause stratégique et la cause de cette guerre, et la cause spécifique et tactique de sa poursuite.

5- La guerre actuelle se déroule au cœur d'une guerre plus fondamentale entre le peuple et les criminels au pouvoir. Les forces révolutionnaires engagées dans ce second conflit ne doivent pas oublier l'objectif principal du renversement du régime et ne doivent pas se laisser distraire par la lutte des classes.

L'enjeu est de taille. La République islamique ne sera pas renversée par la fin de la guerre, mais le renversement du régime mettra fin non seulement à la guerre actuelle, mais éliminera également les fondements et le contexte des guerres futures. Tout artisan de la paix doit aspirer à la chute du régime.

Et toute force révolutionnaire prétendant défendre le peuple doit, en pratique, même en temps de guerre, faire du renversement de la République islamique le thème et l'objectif de sa politique.

6- La République islamique n'accepte pas les conditions imposées par les États-Unis et Israël, car l'anti-américanisme et l'anti-israélisme sont intrinsèquement liés à l'identité et à la politique du régime.

Cet anti-américanisme et cet anti-israélisme, nourris par une attitude profondément réactionnaire et inhumaine, constituent le fondement de l'identité du gouvernement et un moyen de réprimer les « agitateurs intérieurs ».

C'est précisément pourquoi les masses populaires et les forces révolutionnaires s'opposent à la politique anti-occidentale du gouvernement. Le slogan « Notre ennemi est ici, ils mentent, c'est l'Amérique » illustre parfaitement cette tendance et l'état d'esprit de la société.

7- Au vu de ce qui précède, il convient d'affirmer que le renversement de la République islamique est la solution finale, fondamentale et durable pour mettre fin à la guerre actuelle et à toutes les guerres qui pourraient être menées contre la République islamique à l'avenir. Sans le renversement du régime, l'Iran et la région ne connaîtront ni paix ni tranquillité. La meilleure façon de mettre fin à cette guerre, dans l'intérêt du peuple, est l'effondrement total du régime.

Si, pour une raison ou une autre, cela ne se produit pas, le deuxième scénario le plus souhaitable, toujours dans l'intérêt du peuple, est la capitulation du gouvernement, c'est-à-dire l'acceptation sans condition des conditions américaines.

Si le régime ne s'effondre pas en pleine guerre, l'abandon par le gouvernement de sa politique anti-occidentale constituera une étape importante vers l'accélération du renversement du régime par la force de la révolution populaire.

Arash Kamangar

Publié dans la presse de l'Organisation Rah-e Kargar,

La destruction des infrastructures économiques iraniennes porte un coup terrible à la classe ouvrière et au mouvement de gauche en Iran

6 avril 2026

Malgré l'ultimatum fixé par Trump à mardi 20h, heure de Washington (mercredi matin, heure iranienne), menaçant de bombarder tous les ponts, centrales électriques et infrastructures économiques iraniens en l'absence d'accord avec le régime iranien, notamment pour la réouverture du détroit d'Ormuz, le régime israélien n'a pas hésité et continue de s'en prendre quotidiennement à des infrastructures industrielles sensibles du pays.

Ce lundi, deux parties du complexe pétrochimique d'Assaluyeh, dans le district de Pars Sud, et le complexe pétrochimique de Marvdasht ont été bombardés. Il y a deux jours, les vastes complexes pétrochimiques de Mahshahr et de Bandar Imam avaient déjà été visés.

Suite à ces deux attaques, on estime que plus de 70 % de l'industrie pétrochimique iranienne est à l'arrêt. Environ 30 000 travailleurs étaient employés à Mahshahr et environ 25 000 au complexe d'Assaluyeh.

Dans le même temps, environ 70 % de l'industrie sidérurgique iranienne a été détruite, notamment à Ispahan et Ahvaz. Depuis le début du conflit, on estime également que 80 % des ouvriers du bâtiment ont perdu leur emploi, qu'il soit permanent, saisonnier ou journalier.

L'industrie pétrochimique et ses nombreux produits constituent la deuxième source de devises étrangères pour l'Iran, après les revenus pétroliers et gaziers, avec 20 milliards de dollars par an.

Les produits sidérurgiques, outre leur contribution à la demande intérieure, étaient également exportés et figuraient parmi les secteurs générateurs de devises.

Qui plus est, la fermeture d'une part importante des industries pétrochimique et sidérurgique risque de gravement affecter d'autres secteurs, notamment l'automobile, la fabrication de pièces détachées, la plasturgie, la peinture de bâtiments (divers types de peintures), l'agriculture (engrais chimiques), etc., et de les mettre à l'arrêt.

Par exemple, on estime qu'environ un million de personnes travaillent dans l'industrie automobile et les entreprises sous-traitantes pour la fabrication de pièces détachées, l'entretien, la vente, etc.

Si l'île de Kharg, d'où proviennent 90 % des exportations de pétrole iranien, était détruite, l'Iran connaîtrait une grave stagflation.

Parallèlement, le retrait du pétrole, du gaz, des produits pétrochimiques et de l'acier iraniens des marchés mondiaux, ainsi que la fermeture du détroit d'Ormuz, entraîneraient une propagation rapide de la crise économique dans le monde entier.

L'un des effets de la destruction des infrastructures économiques vitales de l'Iran est le coup terrible qu'elle portera à la classe ouvrière iranienne, en particulier dans les secteurs clés de l'économie.

Avant la guerre, nous avons assisté à deux ou trois mille mouvements de protestation et grèves d'ouvriers et de salariés dans divers secteurs de l'économie iranienne.

Si l'on examine les positions des travailleurs progressistes et des organisations syndicales indépendantes, on constate clairement un discours anticapitaliste et de gauche, qui les amène à se positionner comme une troisième voix face à la guerre : ils s'opposent à la fois à la guerre et à l'invasion impérialiste-sioniste de l'Iran, ainsi qu'au régime autoritaire, capitaliste et aventurier de la République islamique.

Par conséquent, la destruction des infrastructures et des industries clés de l'Iran portera un coup terrible à la classe ouvrière et au mouvement de gauche iranien, qui se considère comme issu de la classe ouvrière et qui croit que la nouvelle révolution sociale en Iran ne peut triompher qu'avec une direction ouvrière dotée d'une conscience de classe et révolutionnaire.

Les travailleurs et leurs familles représentent plus de 55 millions de personnes dans le pays.

Par conséquent, la guerre dévastatrice actuelle frappe la classe ouvrière, qui constitue l'immense majorité de la société, plus que toute autre strate sociale.

Dès lors, s'opposer à cette guerre réactionnaire, la combattre et tenter de l'arrêter immédiatement, au-delà des considérations humanitaires, est une mesure essentielle pour préserver la structure de la classe ouvrière et, par là même, la base potentielle du mouvement de gauche et socialiste en Iran.

Contre l'oppression de la République islamique ! Contre la guerre d'agression impérialiste ! Contre la guerre qui s'est emparée des esprits !

7 avril 2026

La guerre d'agression israélo-américaine, les bombardements successifs, ont plongé la population dans une situation d'angoisse extrême et transformé des régions entières en ruines méconnaissables. Aujourd'hui, ce qui étouffe les esprits, ce ne sont pas seulement les sifflements des missiles et le bourdonnement des drones, et la vie des gens ne se résume pas à une guerre étrangère.

Ils subissent une autre forme de pression et d'oppression dans la rue, chez eux, et même au téléphone. Cette répression accrue revêt de multiples dimensions.

Des exécutions sommaires des personnes arrêtées lors des manifestations de janvier et des pressions exercées sur les prisonniers politiques aux attaques brutales contre les détenus ordinaires et à la répression dans les prisons, dont le dernier exemple en date est celui de la prison de Chabahr, la répression est omniprésente.

S'y ajoutent une censure sévère de la vérité et des récits authentiques concernant cette guerre et les crimes de la République islamique, des arrestations massives et une pression croissante sur les journalistes, ainsi que des menaces contre les médias qui laissent entrevoir les faiblesses de la République islamique ou de sa répression organisée.

Surtout après l'assassinat de son dirigeant, la République islamique a pris le contrôle des rues et a déployé sa base sociale ainsi que les forces du Bassidj et des Gardiens de la révolution sur le terrain, utilisant une idéologie apocalyptique pour semer la peur et la terreur et anéantir toute opposition.

Il est clair pour tous que la répression, l'emprisonnement et la torture ont toujours été les principaux instruments de la République islamique contre les militants politiques et sociaux et contre les manifestations publiques.

Pour ce régime, la logique répressive n'est pas seulement un instrument de son ordre réactionnaire depuis 47 ans, mais aussi une composante essentielle de son identité politique. Cependant, la répression systématique et généralisée actuelle repose sur deux facteurs :

1- Justifier et légitimer la commission de tout crime sous couvert de « conditions de guerre ». Dans un tel contexte, du point de vue de l'appareil répressif de la République islamique, toute opposition au système, et même toute opinion dissidente, est considérée comme une « menace à la sécurité » et un « espionnage », passible de l'emprisonnement et de la mort.

2- Cette situation reflète une réalité bien plus profonde. L'immense fossé entre la République islamique et la majorité de la population a atteint un point de non-retour. Un fossé irréparable et infranchissable, surtout après le massacre de plusieurs milliers de personnes en janvier.

Dès lors, la République islamique ne peut plus se permettre de feindre la vertu et de maintenir la population, profondément blessée, dans l'illusion et la promesse. Ainsi, de manière si imprudente et flagrante, ses criminels tracent une ligne pour le peuple et déclarent que « le doigt est sur la gâchette ».

Mais dans ce contexte réactionnaire, la République islamique n'est pas seule. Elle compte des alliés et des collègues dont les opinions et la propagande rejoignent ses revendications fascistes.

Des courants comme les Tudei/Majoritaires, qui entretiennent une sordide histoire de coopération sécuritaire et politique avec la République islamique depuis l'arrivée au pouvoir de ce régime, et qui ont joué un rôle d'auxiliaire à ce dernier à des moments charnières de son histoire, se sont rangés du côté de ses forces répressives.

Aujourd'hui, reprenant les mêmes arguments et adoptant le même ton que les forces sécuritaires et militaires de la République islamique, ce courant réactionnaire entreprend d'intimider des forces et des individus qui, face à la situation actuelle, témoignent d'une position clairement opposée à l'impérialisme américain et israélien, ainsi qu'à la République islamique elle-même.

Aujourd'hui, cette clique déclare publiquement son soutien à la République islamique pour « défendre la patrie ». Elle arbore ouvertement le drapeau de la République islamique dans les rues des villes européennes.

À l'instar de la République islamique, elle stigmatise ouvertement les forces et les individus qui estiment, à juste titre, que la lutte contre cette guerre d'agression est indissociable de la lutte pour renverser le régime de la République islamique. (À ce sujet, voir l'entretien de Farrokh Neghadar avec Ramin Parham sur YouTube, le 16 mars 2021).

La confrontation politique et la dénonciation de la nature de ces courants réactionnaires sont tout aussi importantes que la confrontation politique et la dénonciation des objectifs et politiques fascistes du projet Pahlavi.

Car tous deux, en tant que représentants politiques de diverses tendances au sein de l'ordre impérialiste actuel, égarent notre peuple opprimé, créent des illusions et des mensonges, et leur but est de maintenir et de perpétuer cet ordre socio-économique d'exploitation.

Face à la répression

Nous sommes indéniablement confrontés à une situation très dangereuse et difficile. Un régime affaibli qui mêle répression brutale et « légitimation » religieuse et patriotique, créant un climat extrêmement suffocant et cherchant à instiller l'« impuissance » au peuple. Mais cela est faux. Aujourd'hui, nous sommes témoins de la coopération et de la solidarité des peuples face à cette situation effroyable.

On observe la formation de réseaux d'entraide, l'accueil des personnes persécutées, la distribution de médicaments et de nourriture, la documentation et la rédaction de récits sur l'ampleur des crimes commis par les deux camps (l'impérialisme américano-israélien et la République islamique), les bombardements et les répressions, le soutien aux familles des personnes arrêtées, la diffusion d'informations véridiques et non de fausses informations, la mobilisation pour la libération des prisonniers politiques, etc.

Ces actions admirables et cette solidarité qui se manifeste ne relèvent pas seulement d'une nécessité morale. Elles expriment le potentiel des relations humaines qui, dans des conditions terribles où la vie est en jeu, s'entraident sans crainte. L'expression concrète de cette idée profonde se trouve dans les propos de Lénine : « Le communisme émerge de toutes les fibres de cette société. »

Autrement dit, les individus, dans leurs relations les uns avec les autres, font preuve d'une coopération, d'une solidarité et d'un esprit de sacrifice qui caractérisent la future société communiste. Le problème est que ces impératifs sociaux doivent s'ancrer profondément dans la société et engendrer une prise de conscience cruciale de la nature du système d'exploitation et d'oppression qui domine le monde.

Ils doivent constituer un chemin vers un avenir meilleur et une lutte pour mettre fin à ce système. Par conséquent, ces actions, aussi louables soient-elles, sont vaines si elles ne débouchent pas sur cette prise de conscience profonde. Aujourd'hui, notre peuple est non seulement assiégé et réprimé sur le terrain par la République islamique, mais aussi pris au piège d'un siège et d'une répression politiques.

Construire une fausse dualité

Notre peuple est pris en étau entre deux écueils terrifiants : d'une part, les bombardements de l'impérialisme américain et, d'autre part, la propagande des médias réactionnaires qui propagent le projet fasciste des Pahlavi, lequel instrumentalise la répression pour justifier la guerre ; d'autre part, la couverture médiatique et les bombardements des forces criminelles de la République islamique.

Il semble n'y avoir que deux choix possibles, l'unique issue étant de se rallier à l'un ou l'autre camp, ou de rester un simple spectateur. Le désespoir et l'indécision sont devenus la norme pour une grande partie de la société, y compris certains intellectuels progressistes. C'est là la conséquence la plus dangereuse de la situation actuelle : fermer les yeux sur les réalités et les motivations de cette guerre réactionnaire, ignorer les objectifs à long terme de l'impérialisme américain de dominer cette région face à la Chine et à la Russie, et les raisons qui poussent la République islamique à s'obstiner à préserver son système religieux fasciste.

L'ignorance et la simplification des réalités liées à cette situation ont piégé nombre de personnes dans une dualité artificielle : « Soit l'impérialisme américain, soit la République islamique. » Deux camps réactionnaires qui se sont opposés, contraignant les individus à choisir entre les deux. Deux camps dont les actions et les pratiques, comme l'a analysé et écrit Bob Avakian il y a des décennies, ont renforcé l'autre.

Or, considérons ces analyses profondément scientifiques et pertinentes qui expliquent le conflit et la tension entre ces deux forces sociales obsolètes que sont le fondamentalisme religieux et l'impérialisme : « Nous assistons à la confrontation de deux strates historiquement obsolètes, l'une sous colonisation au sein de l'humanité, l'autre dirigeant le système impérialiste. Ces deux pôles réactionnaires, tout en s'opposant, se renforcent mutuellement. Ainsi, s'aligner sur l'un ou l'autre de ces "obsolètes", c'est renforcer les deux camps. » (Bob Avakian – Sur la folie fasciste et mentale du « Groupe sensible » : « Deux nouveaux obsolètes »).

Mais il existe une autre voie. Prendre conscience de la nature de cette guerre et de ses raisons, et ouvrir la voie à une véritable libération, sauvera notre peuple de cette dualité fautive et dangereuse. Par conséquent, le cœur de cette coopération et de cette solidarité honorables, de ces réseaux d'aide et d'information, de la documentation du récit, etc., doit être de diffuser la conscience communiste et de transformer les mentalités des masses populaires afin de les préparer à une révolution qui est objectivement la volonté de la majorité du peuple.

L'outil le plus important pour la lutte et la résistance contre la guerre et
l'oppression intérieure est la conscience communiste !

Oui. La situation est très difficile et dangereuse. Mais même dans les situations les plus suffocantes, pourvu que nous ayons une vision claire de la situation actuelle, la voie s'ouvrira à des actions de solidarité plus profondes, à la libération de la domination de l'impérialisme et du système réactionnaire de la République islamique.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'outil le plus important pour la lutte et la résistance contre cette oppression multiforme est le savoir révolutionnaire et une analyse juste de la situation.

Cette question comporte plusieurs dimensions : une analyse juste des objectifs de l'impérialisme américano-israélien dans cette guerre et une analyse juste des intérêts et des nécessités du régime réactionnaire de la République islamique ; la définition du chemin à suivre dans ces circonstances et l'explication de son caractère juste et réalisable.

Nous avons abordé ce sujet dans de nombreux articles de la revue Atash et dans le dernier document de notre parti intitulé « Stratégie de la révolution en Iran » (revue Atash, n° 172). Nous vous invitons à l'étudier, à l'examiner, à le critiquer, et à le renforcer et à vous y joindre pour organiser la révolution sociale et construire une nouvelle société socialiste. Mais nous souhaitons ici aborder un exemple d'argument très courant.

Une guerre qui ne se limite pas aux cieux ; elle est aussi dans les esprits !

On dit que la répression de la République islamique est si intense qu'« il n'y a plus rien à faire ». Prenons un exemple. Dans l'histoire contemporaine, rares sont les sociétés qui ont connu un niveau de répression, d'oppression et de massacres aussi élevé que celui du régime fasciste nazi.

Les recherches menées après la Seconde Guerre mondiale et la chute du régime allemand montrent que sur les 70 millions d'habitants que comptait l'Allemagne, seuls 10 000 à 30 000 ont échappé aux persécutions nazies grâce à l'aide de communistes, de socialistes, de juifs, de Roumains et d'homosexuels. Ce chiffre illustre l'horreur de la répression, de la peur et de l'intimidation exercées par le régime hitlérien.

Malgré cela, des esprits éclairés ont su surmonter cette terreur collective et révéler clandestinement au peuple la nature du fascisme hitlérien. L'exemple le plus marquant fut la formation du groupe « Rose Blanche », créé par des étudiants et des professeurs de l'Université de Munich, animé par la volonté de dénoncer les injustices et de dire la vérité.

Ils rédigèrent des manifestes dénonçant les crimes du régime fasciste, critiquant le silence du peuple et appelant à la réflexion et à la résistance. Ces manifestes furent reproduits et diffusés clandestinement dans les villes et les universités. Dans certains cas, ils inscrivaient des slogans contre le gouvernement sur les murs. L'importance de leur action résidait dans le fait qu'ils démontraient que, même sous l'une des dictatures les plus brutales de l'histoire, il était possible de lutter et de résister.

Ils savaient que leur action était dangereuse et pouvait leur coûter la vie, mais ils étaient convaincus de la nécessité de dire la vérité. Sophie Scholl, l'une des principales figures étudiantes lors du procès, prononça cette phrase célèbre : « Il fallait bien que quelqu'un commence ; ce que nous disions, beaucoup d'autres le pensaient aussi, mais n'osaient pas le dire. »

Ce mouvement fut par la suite conceptualisé dans la littérature politique comme une « lutte intellectuelle et une résistance » en contexte de répression politique.

Les expériences historiques sont importantes et instructives !

De nombreuses sociétés en situation de crise, confrontées à la fois à la guerre et à l'oppression, ont formé des groupes clandestins pour étudier, analyser et enquêter sur les causes profondes de leur situation, se préparant ainsi à une confrontation intellectuelle avec des circonstances critiques.

On peut observer ce phénomène dans les études sur la guerre de Bosnie, la guerre du Liban, les régimes militaires en Amérique latine, et d'autres exemples. Dans des caves, on lisait, on révisait l'histoire et on discutait de l'avenir, s'efforçant de diffuser les conclusions auprès du peuple et de le préparer mentalement à une lutte politique et pratique contre l'oppression du régime réactionnaire.

Cette démarche s'est avérée précieuse pour surmonter le désespoir et le sentiment d'impuissance et trouver des solutions objectives pour s'opposer à l'oppression gouvernementale. Les militants politiques iraniens ont également accumulé une précieuse expérience dans ce domaine durant les 47 années de règne de ce régime fasciste religieux. Aujourd'hui, alors que beaucoup cherchent à comprendre les raisons de la guerre dans ce contexte étouffant, toute cette expérience est mise à profit dans le cadre d'organisations clandestines et d'actions de sensibilisation.

Plus la ligne de conduite et la pensée justes seront comprises et diffusées en réponse aux questions et aux préoccupations du peuple, plus les esprits s'éveilleront au désespoir et plus la créativité et les initiatives du peuple pour lutter contre la répression s'accroîtront. Cette question impose donc un devoir et une responsabilité considérables aux dirigeants de cette société.

Plus que tout, elle a permis au peuple de sortir des faux dualismes, de ce « siège et de cette répression » politiques, mais son action ne s'est pas arrêtée là : un horizon nouveau et fondamentalement différent s'est ouvert pour le peuple, qui a pris conscience et s'est organisé pour de véritables combats de libération.

« À bas le régime fasciste de la République islamique ! Que les mains des commanditaires internationaux de la mort n'atteignent pas notre révolution ! » est notre slogan. Ce slogan concis est une analyse et une politique communistes qui ont été expliquées de manière scientifique et éloquente dans de nombreux articles de la revue Atash.

Nous souhaitons vivement que cette publication et ces articles soient étudiés et débattus dans les milieux et groupes étudiants et intellectuels. Mais pas seulement. Nous voulons qu'ils soient diffusés auprès du peuple. Dans le cadre de la préparation mentale et pratique à une véritable révolution et aux batailles décisives à venir, cette guerre et la répression de la République islamique, avec toutes leurs souffrances, représentent simultanément une opportunité.

L'impérialisme américain lutte pour sa survie au cœur d'une crise profonde qui a englouti tout le système capitaliste impérialiste. La République islamique est un corps à l'agonie. Mais l'issue de cette situation pour notre peuple demeure très incertaine. Il ne tient qu'à nous de déterminer les possibilités de libération qui se présenteront dans ce contexte.

Plus nous serons conscients et organisés dans l'élaboration d'une politique et d'un programme adéquats pour mener une véritable révolution, fondée sur une stratégie scientifique et réalisable, et plus nous pourrons, sur cette base, unir et accompagner des milliers de nos opprimés, plus grandes seront nos chances de victoire dans nos futurs combats pour renverser ce système de souffrance et d'exploitation et bâtir une société nouvelle où les horreurs actuelles prendront fin.

Parti Communiste d'Iran Marxiste-Léniniste-Maoïste

Publié dans sa presse

Défilé de la Division Fatemiyoun à Téhéran : signe de l'effondrement de l'hégémonie de l'État islamique

8 avril 2026

Ces derniers jours, l'agence de presse Fars et d'autres médias affiliés aux services de sécurité de la République islamique ont tenté de projeter une image d'« autorité » et de « solidarité révolutionnaire » en publiant des vidéos du défilé de la Division Fatemiyoun, une force paramilitaire composée de chiites afghans, à Téhéran.

De manière publique, ces rassemblements sont censés témoigner du « soutien aux forces de l'Axe de la résistance » du régime ; mais ce qui se déroule en réalité dans les rues de la capitale est avant tout le signe de la crainte, pour le régime, d'une nouvelle explosion sociale.

La République islamique, qui a mis en œuvre une partie de sa stratégie régionale au cours de la dernière décennie en s'appuyant sur des milices chiites telles que les brigades Fatemiyoun et Zainabiyoun et les Forces de mobilisation populaire, déploie désormais ces mêmes forces à l'intérieur de ses frontières.

Les dirigeants de la République islamique, qui affirmaient auparavant que combattre en Syrie était nécessaire pour garantir la sécurité de Khorramshahr et de Téhéran, ont maintenant mobilisé ces forces pour préparer une guerre à Téhéran contre l'ennemi intérieur : le peuple.

Ce revirement est l'expression inversée d'une faiblesse historique : un système qui, jadis, organisait des forces supplétives pour des conflits extérieurs, y recourt désormais pour contrôler sa propre société.

Les gouvernements capitalistes ont généralement recours à des moyens économiques pour maintenir leur domination, mais la République islamique, après des années de politiques d'austérité, les conséquences des sanctions, la corruption structurelle et l'effondrement de la valeur de la monnaie nationale, est parvenue à un stade où les moyens économiques ont largement perdu le contrôle des masses.

L'effondrement des salaires réels, la propagation de l'inflation, de la pauvreté et du chômage, ainsi que l'incapacité à garantir un niveau de vie minimal ont exacerbé les tensions sociales.

Dans ce contexte, l'appareil clérical et idéologique du régime s'est trouvé incapable de justifier et de légitimer cette situation, et le gouvernement a tenté de substituer le consentement à la peur en recourant à la violence organisée. La présence de la division Fatemiyoun à Téhéran s'explique précisément par cette situation : une tentative de rétablir l'ordre par la menace directe.

L'hégémonie de la classe capitaliste dirigeante, en période de stabilité, repose sur une combinaison de consentement et de coercition ; mais en temps de crise, cet équilibre se rompt et la violence brute prend le relais.

Dans l'Iran d'aujourd'hui, une grande partie de la classe ouvrière, des enseignants, des infirmières et des jeunes chômeurs ne croient plus aux discours officiels de « résistance » et de « martyr ». Dès lors, le recours à des forces par procuration témoigne du déclin de l'idéologie islamique. Le régime admet de fait qu'il ne peut plus maintenir l'ordre uniquement par des moyens internes et qu'il est contraint de s'appuyer sur des forces qui ont émergé en dehors du tissu social iranien.

La Division Fatemiyoun, recrutée principalement parmi les immigrants afghans pauvres, est un produit direct des politiques régionales de la République islamique.

Ces forces ont été déployées dans la guerre syrienne pour garantir les intérêts géopolitiques de la République islamique, et aujourd'hui, la même logique se retourne, à l'envers, contre l'intérieur du pays.

Ce que le régime a semé à l'étranger, à savoir une guerre par procuration au service d'objectifs réactionnaires fondés sur la pauvreté et la marginalisation, se retourne désormais contre lui à l'intérieur. Cette évolution est l'une des manifestations les plus claires de l'escalade de la crise en République islamique.

La concomitance de ces manifestations avec la poursuite des bombardements d'infrastructures civiles par les États-Unis et Israël et l'escalade du conflit dans la région montre que le gouvernement n'ignore pas la nécessité de préparer une guerre civile. Il s'agit d'une tentative de créer une sorte de siège psychologique où toute protestation sociale est requalifiée de « trahison » en temps de guerre.

Mais l'expérience de ces dernières années a démontré que la société non seulement rejette ces discours, mais leur résiste. Plus la structure du pouvoir se militarise, plus le fossé social se creuse. Le retour des forces supplétives a, de fait, effacé la frontière entre guerre extérieure et répression intérieure.

Une dimension importante de ce phénomène réside dans sa nature de classe. Les forces de la Division Fatemiyoun sont principalement issues des couches les plus défavorisées de la population immigrée afghane, recrutées comme main-d'œuvre militaire dans des conditions de privation de droits.

Nous sommes ici face à une forme de « travail paramilitaire », où la pauvreté et la marginalisation sont transformées en instruments de répression. Ainsi, la République islamique reproduit simultanément violence et discrimination structurelle.

La seule réponse libératrice à cette situation est la formation d'une solidarité de classe. L'ouvrier iranien et l'immigrant afghan ne sont pas opposés dans un véritable conflit ; tous deux sont victimes de la logique commune du capitalisme, et leur confrontation est le fruit d'une manipulation politique visant à détourner la lutte.

La tâche des militants socialistes et des dirigeants du mouvement ouvrier est de dénoncer cette fausse confrontation et de mettre en lumière le véritable fossé, le fossé de classe. L'organisation consciente et indépendante des travailleurs, des enseignants, des femmes et des jeunes est la condition essentielle pour surmonter la situation actuelle. Sans cela, toute protestation risque d'être réprimée ou détournée.

La présence de forces supplétives dans les rues d'Iran est, en apparence, une démonstration de force ; mais en réalité, elle témoigne du déclin et de l'effondrement de l'hégémonie de l'État islamique, un régime qui recourt à des forces extérieures pour maintenir l'ordre intérieur, révélant ainsi son manque de soutien social.

Cette situation traduit une crise où le monopole économique se mue en monopole de la violence pure et simple. Or, comme l'histoire l'a démontré, aucun ordre ne peut survivre uniquement sur la peur.

L'espoir de libération réside dans le lien entre la lutte contre le régime de la République islamique et le système capitaliste et la solidarité des plus démunis ; où les peuples, iraniens ou afghans, ne sont pas dressés les uns contre les autres, mais contre l'ordre qui les exploite tous deux.

Parti Communiste d'Iran

Déclaration sur le cessez-le-feu de deux semaines

8 avril 2026

À quelques heures de l'échéance fixée par Donald Trump pour la réouverture du détroit d'Ormuz, le peuple iranien s'attendait à une nouvelle vague de bombardements américains et israéliens visant les infrastructures économiques, les voies ferrées, les ponts, les autoroutes, les universités et les centres industriels.

Trump avait menacé avec véhémence d'anéantir une civilisation si l'Iran n'acceptait pas les conditions de Washington avant 20h00, heure de l'Est.

Cependant, le mardi 7 avril 2026 au soir, apparemment en réponse à la demande du Premier ministre pakistanais et sous réserve de l'acceptation par l'État islamique d'un cessez-le-feu de deux semaines et de la réouverture du détroit d'Ormuz, il annonça la suspension des hostilités pour deux semaines.

Trump, ce menteur et génie de l'histoire qui proférait des menaces publiques sur un ton si insensé, était au courant, en coulisses, de l'avancement des négociations pour un cessez-le-feu et l'ouverture du détroit d'Ormuz. À mesure que le processus diplomatique progressait, il intensifiait ses menaces pour présenter cette évolution comme un signe de la puissance militaire et de la victoire américaines.

Il a donc accueilli avec mépris les avertissements des experts juridiques, des responsables internationaux et même de l'opinion publique américaine concernant la commission de crimes de guerre.

Mais derrière ces affirmations et ce narcissisme, la réalité est que la guerre de quarante jours, censée démontrer la puissance de l'impérialisme américain et le pouvoir personnel de Trump sur la scène mondiale, a mis en lumière les faiblesses, les limites et la confusion stratégique des États-Unis.

Le déclenchement d'une guerre dévastatrice et coûteuse, fondée sur l'illusion que la structure de la République islamique s'effondrerait si Khamenei était tué, la surprise face à la fermeture du détroit d'Ormuz, qui a affecté l'ensemble du marché mondial du pétrole et du gaz, le manque de soutien de l'Europe et de l'OTAN dans ce conflit, etc., témoignent tous de l'échec de la stratégie américaine.

Cette guerre restera dans l'histoire comme une nouvelle étape du déclin de l'empire et de l'hégémonie des États-Unis sur le monde.

Bien que le gouvernement israélien n'ait pas atteint ses objectifs déclarés de renversement de la République islamique, de prise de pouvoir au détriment du peuple, d'installation de Reza Pahlavi sur le trône et d'instauration de l'ordre régional souhaité, il a une fois de plus démontré sa puissance militaire sans égale à ses rivaux du Moyen-Orient.

Le régime de la République islamique, pour qui cette guerre était une question de vie ou de mort et qui avait défini son objectif politique comme la préservation de la survie du système islamique, proclamera sans aucun doute ce cessez-le-feu et la fin possible du conflit comme une victoire décisive.

Cependant, derrière ces déclarations, les conséquences de l'horrible massacre de manifestants lors du soulèvement national de janvier et les lourds coups portés à la République islamique par cette guerre sont si profondes qu'elles finiront par la détruire.

Les conséquences de cette guerre et les pertes subies par la République islamique exacerberont la crise interne du régime et pourraient conduire à des purges sanglantes de la part du Corps des gardiens de la révolution islamique.

Le régime, dont l'économie était déjà fragilisée par une crise structurelle profonde, une corruption institutionnalisée et des sanctions, devra désormais supporter le lourd fardeau de la reconstruction après la dévastation causée par la guerre.

Ce régime, qui faisait déjà face à un climat de haine, de dégoût, de colère et de protestations populaires avant le conflit, verra sa situation encore aggravée par les conséquences de cette guerre sur le travail, la vie et les moyens de subsistance de la population.

Le fossé qui le sépare du peuple se creusera et sa crise de légitimité politique s'intensifiera. Le peuple iranien considère le régime de la République islamique, sa stratégie régionale et ses interventions au cœur des crises du Moyen-Orient comme l'un des principaux facteurs de cette guerre dévastatrice.

Cependant, contrairement à ce qu'imaginaient les monarchistes fascistes et autres forces d'opposition bourgeoises qui ont salué la guerre et les bombardements américains et israéliens et crié que le peuple iranien souhaitait la poursuite du conflit, ce cessez-le-feu de deux semaines constitue une victoire pour le mouvement pacifiste et pour le peuple iranien.

La minorité désabusée et désespérée qui, sous l'influence de la propagande des médias impérialistes et de l'opposition bourgeoise, espérait le renversement du régime de la République islamique par l'intervention de puissances étrangères et la poursuite des bombardements, doit tirer les leçons de cette guerre : la République islamique ne sera renversée ni par une intervention étrangère ni par des frappes aériennes, mais par la force organisée des masses.

La majorité des travailleurs et des citoyens iraniens, dont les infrastructures de travail et de vie étaient détruites par les bombardements et qui comptaient les minutes jusqu'à la fin immédiate du conflit, considèrent ce cessez-le-feu comme une victoire pour eux-mêmes et pour le mouvement pacifiste.

Cependant, un cessez-le-feu de deux semaines ne signifie pas la fin de la guerre ni l'instauration de la paix. Ce cessez-le-feu demeure fragile.

L'administration Trump et le régime de la République islamique ayant tous deux posé des conditions à une fin définitive du conflit qui ne correspondent pas au rapport de forces réel sur le terrain, il est probable que l'insistance de l'un ou l'autre camp sur ces conditions puisse entraîner une reprise des hostilités.

Par conséquent, le cessez-le-feu ne signifie pas la fin du désastre.

Pour les travailleurs et le peuple iraniens, qui luttent sous le joug d'une répression croissante, confrontés à un chômage sans précédent, une inflation galopante, la pauvreté et la misère économique, le combat pour la survie, le combat pour la vie et la liberté se poursuit.

Il ne fait aucun doute que la République islamique, dont le Corps des gardiens de la révolution islamique est l'élément central, avec une approche fasciste, profitera du contexte d'après-guerre pour consolider le climat social et intensifier la répression, et fera peser sur le peuple une partie du coût des ravages de la guerre.

Mais les travailleurs et le peuple iraniens ne resteront pas les bras croisés face à l'invasion du gouvernement du Corps des gardiens de la révolution islamique.

Certes, cette guerre impérialiste et réactionnaire a marginalisé les mouvements sociaux et de protestation, qui ont sombré dans les cendres du conflit, mais ces mouvements ne sont pas éteints ; ils ont besoin d'une opportunité pour se relever de la fatigue et de l'épuisement de la guerre et raviver leur flamme.

Ces mouvements reviendront sur le devant de la scène avec une vigueur renouvelée. Les travailleurs, les masses populaires et les mouvements sociaux doivent tirer trois leçons fondamentales de l'expérience des soulèvements populaires et nationaux des huit dernières années.

Premièrement, ils doivent plus que jamais croire en leur force de transformation sociale. C'est cette force qui a ouvert une nouvelle ère à la lutte contre la République islamique et qui a considérablement affaibli ce régime criminel.

Deuxièmement, le régime de la République islamique, dans sa structure actuelle, ne sera pas renversé par des manifestations spontanées ni par des soulèvements désorganisés. Il est indispensable de réunir les conditions nécessaires à son renversement en organisant ses rangs, en formant une direction nationale et en définissant clairement ce que signifie la victoire.

Troisièmement, ces expériences démontrent une fois de plus le rôle décisif de la présence organisée de la classe ouvrière et de son mouvement socialiste sur la scène politique, ainsi que l'importance de lier l'usine et la rue pour le renversement de la République islamique et toute transformation sociale.

Il est nécessaire d'intensifier et de coordonner nos efforts dans ce sens.

À bas la République islamique d'Iran !

Vive la liberté, l'égalité et le pouvoir des travailleurs !

Vive le socialisme !

Ali Fayyad

publié sur le média Nouvelle ère

Condamner la guerre, ou se ranger du côté du régime de la République islamique et l'innocenter

8 avril 2026

Les gouvernements américain et israélien, qui ont déclenché la guerre en ciblant et en déstabilisant le régime iranien, et en envoyant en enfer nombre de ses dirigeants, dont le président et guide suprême, ont progressivement, après avoir bombardé les bases militaires du régime, ciblé également ses centres économiques et industriels.

Ils ont évoqué la possibilité de « ramener l'Iran à l'âge de pierre » et de détruire « une civilisation entière ».

À l'ère moderne, l'homme a accompli des progrès scientifiques et sociaux inimaginables, tant dans le domaine des structures politiques que dans celui de l'industrie et de la technologie.

Cependant, l'émergence des guerres et des massacres atroces depuis le XXe siècle montre que l'homme, malgré tous ces progrès, n'est pas si éloigné de l'ère de la barbarie et est prêt à commettre toutes sortes de crimes pour conserver le pouvoir, étendre ses frontières, piller l'économie, etc., et trouver d'innombrables prétextes pour le justifier.

Au Moyen-Orient, et plus particulièrement depuis la Première Guerre mondiale, l'effondrement de l'Empire ottoman et le partage des territoires qu'il contrôlait par les accords Sykes-Picot, la région n'a cessé d'être le théâtre de guerres, de conflits et d'hostilités.

De la création de l'État d'Israël aux guerres civiles au Yémen, en passant par l'émergence de nouveaux États arabes, les coups d'État successifs en Irak, l'instabilité en Égypte, la guerre Iran-Irak qui a duré huit ans, la guerre menée par les États-Unis dans le Golfe persique contre l'Irak, la destruction de Gaza et le conflit israélo-américain actuel contre le régime de la République islamique, cette succession de guerres et de massacres révèle que le monde « civilisé » et moderne, devenu un « village planétaire », a en réalité atteint le niveau d'un « village ».

Un « village » qui prétend résoudre tous ses problèmes par la force militaire, la guerre et le massacre.

Les gouvernements américain et israélien, qui ont déclenché la guerre en ciblant et en démantelant le régime iranien, et en envoyant en enfer nombre de ses dirigeants, dont le président et guide suprême, ont progressivement pris pour cible les centres économiques et industriels après avoir bombardé les bases militaires du régime.

Ils ont évoqué la possibilité de « ramener l'Iran à l'âge de pierre » et de détruire « une civilisation entière ». Le nombre de victimes civiles ne cesse d'augmenter et la destruction de l'Iran inquiète profondément.

De ce fait, même si un régime populaire et démocratique venait à gouverner le pays dans un avenir proche, au lieu de réduire les inégalités sociales et la pauvreté, il devrait consacrer des décennies à la reconstruction des infrastructures. Concrètement, cela signifie la destruction du pays, et non sa prospérité.

Et bien sûr, il ne fait aucun doute que le régime de la République islamique est responsable de ces destructions et de ces dévastations, qu'il en est la cause et l'instigatrice. Plus ce régime honteux se prolonge, plus l'Iran sera dévasté.

Nous espérons toutefois que le paiement de ces coûts irréparables entraînera la chute du régime de la République islamique, et qu'ainsi, nos souffrances et nos douleurs s'atténueront quelque peu.

L'auteur lui-même s'oppose à la guerre et la considère fondamentalement comme un phénomène inhumain, vestige d'une ère de barbarie. La guerre, pour lui, étouffe toute pensée et toute réflexion, et ferme les portes de la négociation et du dialogue.

L'utilisation des outils et instruments de guerre modernes, dont l'un des sinistres effets est le meurtre de personnes neutres et « innocentes », est inadmissible pour quiconque valorise et respecte les droits des citoyens et la vie humaine.

Outre le meurtre d'êtres humains, voire d'animaux innocents et inconscients, la guerre anéantit également les fruits des efforts et des réalisations humaines.

La perte d'une vie humaine représente un coût lourd et inacceptable. Par ailleurs, il existe toujours une part d'ombre et d'incontrôlabilité qui alimente la sauvagerie et la barbarie. Tant que ce type de comportement ne sera pas maîtrisé, l'humanité continuera d'être témoin de guerres, de massacres et de destructions.

J'ai rédigé cette introduction pour aborder le cœur du problème, en tenant compte de ces éléments :

S'opposer à la guerre en se basant sur les arguments du régime lui-même ?

Aujourd'hui, certains opposants à la guerre s'efforcent de prouver l'« innocence » du régime et de démontrer que le conflit a été déclenché par d'autres.

Ces opposants, notamment les anti-impérialistes et les antisionistes, passent en revue toute l'histoire pour prouver que ce sont les États-Unis qui ont toujours été à l'origine des guerres, du Vietnam à la Corée, en passant par l'Irak, et ainsi de suite.

Ils soulignent également que le régime s'est rendu à la table des négociations, a signé l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPOA), et que... finalement, c'est Trump qui a déchiré cet accord et déclenché la guerre.

On peut, d'une certaine manière, comprendre l'argumentation de ces opposants à la guerre, compatir avec eux face à l'horreur et à la brutalité de ce conflit, et leur témoigner de la solidarité.

Mais ce n'est qu'un aspect de la question. Condamner la guerre est une chose, justifier l'innocence du régime dans son déclenchement en est une autre.

On ne saurait, sous prétexte de s'opposer à la guerre, se ranger du côté d'un régime qui, depuis son instauration, sème l'instabilité dans la région ; qui est à l'origine de l'une des plus longues guerres du XXe siècle – la guerre Iran-Irak, qui dura huit ans

[Par ailleurs, Khomeiny a déclenché la guerre en menaçant le régime irakien au pouvoir, appelant la population à la révolution et à le renverser.

Mais une fois le conflit engagé, Saddam Hussein, contraint de réagir, l'a qualifié de « guerre imposée » et l'a prolongé pendant huit ans, alors qu'il aurait pu se terminer dès la première ou la deuxième année.

Et bien sûr, après huit années de destruction de deux pays et la mort de milliers de personnes, le conflit a finalement pris fin. Voilà !]

et qui a permis l'ingérence dans les affaires d'autres pays, notamment le Liban, la Syrie, le Yémen, l'Irak et la Palestine, afin d'étendre son influence ; et qui a lancé ses premiers grands slogans par « Mort à l'Amérique » et « Mort à Israël » – non pas comme un slogan politique passager, mais comme un slogan permanent, stratégique et délibéré – et qui a appelé à l'anéantissement total d'Israël.

Par ailleurs, ce régime a mené une guerre contre son propre peuple, considéré comme un ennemi intérieur, et n'a pas hésité un seul instant à éliminer les dissidents ; il a intégré des méthodes terroristes à son programme ; et la torture, l'emprisonnement, les exécutions et l'instauration d'un climat de terreur sont son quotidien.

À cet égard, on peut affirmer que le régime de la République islamique est le seul au monde à avoir surpassé Israël en matière de violations des droits humains et des résolutions de l'ONU, et à être devenu le chef de file dans ce domaine.

La différence réside dans le fait que le gouvernement israélien a violé les droits humains à l'encontre de « personnes extérieures » – les Palestiniens –, tandis que le régime de la République islamique les a violés à l'encontre de ses propres citoyens !

Ces actions et ces pratiques témoignent du mépris, de la rébellion et de l'insubordination de ce régime. Un régime qui ne respecte ni ne croit aux avertissements internationaux et aux droits humains, et qui est considéré comme l'un des pires en la matière.

L'ensemble de ces comportements et actions démontre que le régime de la République islamique n'est pas seulement un régime inhumain, anarchique et hors-la-loi, mais qu'en plus, par l'assassinat de dissidents, de minorités, d'opposants et de critiques, et par une structure corrompue et mafieuse et des violations constantes des droits civils, il détient le record mondial des exécutions.

Ce régime a toujours été le fondement des restrictions politico-économiques et de l'imposition de guerres contre le peuple iranien, lui causant souffrances et épreuves.

Condamner la guerre et s'y opposer, si cela ne s'accompagne pas d'une condamnation ferme de son instigateur, le régime de la République islamique, revient à assimiler l'opposition à la guerre à ce régime et, en d'autres termes, à justifier ses actions.

Il est impossible d'ignorer le rôle et la responsabilité de ce régime sous prétexte d'impérialisme et de sionisme, et son rôle de principal facteur dans la destruction de l'Iran et le déclenchement de la guerre.

Oui, nous pouvons et devons condamner la guerre et les conflits armés, mais nous devons veiller à ne pas tomber dans le piège des régimes bellicistes qui sont eux-mêmes à l'origine des guerres. On ne peut ignorer le régime belliciste pour condamner celui qui a déclenché le conflit, le soutenir et justifier ses politiques destructrices.

Le fait que ce soit l'Amérique ou Israël qui ait commencé la guerre ne diminue en rien la culpabilité du régime de la République islamique dans son déclenchement.

Participer à des manifestations pacifistes où flottent les drapeaux de la République islamique ne signifie pas s'opposer à la guerre, mais se ranger du côté de celui qui a incité d'autres pays à y entrer en guerre.

Les représentations oppressives du régime inhumain au pouvoir et l'utilisation répétée du terme « guerre imposée » par ses agents montrent qu'ils ont désespérément besoin d'ouvrir un front pacifiste pour dissimuler leur rôle dans le déclenchement du conflit.

Prenons garde à ne pas contribuer à renforcer le régime de la République islamique.

Déclaration sur le cessez-le-feu dans la guerre entre les États-Unis et Israël et la République islamique

8 avril 2026

La guerre entre les États-Unis et Israël contre la République islamique, qui avait atteint un point critique avec la fermeture du détroit d'Ormuz par la République islamique et la menace de destruction de toute la civilisation iranienne par Trump, a été interrompue par un cessez-le-feu de deux semaines lorsque la République islamique a accepté d'ouvrir le détroit d'Ormuz et d'entamer des négociations.

Aujourd'hui, les deux camps se déclarent vainqueurs. Trump se considère victorieux parce qu'il a imposé un cessez-le-feu et ouvert le détroit d'Ormuz à la République islamique, et la République islamique parce qu'elle n'a pas encore été renversée. Le cessez-le-feu est intervenu alors que la République islamique était parvenue à réduire l'enjeu du conflit à l'ouverture et à la fermeture du détroit d'Ormuz.

De son côté, Trump a accepté que la proposition de la République islamique serve de base aux négociations. La République islamique ne manquera pas de se vanter de ces facteurs, et surtout du simple fait d'être en guerre contre la première puissance militaire mondiale depuis 39 jours. Mais la réalité est que le grand perdant, tant militairement que politiquement, de ce conflit est la République islamique.

Le régime a perdu son dirigeant, ses chefs et ses généraux ; ses forces répressives et ses centres militaires ont été gravement endommagés ; le conflit interne entre les factions gouvernementales s'est intensifié ; et la crise internationale et régionale que traverse la République islamique a atteint un niveau plus élevé et plus aigu. Dans ces circonstances, la lutte populaire contre la République islamique, déjà exacerbée par le massacre sanglant de janvier, est entrée dans une nouvelle phase.

Il convient de souligner que tant que la République islamique sera au pouvoir, la guerre et les conditions de la guerre ne prendront pas fin. L'expérience l'a démontré, et surtout après la guerre des douze jours, le climat militaire et belliqueux s'est intensifié et amplifié, une situation irréversible.

Ce conflit a plongé la région dans une nouvelle phase de crise et de conflit potentiel. L'État islamique est désormais en guerre non seulement contre les États-Unis et Israël, mais aussi contre des gouvernements régionaux qui ne lui étaient pas directement opposés.

Ces gouvernements ont compris que, malgré son soutien, ils ne bénéficieraient d'aucune sécurité. Même le climat économique et touristique, autrefois sûr et propice dans des régions comme les Émirats arabes unis, le Qatar et le Koweït, où de nombreux investisseurs et travailleurs étrangers venaient chercher des revenus, est devenu fragile et instable.

Cette situation pousse notamment ces gouvernements à exercer une pression accrue sur les États-Unis et Israël pour qu'ils éliminent la République islamique par la guerre et d'autres moyens, et à renforcer leurs préparatifs de défense. La crise qui s'est développée ou aggravée entre la République islamique et les gouvernements régionaux risque de constituer un facteur déterminant dans le déclenchement d'une crise militaire et d'une guerre dans la région.

Un autre point très important et digne d'intérêt est que si cette guerre s'arrête, il est fort probable que la République islamique, en raison de la perte de ses dirigeants, de ses politiciens et de ses personnalités éminentes, connaîtra bientôt de graves divisions et conflits internes, et que l'espace social sera préparé à la progression du mouvement de renversement et à une riposte populaire encore plus virulente qu'auparavant.

Pour le peuple iranien, la cause et l'instigateur de cette guerre et des souffrances qu'elle engendre sont la République islamique et sa politique terroriste. Le peuple ne veut ni des groupes terroristes supplétifs, ni de la politique nucléaire et balistique de ce gouvernement. Si cette guerre se poursuit, y mettre fin offrira l'opportunité de relancer les protestations, les manifestations et les campagnes.

En réalité, il s'agit d'une guerre du peuple contre un gouvernement affaibli par le conflit avec les États-Unis et Israël, et devenu beaucoup plus vulnérable. Face à son principal ennemi, le gouvernement a coupé Internet sous prétexte de guerre, emprisonnant ainsi le peuple dans son anonymat.

Il a multiplié les exécutions, n'a cessé les arrestations et les condamnations, et ses représentants ont continué à proférer les menaces les plus criminelles contre les manifestants.

En pleine guerre contre les États-Unis et Israël, le régime a intensifié les exécutions, faisant exécuter 14 manifestants en trois semaines pour divers chefs d'accusation. Plusieurs milliers de personnes ont également été arrêtées durant cette même période, et de nombreux manifestants risquent de lourdes peines, voire la peine de mort.

Ces faits démontrent que la guerre populaire contre la République islamique se poursuit au cœur du conflit entre gouvernements et qu'elle est appelée à prendre de l'ampleur après le cessez-le-feu. La guerre populaire contre la République islamique, comme l'ont annoncé les organisations syndicales après la fin des douze jours de guerre, ne connaît pas de trêve.

Le gouvernement sait que ce ne sont ni Trump ni Netanyahou qui le renverseront, mais le peuple lui-même. Le peuple, qui a su préserver son unité, n'a pas été intimidé, même par l'horrible massacre de janvier et l'arrestation de dizaines de milliers de personnes, et a immédiatement entamé de magnifiques manifestations lors de centaines de rassemblements et dans des dizaines d'universités.

Ce peuple considère que la cause de toutes ses souffrances, la cause de la guerre, de la pauvreté et de l'injustice, est ce gouvernement islamique qu'il haït. Ce peuple n'a conclu aucun cessez-le-feu avec son ennemi et poursuivra sa lutte jusqu'à la victoire. Dans de telles circonstances, il est impératif d'être prêt à organiser et à amplifier le combat.

La gauche de la gauche remplie d'impérialistes à la française : un alignement très clair sur la superpuissance impérialiste chinoise des pseudos- « communistes »

La Belgique échappe à ce phénomène, ce qui est tout naturel. C'est un pays impérialiste, mais de taille petite. Il y a donc une tentative de s'insérer dans des réseaux plus grands, d'où la grande insistance sur l'Union européenne et l'Otan. La ville de Bruxelles est ici utilisée de manière approfondie, puisque c'est le siège de la Commission européenne, ainsi que celui de l'Otan.

Il en va tout à fait différemment de la France. C'est une puissance majeure. Elle vit à l'ombre des superpuissances, qui forment le « premier » monde, mais elle est capable d'avoir un rôle d'importance dans le tiers-monde. Elle est une des forces principales du « second monde ».

Il y a ainsi un très puissant nationalisme. Toute une partie de la bourgeoisie française pense que la France ferait mieux en agissant solo. On est ici à la croisée du nationalisme, de l'euro-scepticisme, du social-chauvinisme, du social-impérialisme, de l'impérialisme.

Les discours sont variés, mais ont un fond commun. La France irait « mieux » sans les institutions européennes et sans la tutelle de l'Otan, la France pourrait être plus forte en agissant seule.

On reconnaît ici l'idéologie gaulliste, qui a de multiples variantes, allant de très à gauche à très à droite. Et de par l'importance historique de la Chine, on se doute bien que le gaullisme apprécie ce pays, afin de faire contrepoids à la superpuissance impérialiste américaine.

Charles de Gaulle a ainsi reconnu la Chine populaire en 1964, ce qui a provoqué une grande colère américaine. Ce n'est pas tout : des révolutionnaires sont allés jusqu'à considérer que de Gaulle jouait un rôle positif : ils ont fondé un éphémère Centre Marxiste-Léniniste de France.

Mais par la suite, même le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France s'est lancé dans un soutien patriotique à la France, au nom du refus des deux grandes superpuissances américaine et soviétique.

On a ici un pendant « pro-chinois » du social-chauvinisme du Parti Communiste Français qui faisait exactement la même chose, mais avec l'URSS social-impérialiste.

Comme aujourd'hui l'URSS n'existe plus, ses nostalgiques ont cherché à un équivalent : une grande puissance permettant de légitimer son discours « altermondialiste », en fait gaulliste. C'est là que la Chine réapparaît, avec ses attraits de superpuissance impérialiste challenger.



Comme elle veut bousculer la superpuissance impérialiste américaine, cela permet d'avoir un pseudo-discours de gauche pour ces nostalgiques, qui proposent en fait davantage de « social » au moyen d'un « national » fort : par le gaullisme.

La Chine a remplacé l'URSS comme référence pour le Parti Communiste Français et tout ce qu'il y a dans son orbite

De qui parle-t-on ? On a plusieurs structures politiques nées sur un terrain historique similaire : le Pôle Révolutionnaire Communiste en France (PRCF), sa récente scission donnant naissance à l'Organisation Communiste de France (OCF), et leur source historique, le Parti Communiste Français.

Tous les trois considèrent que la Chine joue un rôle international au minimum indirectement utile, qu'elle est encore socialiste même si c'est déséquilibré. Autrement dit, ces forces convergent ouvertement avec la superpuissance impérialiste chinoise.

Commençons par le Parti Communiste Français, qui dispose d'une revue nommée « Économie & politique ». Elle est inconnue de sa base militante, mais destinée à former les cadres dirigeants de ce parti. Il faut souligner que le niveau est relativement bon, voire très bon. Ce sont des analyses sérieuses, approfondies.

Dans un article intitulé « Trump a-t-il sous-estimé la Chine ? » publié le 8 juillet 2025, l'ancienne correspondante en Chine pour le journal *l'Humanité*, Dominique Bari écrit la chose suivante :



« Pour la Chine, l'objectif n'est pas de créer un système capitaliste, mais d'utiliser les ressources du marché, les capitaux étrangers avec transfert de technologie pour développer la richesse du pays, permettant de répondre aux besoins de la société chinoise, à l'élévation du niveau de vie, au renforcement de son indépendance et de sa souveraineté.

C'est un vaste programme, et je renvoie aux documents et textes publiés pour bien comprendre aujourd'hui, dans la continuité, l'ampleur des débats, de la réflexion théorique et de l'expérience pratique qui anime la politique chinoise.

En trente ans, c'est sous l'égide de l'État et du Parti communiste que la Chine s'est profondément intégrée à la mondialisation capitaliste.

Il n'y a pas eu de big bang. C'est une ouverture qui reste très contrôlée, très contrôlée aussi pour les multinationales.

Ce sont les autorités qui décident des secteurs d'investissement en fonction des priorités qu'elles ont définies. Il n'y a pas de véritables entreprises étrangères indépendantes, mais des joint-ventures avec des partenaires chinois.

On donne la priorité au secteur public, à sa modernisation, à son efficacité pour qu'il soit compétitif, et les entreprises d'État sont appelées – et elles le deviendront – à devenir des acteurs actifs et concurrentiels. »

Pour conclure ensuite par ces mots :

« En première conclusion nous pouvons dire que la voie de développement de la Chine est ouverte. le processus n'est pas figé et doit faire face à de nouvelles contradictions, d'où les nombreuses interrogations sur le futur chinois.

Par sa montée en puissance, la Chine a participé à la recomposition du monde et sérieusement écorné le leadership étatsunien. »

Cette analyse stratégique n'irrigue pas seulement le Parti Communiste Français. Elle irrigue toute sa mouvance, tous les courants oppositionnels qui gravitent autour.

L'analyse d'une Chine « hybride »

Dans la mouvance, au sens le plus large, du Parti Communiste Français, on trouve l'idée que la Chine présenterait une sorte de « double visage ». Elle aurait des traits capitalistes, qui seraient toutefois sévèrement « encadrés » par l'État.

Cet encadrement est présenté comme ayant un caractère socialisant, voire socialiste.

La Chine ne serait donc pas « pleinement » capitaliste bien qu'engagée dans le capitalisme. Il y aurait en quelque sorte une voie chinoise du développement social.

Cette thèse a été notamment illustrée en 2019 dans le livre « La Chine est-elle capitaliste ? », écrits par Rémy Herrera, économiste au CNRS, et Zhiming Long, économiste et enseignant à « l'École de Marxisme » de l'Université Tsinghua de Pékin.

Voici la présentation officielle de cet ouvrage :

« Depuis plusieurs années, l'équilibre du monde et les rapports entre grandes puissances subissent de profondes mutations. Dans un tel contexte, une compréhension juste et scientifique du modèle politico-économique de la Chine est plus que jamais indispensable.

Cet ouvrage présente pour la première fois le développement économique de la Chine depuis les années 1950 jusqu'à nos jours.

S'attachant au temps long pour mieux balayer les lieux communs trompeurs, les auteurs nous démontrent clairement que la réussite industrielle et commerciale de ce pays n'est pas un miracle des années 2000. Elle est au contraire le résultat d'efforts colossaux et de stratégies mises en œuvre dès la prise de pouvoir par les communistes.

Animé d'un souci de clarté, cet ouvrage se destine à tous ceux qui souhaitent comprendre la Chine contemporaine, la manière dont elle s'est construite et ce vers quoi elle se dirige. »

La thèse de cet ouvrage est la suivante : la Chine serait « une économie avec capitalistes mais non capitaliste ». Partant de là, c'est très pratique : on peut se revendiquer de la Chine, sans le faire vraiment.

Le caractère fonctionnel d'une telle « compréhension » de la Chine est évident. On peut prétendre représenter un développement nouveau, différent, efficace... tout en évitant de pouvoir être critiqué, car si on l'est, on répond que les Chinois s'y prennent mal.

La référence à la Chine comme outil idéologique de valorisation

Même si les oppositionnels du Parti Communiste Français critiquent de manière virulente celui-ci, sur la Chine ils ont exactement la même analyse. C'est inévitable, puisqu'en dehors de toute idéologie révolutionnaire sérieuse – le maoïsme, le matérialisme dialectique – il faut bien avoir quelque chose sous la main.

D'où la référence à la Chine comme outil idéologique de valorisation. C'est incontournable.

Ainsi, le Pôle de renaissance communiste en France a connu une récente scission, qui a donné naissance à l'Organisation Communiste en France. Eh bien, cela ne change strictement rien à la référence chinoise.



Elle a valorisé dès le départ la Chine, avec la publication sur son média d'un texte d'un ancien haut fonctionnaire de l'État français, Bruno Guigue, intitulé « Une "NEP" aux caractéristiques chinoises ? ».

On y lit que :

« l'existence de rapports sociaux de type capitaliste en Chine n'implique nullement le caractère capitaliste de la société chinoise. Dans certains milieux, on disait autrefois de l'URSS qu'elle était caractérisée par un "capitalisme sans capitalistes" »

Récemment invité par « l'École de marxisme de l'Université normale de la Chine du Sud », cet intellectuel a notamment publié en janvier 2025 aux éditions Delga, véritable catalyseur théorique de toute cette scène « pro-chinoise », « *L'Odysée chinoise: De Mao Zedong à Xi Jinping* ».

On a la même chose du côté de l'Union pour la reconstruction communiste, issue à peu près du même tissu social et politique. Dans un article du 6 mars 2025, on lit :

« La création des BRICS en 2009 est un des premiers indicateurs de cette transition vers une nouvelle ère géopolitique, après plus de deux décennies de mutations quantitatives.

Créés en 2009 comme un forum informel regroupant quatre grands pays émergents aux régimes sociaux et aux choix d'alliances différents (Chine, Inde, Russie, Brésil), élargis en 2011 à l'Afrique du Sud et en 2023 à six nouveaux membres (Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Égypte, Éthiopie, Iran), renforcés en 2024 par la création d'un statut de partenariat privilégié (les BRICS +), ce regroupement se transforme au fil de ses sommets en porte-parole du « Sud global », en opposition d'une part aux inégalités de l'ordre international dominant et d'autre part à l'hégémonie états-unienne. »

Quant au Pôle de renaissance communiste en France, qui se définit comme le canal historique de l'héritage « communiste » des années 1960-1970, il dit bien entendu la même chose. Il le dit même souvent et de manière très revendicative.

La Chine est présentée régulièrement de manière triomphale, comme en janvier 2026 dans l'article « Bilan technologique 2025 : la Chine s'impose comme le leader mondial, démontrant l'efficacité du socialisme ».

« En 2025, la Chine socialiste n'est plus seulement un acteur de la production mondiale, l'usine du monde et des productions courante de masse, mais un créateur majeur de technologies de rupture, d'innovation.

Ses brevets abondants, en croissance rapide et structurés autour de secteurs clés, témoignent d'une recherche et d'une industrie hautement efficaces à transformer les idées en applications concrètes.

Alors que les États-Unis conservent une forte position dans les domaines spécialisés et que l'Union européenne cherche à renforcer sa cohésion en matière d'innovation, le rythme et l'ampleur des avancées chinoises redessinent la carte technologique mondiale, faisant de Pékin, comme l'était Moscou avec l'Union soviétique au XXe siècle, un acteur incontournable de la révolution industrielle et numérique du XXIe siècle. »

Une convergence qui a un fond commun : le social-chauvinisme

Il ne faut pas se leurrer : toutes ces organisations ne sont pas appelées à être soutenues par le peuple ou la bourgeoisie sous prétexte qu'elles proposeraient un autre modèle de développement.



Pourquoi alors agissent-elles ainsi ? C'est qu'elles reflètent l'idéologie de l'aristocratie ouvrière. Tout le Parti Communiste Français des années 1960-1980 représentait cette couche sociale vendue au capitalisme en échange de privilèges.

Un haut niveau de vie, des avantages au moyen des municipalités communistes ou des syndicats avec les comités d'entreprise... tout cela a violemment corrompu les travailleurs français. Et les plus corrompus étaient ceux qui étaient le plus organisés.

L'existence du social-impérialisme soviétique avait facilité cette intégration, de par la pression qu'elle exerçait sur le capitalisme français. Aucun retournement d'alliance n'était prévu pour la France à l'époque ; néanmoins, si l'URSS parvenait à prendre le contrôle de l'Europe centrale, la France serait rapidement retournée à une position « neutre ».

Aujourd'hui, tous ces hyper-réformistes, qui se prétendent « marxistes-léninistes », ont cette même mentalité corrompue et mesquine que le Parti Communiste Français des années 1960-1980. Ils aimeraient pouvoir toucher de l'argent d'une puissance « amie », obtenir gratuitement une importante crédibilité, etc.

En agissant ainsi, ils convergent avec le nationalisme, le social-chauvinisme.

L'alignement sur le social-impérialisme chinois, superpuissance challenger des États-Unis

C'est que c'est implacable : la thèse d'une Chine « hybride » aboutit fort logiquement à un alignement sur la dynamique de celle-ci contre la superpuissance impérialiste américaine. On est là dans un positionnement qui vise à soutenir dans les faits une superpuissance contre une autre, bien que cela ne soit pas dit comme tel dans toutes les organisations citées.

Celles-ci élaborent un discours mensonger, où le développement « hybride » de la Chine serait porteur d'une alternative en faveur de la paix. On retrouve ici mis en avant tous les discours chinois sur un « monde multipolaire », une « nouvelle gouvernance mondiale », les « partenariats gagnant-gagnant », etc.

Des tas de conceptions qui ne servent en fait qu'à masquer les prétentions chinoises à devenir la puissance hégémonique mondiale du 21^e siècle.

Car il suffit de lire ce que dit la Chine pour voir que tous ces gens racontent exactement la même chose. Ils ont les mêmes éléments de langage, les mêmes concepts, la même lecture des faits.

Il y aurait l'impérialisme d'un côté, comme système mondial, et de l'autre des développements alternatifs, avec la Chine témoignant que c'est possible.

Voici ce que dit par exemple l'Union pour la reconstruction communiste, en novembre 2024, dans une « résolution internationale » :

« Les analyses en termes de « guerre inter-impérialiste » dénonçant dans une logique du « Ni-Ni » ou dans une logique de l'équivalence l'impérialisme états-uniens, « l'impérialisme russe », « l'impérialisme chinois », etc., sont dans le contexte du rapport de forces mondial actuel, un soutien objectif au système impérialiste mondial.

Outre que la caractérisation de la Russie et de la Chine comme étant « impérialiste » est à aborder scientifiquement à partir des données économiques [composition du capital dans ces pays et place du capital financier; situation et du champ d'extension de la propriété privée des moyens de production, place et rôle de l'État, niveau de la monopolisation, degré d'exportation des capitaux au regard de l'exportation des marchandises, etc.], les analyses en terme de guerre inter-impérialiste aboutissent à masquer le clivage mondial actuel entre un camp de la paix, divers et hétérogène, et un camp de la guerre sous-direction otanienne, camp d'un monde multilatéral fondé sur le respect des souverainetés nationales et camp de l'hégémonisme unilatéral impérialiste. »

C'est là le pur style « marxiste-léniniste » à la française avec sa propension à un rationalisme formel. Il y aurait l'Otan, les méchants avec un commandement unifié, et des forces éparses qui elles veulent la paix. Si on regarde bien, c'est le scénario de Star Wars.

Il y aurait un « empire » avec un vilain à sa tête, avec une opposition très diverses de pays, de mouvements, dans un mélange de « patriotisme », de « socialisme », de volonté d'indépendance, etc.

On comprend que dans une telle configuration, tout devient plus ou moins acceptable ; on peut s'allier n'importe comment et trouver des « amis » partout.

Le rêve chinois sert aussi à justifier l'espoir de prendre le contrôle de l'État

Il y a un autre aspect important de la référence chinoise, cette fois destinée aux membres, aux adhérents, aux sympathisants de ces organisations « marxistes-léninistes » et du Parti Communiste Français.

C'est que si on prend exemple sur la Chine, alors l'État serait « neutre » et on pourrait guider l'économie d'un côté comme de l'autre.

Pour nous qui avons compris Mao Zedong et la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, il est évident que l'État n'est pas « neutre ».

Si toutefois on pense que les forces productives sont ce qui compte de manière unilatérale, que l'État est « neutre », alors tout est permis niveau opportunisme par rapport à l'État.

On retrouve ici en toile de fond la thèse du « capitalisme monopoliste d'État ».



Dans les années 1960, l'économiste Paul Boccard en avait été le principal architecte. Il est encore la référence principale du Parti Communiste Français.

C'est le mérite du Parti Matérialiste Dialectique d'avoir le premier compris l'importance de ce révisionnisme et de ses ressorts idéologiques.

Que dit la thèse du « capitalisme monopoliste d'État » ? Elle explique qu'en raison du poids de l'État dans l'économie, ce n'est plus le capitalisme qui déciderait, mais l'État. Il suffirait donc de prendre le contrôle de l'État, de le démocratiser, et alors on pourrait démocratiser l'économie.

Cette thèse avait été déjà formulée par l'économiste Eugen Varga en URSS après 1945, et il s'était fait remettre à sa place. L'URSS de Staline avait parfaitement compris qu'il s'agissait d'une thèse révisionniste, qui ramenait à la vieille thèse réformiste selon laquelle le capitalisme serait en mesure de « penser » et de « s'organiser ».

Puis avec le triomphe du révisionnisme malheureusement, c'est devenu la philosophie économique officielle de l'URSS et des pays de l'Est, notamment avec Paul Boccard comme artisan.

Cette manière de voir les choses s'opposait frontalement au maoïsme, qui alors affirmait que l'État n'est pas neutre, ni aucune institution, car il en va finalement toujours de la vision du monde à l'arrière-plan.

Et effectivement, chez les « marxistes-léninistes », on ne trouve aucune idéologie. Que ce soit au PRCF, à l'OCF, à l'URC, à l'UC, dans les différentes JC... on ne trouve jamais d'analyse idéologique, ni évidemment d'analyses historiques.

On est dans l'immédiateté, dans le militantisme prétendument urgent, tout cela n'étant que le masque de l'opportunisme.

La Chine actuelle est le produit de la contre-révolution de 1976

Lors de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, l'une des cibles était celui qui allait parvenir au pouvoir après Mao Zedong : Deng Xiaoping.



Deng Xiaoping était considéré comme le « Khrouchtchev chinois », comme le chef de file des partisans de la restauration capitaliste. Était-ce juste ? Tout à fait : la Chine est devenue un capitalisme monopoliste d'État, le capitalisme s'est généralisé de manière tyrannique notamment en se vendant aux capitalistes occidentaux.

Ce faisant, la période 1978-2020 a été une période d'accumulation lui ayant permis de transformer la Chine en une superpuissance challenger des États-Unis. Ne pas reconnaître ce phénomène historique, c'est s'aligner sur la guerre impérialiste de repartage née sur le terrain de la seconde crise générale.

La Chine actuelle est une dictature fasciste, avec au pouvoir une nouvelle bourgeoisie à la tête d'un capitalisme monopoliste d'État. Il n'y a plus rien de socialiste.

Car qu'est-ce que le Socialisme ? Le Socialisme est une révolution de la Civilisation humaine, qui permet aux masses toutes entières, par des canaux politiques et idéologiques, de maîtriser leur développement historique dans le cadre du grand tout de l'Univers.

C'était exactement ce que soulignait la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, qui aujourd'hui est dénoncée par tous les moyens par le régime chinois.

C'est qu'il s'agit de luttes de classe. Et la superpuissance impérialiste chinoise, loin d'être un « modèle », est également appelée à s'effondrer devant les masses populaires organisées et en armes. ■



Un horrible exemple : comment les Brésiliens d'A Nova Democracia donnent la parole à l'ambassadeur iranien

Il y a un problème de fond dans les révolutionnaires des pays occidentaux, une sorte de schizophrénie. Cela consiste en un décalage complet entre la lecture idéologique des choses et la pratique réelle. C'est quelque chose de typique : on a des gens qui veulent subjectivement la révolution, mais dont le travail est purement syndical, voire directement réformiste.

Pourquoi ? Au nom de bonnes excuses : cela serait un pas en avant, là au moins on a quelque chose de concret, ce serait un travail militant qui serait un point de départ, etc. C'est en réalité une manière de se voiler la face sur le fait qu'on n'ose pas assumer l'esprit de rupture.

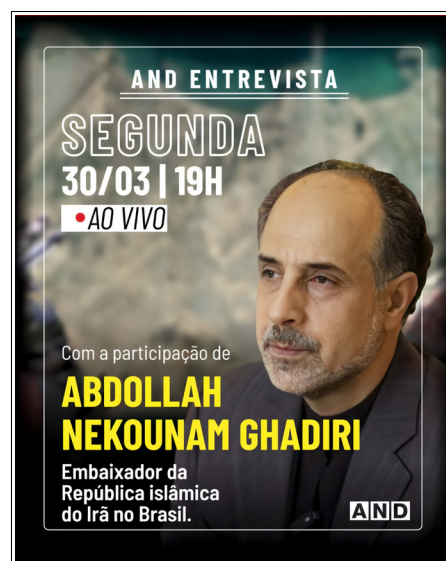
Malheureusement, la même chose commence à se produire dans le tiers-monde. En raison de l'élévation des forces productives dans la période 1989-2020, beaucoup de choses ont changé et il y a l'émergence de couches urbaines, éduquées, qui commencent à pratiquer cette même séparation entre ce qu'on prétend et ce qu'on fait.

L'exemple dont nous allons parler ici est terriblement représentatif. D'un côté, vous avez la revue brésilienne *A Nova Democracia*, qui se consacre très courageusement aux luttes populaires dans son pays. C'est indéniable. Mais de l'autre, vous avez la République islamique d'Iran.

Et là, comme par magie, *A Nova Democracia* fait disparaître toutes ses valeurs, tous ses principes. On parle d'une revue qui se revendique de beaucoup d'idées ; on a Mao Zedong qui apparaît régulièrement comme une référence. Cependant, la fascination opère et toutes les barrières tombent ; la république islamique d'Iran est mise en valeur en long, en large et en travers.

Cela va jusqu'à l'interview de l'ambassadeur iranien au Brésil. Il faut s'imaginer ce que cela signifie. Vous avez d'un côté des athées, qui veulent le socialisme, et de l'autre un représentant d'un régime ignoble, qui place la religion au-dessus de tout et revendique un style féodal sur le plan de la vie quotidienne.

Comment est-ce possible ? Comment une convergence pareille est-elle possible ? Qu'est-ce qui fait que les gens d'*A Nova Democracia* oublient les femmes iraniennes, la répression sanglante de la grande révolte populaire d'il y a quelques mois, sans parler des prisonniers politiques et bien sûr d'une gauche iranienne dont l'existence même implique l'héroïsme ?



C'est, qui plus est, quelque chose de très réfléchi. C'est un véritable choix, qui s'appuie sur toute une argumentation. *A Nova Democracia* titre ainsi son éditorial du 6 mars 2026 de la manière suivante :

« L'Iran rejoint le camp de la révolution mondiale »

Ce qu'on lit est totalement fou : c'est un éloge du guide suprême, ce criminel qui a sur les mains le sang d'innombrables opposants au régime des mollahs. Il est présenté comme un martyr de la cause anti-impérialiste, un véritable héros.

« Ce qui est extraordinaire, cependant, c'est la riposte iranienne, qui témoigne de la dignité et de la détermination d'une nation refusant d'être asservie par ses agresseurs yankees.

Le martyre – comme ils appellent eux-mêmes la mort au combat – d'Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique d'Iran, n'est pas un signe de supériorité yankee et sioniste.

Il s'agit plutôt d'un acte ultime de dévouement à la cause nationale, d'un sacrifice de sa vie pour unir la nation tout entière, sachant que, cette fois, l'attaque de l'impérialisme yankee serait globale et déterminée à franchir plusieurs lignes rouges pour tenter de stopper le programme nucléaire.

Khamenei est mort entouré des siens dans son bureau officiel, qui n'avait rien de secret, à son poste de commandement.

Il est à des milliers de lieues de Netanyahou qui, au son du crépitement d'une bombe de Saint-Jean, cherche aussitôt un abri.

Le premier, malgré son passé, est mort en héros de la lutte anti-impérialiste ; le second restera à jamais un misérable laquais de l'impérialisme. »

L'infâme Ali Khamenei, ce criminel féodal aux mains sanglantes, serait un « héros de la lutte anti-impérialiste » ! Il va de soi qu'une telle affirmation ne peut exister que dans une revue hors-sol. Il serait impossible de tenir un tel discours auprès de la gauche iranienne, ou à quiconque s'intéresse à la question de l'Iran.

Dans une bulle, à l'écart de tout, on peut bien inventer la narration qu'on veut. On a affaire à cela ici. Mais dans le monde réel, il est impossible d'affirmer une chose pareille. On est ici dans l'équivalent des petits groupes qu'on peut trouver dans tel ou tel pays fascinés par la Corée du Nord. C'est un romantisme qui idéalise n'importe comment, pour s'imaginer aux premières loges de l'Histoire.

Toutefois, on parle ici de gens au Brésil. Qu'en Suisse, il y ait des gens pour avoir de tels fantasmes, ou bien en Angleterre ou en Italie, cela se conçoit. « On s'invente une vie. »

Mais au Brésil, un pays où le réel s'impose par définition ? Comment, par exemple, ne pas voir que les mentalités des hauts dignitaires religieux iraniens sont les mêmes que celles des mafieux, qu'on a le même fond féodal, patriarcal, brutal et sordide ?

A Nova Democracia semble, avec une telle position, chercher à tout prix à s'accrocher à quelque chose. Et c'est le cas, puisque tout y passe : on a dans un même sac les maoïstes indiens, le Hamas à Gaza, la République islamique d'Iran, qui tous relèveraient d'une sorte de front révolutionnaire qu'on devrait appeler... « maoïste ».

On est là dans un fantasme absolu. Ce n'est même plus du révisionnisme, c'est seulement n'importe quoi. Le maoïsme dit que les masses font l'Histoire, qu'il faut le Parti révolutionnaire aux commandes. Que partout dans le monde, l'heure est au Parti.

Par un tour de passe-passe pourtant, tous ces principes disparaissent et la révolution mondiale armée se produit par enchantement.

Voici ce qu'on lit dans l'éditorial du 4 avril 2026, intitulé « Soutenir la révolution en Inde et la résistance nationale en Palestine et en Iran est la mission suprême des anti-impérialistes du monde entier ».

« La nation iranienne confirme ce que le peuple palestinien a démontré avec une telle maîtrise, un tel héroïsme et une telle force lors du Déluge d'Al-Aqsa : l'impérialisme est un tigre de papier, une thèse maoïste parfaitement valable hier comme aujourd'hui.

La guerre d'agression, par laquelle Trump avait juré de soumettre la République islamique d'Iran en deux semaines, dure depuis plus d'un mois, et les résultats, tant militaires que politiques, sont terribles pour les Américains et les nazis-sionistes ; ce sont des échecs et des défaites humiliantes. »

Exprimer une fascination sordide pour la stupidité sanglante et suicidaire du « Déluge d'Al-Aqsa » relève le fond du problème : on est dans la fiction, dans l'invention. C'est à croire que Gaza n'a pas été détruit et que le martyr des Gazaouis, qui continue, n'existerait pas.

Tout est bon à prendre, dans ce genre de démarche. On a d'ailleurs un grand classique qui est le concept de « nazi-sioniste », typique d'une sorte d'antisémitisme qui ne s'assume pas, et qui est une grande insulte pour les communistes qui savent très bien ce qu'a commis le nazisme, d'un degré exterminateur bien différent des massacres génocidaires de l'État israélien.

Cependant, on l'aura compris : on a pas affaire ici à un point de vue scientifique. On a affaire à l'éloge de la violence comme l'a fait Georges Sorel, on est pareillement dans l'espoir d'une mobilisation irrationnelle autour d'un mythe mobilisateur. On est dans l'esthétisation de l'héroïsme du guerrier, dans la fascination pour les religions et les nationalismes en raison de leur magnétisme.

Il faut vraiment étudier Georges Sorel ; on comprend alors tellement de choses sur les « ultras » ! Mais regardons justement les propos d'Abdollah Nekounam Ghadiri, l'ambassadeur d'Iran au Brésil, qui a accordé une « interview exclusive » à *A Nova Democracia*.

C'est une interview cordiale, où il s'agit de « faire front », d'établir une apparence d'unité, tant d'un côté que de l'autre.

« **A Nova Democracia** : Nous constatons les agressions contre divers pays du Moyen-Orient, notamment l'Iran, la Palestine et le Liban, mais aussi contre le Venezuela et Cuba, qui ont suscité une vague anti-impérialiste au sein des populations. Peut-on considérer le moment présent comme propice à une explosion de la lutte anti-impérialiste à travers le monde ?

Ambassadeur d'Iran : Je crois que les événements récents nous ont permis de mieux comprendre les agissements de ces deux régimes. D'une certaine manière, toute cette image créée dans les années 40 et 50, qui montrait, à travers les films américains, que les États-Unis étaient accueillants, réceptifs et acceptaient les immigrants...

Toutes ces images ont été détruites, et nous constatons la réalité telle qu'elle est : des politiques motivées par des intérêts personnels. Et les autorités américaines, en plus d'utiliser des milliards de dollars dans ces guerres, prélevés sur les impôts de leurs citoyens, ont également terni l'image de leur pays.

A Nova Democracia : Messieurs et camarades, nous vous remercions encore une fois pour votre temps et pour cet échange. Ce fut un honneur pour le journal *A Nova Democracia* d'être présent, et nous avons une fois de plus démontré notre profonde solidarité avec le peuple iranien et notre soutien indéfectible à la République islamique d'Iran.

Ambassadeur d'Iran : Je vous remercie également de m'avoir donné l'occasion de m'entretenir avec vous et vos téléspectateurs. Je vous souhaite à tous plein succès ! Au revoir ! »

Pas la peine de connaître les propos de l'ambassadeur ; on les devine et de toute façon, on est ici dans une mascarade. On a compris le principe : c'est de l'anti-impérialisme au point de choisir de s'aveugler.

Le plus étrange est qu'*A Nova Democracia* valorise Gonzalo, qui a été le dirigeant du Parti Communiste du Pérou des années 1970-1990, à la tête de la Guerre Populaire. Or, il a bien dit qu'on était à une époque où partout les Partis Communistes fondés sur le maoïsme devaient être à la tête. C'était pour lui valable pour tous les pays.

Il faut croire que les gens d'*A Nova Democracia* ne l'ont pas compris, ou ne sont pas d'accord. Ou bien après tout, qu'une interview avec un ambassadeur d'un pays en guerre contre les États-Unis, c'est ce qui compte plus que tout, et en tout cas davantage que les principes. ■

Le durcissement de la Crise : le capitalisme ne s'enlise pas, il avance vers la violence de sa fin

En France, nombre d'analyses décrivent la période présente à l'aide de la notion d'enlissement : enlissement économique, enlissement démocratique, enlissement international ou « géopolitique » pour reprendre ce terme que nous rejetons.

Pour comprendre cette idée, essayons de donner quelques exemples significatifs. Pour cela, notons que nous conceptualisons ici sur le plan du matérialisme dialectique cette notion, mais beaucoup de courants critiques interprètent la conjoncture à travers des catégories proches de l'enlissement, même lorsqu'ils n'emploient pas toujours ce terme explicitement. C'est justement ce tâtonnement conceptuel que nous voulons ici clarifier pour préciser notre Ligne Rouge et donner la boussole, afin de préparer le tempo de la rupture.

Chez Jean-Luc Mélenchon et dans les analyses de La France Insoumise par exemple, la crise est souvent pensée comme relevant d'un blocage démocratique ou encore plus spécifiquement comme une simple impasse institutionnelle : la Ve République serait devenue incapable d'absorber les aspirations populaires, ce qui met justement l'accent sur l'épuisement des formes politiques héritées. Cette lecture éclaire la crise de représentation, mais tend à tout cristalliser sur la question institutionnelle, et même en fait sur la seule question de l'élection présidentielle qui déciderait de tout.

La méthode insoumise consiste ici à admettre la Crise comme un désordre, et sa force est d'assumer l'enjeu de la conquête politique comme étant la question centrale et de donner au phénomène l'image apparente d'une cristallisation nodale des contradictions, un nexus où l'ancien se maintient en se décomposant et où le nouveau émerge encore

sous des formes inachevées. C'est la démagogie de la « nouvelle France ».

On est dans un dévoiement du matérialisme dialectique, qui subjugué et détourne les consciences et les énergies de manière malheureusement efficace.

Il y a chez les Insoumis un déplacement de centralité pseudo marxiste. Car en réalité, la contradiction principale n'est pas d'abord située dans l'arène électorale, mais dans les transformations des rapports de production. Faire de la présidentielle le cristal stratégique revient à surévaluer la superstructure politique relativement aux mutations de la base économique.

En absolutisant l'élection présidentielle comme horizon stratégique, les Insoumis prennent l'effet pour la cause : ils investissent la superstructure électorale, alors que la contradiction motrice se déploie d'abord dans la restructuration de l'appareil productif, la recomposition du salariat, et de l'ensemble de la société, dans le cadre de l'économie de guerre, la militarisation industrielle et la redistribution territoriale du capital.

L'erreur de Jean-Luc Mélenchon et de La France insoumise, sans même parler ici de leur épouvantable démagogie sans limite allant jusqu'à assumer l'antisémitisme comme étendard, est de cristalliser leur stratégie sur la séquence présidentielle, c'est-à-dire sur la forme politico-institutionnelle la plus visible de la crise, plutôt que sur le noyau contradictoire plus décisif que constituent les restructurations économiques contemporaines. Ils privilégient le moment de représentation du conflit plutôt que son procès matériel de production et de recomposition.

On peut aussi prendre l'exemple de Frédéric Lordon, l'idéologue petit-bourgeois mis à la mode dans la mobilisation des couches éduquées des grandes métropoles à l'occasion de Nuit Debout en 2016.

Selon lui, l'accent porterait davantage sur la reproduction indéfinie de politiques discréditées et sur l'incapacité du libéralisme à sortir de ses propres contradictions. Son idée centrale est celle d'un système enfermé dans ses routines coercitives, condamné à répéter les mêmes remèdes qui aggravent le mal.

Mais, du point de vue matérialiste dialectique, la limite de cette lecture tient là aussi à un cristal mal situé : la contradiction est principalement saisie au niveau de la répétition idéologico-institutionnelle, comme si le cœur du processus résidait dans une sorte d'obstination doctrinale des élites.

Frédéric Lordon essaye de comprendre le mouvement, pourtant il ne voit que la répétition politique apparente, qui n'est que la forme visible d'un mouvement plus profond : la restructuration économique autour des monopoles du capitalisme, la polarisation tendancielle des classes, le déplacement des centres de l'impérialisme et la montée généralisée de l'économie de guerre.

En fixant l'analyse sur la boucle des politiques dites « néolibérales », on se réduit à ne voir que la stagnation apparente là où s'opère en réalité une transformation conflictuelle du mode de production. Le mode de production capitaliste ne se contente pas de répéter, d'ailleurs du point de vue matérialiste dialectique rien ne peut simplement se répéter sans se transformer tendanciellement. Le mode de production capitaliste est entré dans la spirale d'un puissant nexus révolutionnaire, il se réorganise en durcissant les rapports sociaux en interne et en externe pour échapper à l'éclatement.

Enfin, dans des organisations comme le Nouveau Parti anticapitaliste ou Lutte ouvrière par exemple, les notions de crise durable, de marasme ou de décomposition du capitalisme

servent à désigner l'usure historique du système et son incapacité à offrir une perspective progressiste aux masses.

Ces approches ont une force descriptive réelle ; elles saisissent en un certain sens la profondeur de la crise. Toutefois, leur limite commune est de suggérer prioritairement l'épuisement ou l'impasse, là où il faut aussi penser la reconfiguration offensive du capitalisme : militarisation, autoritarisme, polarisation géopolitique et résurgence de formes parastatistiques ou semi-féodales.

On pourrait poursuivre ainsi l'analyse des narratifs et des tentatives de vision du monde qui se multiplient imparfaitement. Mais on comprend ici l'essentiel : il est vu que le temps du capitalisme vacille, mais la cristallisation de la Crise est partout mal comprise.

C'est là qu'apparaît le besoin d'un poste de commandement idéologique clair, maîtrisant au mieux la science, le matérialisme dialectique. C'est là une question pratique de moyen : analyser et comprendre l'état de la Crise dans son mouvement, ses étapes, pour produire la Ligne Rouge à suivre, identifier la Ligne Noire à écraser. Mais c'est aussi dans le même geste une question théorique : faire émerger la vision du monde annonçant le nouvel ordre, se projetant dans le futur en cristallisant le sujet révolutionnaire de notre époque.

Nous disons donc que le Nexus dans lequel nous sommes parvenus va permettre justement cette cristallisation comme processus. Et une cristallisation n'est pas un enlisement, mais un durcissement.

Le terme d'enlisement a néanmoins l'avantage de suggérer l'usure, la difficulté à sortir de la crise, voire l'épuisement des anciennes solutions. Mais il demeure insuffisant dès lors qu'il laisse entendre une inertie générale, comme si le capitalisme se contentait de s'enfoncer sans se reconfigurer. Or ce que l'on observe n'est pas une simple paralysie, c'est une transformation sous tension.

Cette tension est marquée par la recomposition violente des rapports de force, la multiplication des formes de coercition et la réactivation de structures sociales que l'on croyait marginalisées, mais qui persistaient dans le capitalisme comme couches semi-féodales voire semi-tribales non résolues malgré leur obsolescence historique.

Le terme d'enlissement est donc théoriquement insuffisant, car il suggère une stagnation passive, comme si les contradictions du capitalisme demeuraient figées dans une impasse sans dynamique interne. Or, du point de vue matérialiste dialectique, une crise historique n'est jamais une immobilité, elle constitue une étape déterminée du développement contradictoire d'un mode de production, où les tensions accumulées changent de forme, se hiérarchisent et tendent vers des transformations qualitatives en s'accumulant.

La période contemporaine doit ainsi être comprise comme un durcissement conflictuel du capitalisme. Les contradictions économiques, sociales internes et externes ne disparaissent pas, elles se concentrent au sein d'un faisceau de contradictions dominé par la crise de valorisation du capital et la concurrence inter-impérialiste. Ce processus se traduit par une montée des formes coercitives, militaires et autoritaires, à mesure que l'ancien ordre cherche à se reproduire tout en portant en lui les éléments de sa propre transformation et les éléments de son passé qu'il n'a pas résolus.

Cette dynamique ne produit pas seulement des appareils étatiques plus répressifs, elle favorise nécessairement et également la résurgence de phénomènes semi-féodaux dans les interstices du capitalisme avancé jusqu'à le gagner lui-même, c'est pourquoi, piégé par ses propres contradictions, le durcissement du capitalisme, c'est la spirale infernale de la répression et de la cannibalisation de la société.

Dans des pays comme la France, la fragmentation sociale, l'affaiblissement de la vie civile et collective et la désorganisation territoriale peuvent nourrir l'emprise de

structures para-politiques ou para-économiques de nature semi-féodales : sectes religieuses, réseaux clientélares, économies criminelles, mafias liées au narcotrafic, formes locales de souveraineté privée.

Dans plusieurs pays émergents, on observe parallèlement un renforcement de formes autoritaires hybrides, où l'État capitaliste s'articule à des logiques semi-féodales semi-coloniales de tout type : patriarcales, claniques, oligarchiques ou religieuses, au détriment des tendances libérales issues de la phase précédente de mondialisation.

Loin d'un simple enlissement, la crise actuelle désigne donc un moment de tension accrue où la conflictualité devient le mode normal de reproduction d'un système parvenu à un seuil critique de son développement.

Il faut ici parler de développement, car le capitalisme ne peut cesser d'avancer. Néanmoins, son développement historique est en rupture toujours plus complète avec le mouvement dialectique de l'Humanité vers son rendez-vous avec la Nature, avec le Cosmos. Le développement du capitalisme « bloque » l'Histoire, et fait apparaître par contraste le mouvement même de celle-ci et sa puissante nécessité comme jamais l'Humanité n'en avait pris conscience. Toute la charge révolutionnaire de notre époque est contenue dans ce contraste et sa potentielle cristallisation.

Au plan du matérialisme historique, si le capitalisme connaît bien un ralentissement de l'accumulation dans plusieurs secteurs, cette difficulté n'abolit nullement sa dynamique. Elle la déplace vers des formes plus agressives d'extraction de valeur, de mise en concurrence généralisée, de compression des dépenses pour acheter la paix sociale à défaut de pouvoir la produire et de militarisation des États.

Mais dans une perspective matérialiste dialectique, une contradiction n'est pas un simple état de panne : elle est un rapport social traversé de tensions qui cherche sa résolution provisoire dans un nouveau rapport de forces.

La crise générale du capitalisme ne doit donc pas être pensée comme un marécage, mais comme une séquence où les médiations antérieures développées dans le capitalisme s'usent. À mesure que s'affaiblissent les compromis hérités de la période précédente, les antagonismes de classe, les rivalités inter-impérialistes et les conflits internes et externes prennent une forme plus nue et plus violente.

Le mot de durcissement permet mieux de saisir ce passage, cette étape. Il désigne l'intensification des contraintes, la réduction des marges de compromis et le recours croissant à la force, sous des formes économiques, juridiques, policières, diplomatiques ou militaires. Il permet de dire que le mode de production capitaliste dans son ensemble répond à ses propres contradictions en accentuant ses logiques les plus violentes.

La crise actuelle peut être définie comme une phase de durcissement conflictuel du capitalisme. Les contradictions structurelles sous toutes leurs formes ne débouchent plus principalement sur des compromis stabilisateurs. Elles s'expriment de plus en plus par le choc entre blocs, par la réorganisation coercitive des chaînes de valeur dans des restructurations militaro-industrielles et la montée des appareils de sécurité dans un contexte de cannibalisation interne et de course aux armements externe.

Ce durcissement a ainsi une double dimension.

Externe, il se traduit par la remilitarisation des relations internationales, la relance des dépenses d'armement, des guerres, de la lutte pour le contrôle des approvisionnements énergétiques, technologiques et logistiques.

Interne, il prend la forme d'une restructuration autoritaire des sociétés : perte de contrôle budgétaire et endettement croissant, priorités industrielles recentrées sur les secteurs stratégiques, dégradation des protections collectives, et extension de dispositifs policiers ou administratifs de contrôle.

Autrement dit, la crise n'est pas seulement économique : *elle devient une modalité générale d'organisation sociale du capitalisme*. La conflictualité cesse d'être un phénomène tendanciel et tend à devenir le mode ordinaire et généralisé de fonctionnement du capitalisme, le dévorant en interne et en externe.

Ce point ayant été clarifié, prenons quelques exemples significatifs pour documenter et illustrer cette étape du durcissement.

Le premier indicateur de celui-ci est bien sûr la hausse globale des dépenses militaires. D'après le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute, fondé en 1966), les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 718 milliards de dollars en 2024, soit une hausse réelle de 9,4 % sur un an, la plus forte depuis au moins la fin de la guerre froide. L'Europe, y compris la Russie, a connu une hausse de 17 %, tandis que les États membres de l'OTAN ont tous accru leurs budgets. Cela indique moins un simple « climat d'insécurité » dont on pourrait sortir qu'une entrée dans un nouveau cycle de remilitarisation allant à l'affrontement.

Le second indicateur est la constitution de dispositifs supranationaux d'armement, formalisation des blocs instables et en compétition. La Commission européenne affirme explicitement, dans sa stratégie *ReArm Europe / Readiness 2030*, vouloir réarmer l'Europe, produire plus vite, faciliter le déploiement des troupes et mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros via flexibilités budgétaires et prêts communs. Une telle orientation signale un saut qualitatif : l'intégration régionale n'est plus seulement marchande, elle devient aussi militaro-industrielle.

Le troisième indicateur est la généralisation des guerres de position impérialistes et des conflits par procuration. La guerre en Ukraine, la guerre à Gaza et la militarisation croissante de la zone indo-pacifique révèlent une concurrence plus dure entre puissances installées et puissances ascendantes dans l'impérialisme.

Les sanctions, le contrôle des semi-conducteurs, les corridors énergétiques, les routes maritimes et les terres rares deviennent des enjeux immédiats de souveraineté armée se passant de toute recherche d'arbitrages juridiques tels que le capitalisme avait tenté de l'établir depuis les années 1980. L'impérialisme contemporain ne se réduit donc pas à la conquête territoriale classique ; il articule accumulation financière, moyens technologiques et logistiques, recomposition du droit international et force militaire.

En France, le durcissement ne prend pas seulement la forme d'un discours sécuritaire ou d'une brutalisation des institutions et de la vie politique dans le cadre, déjà catastrophique, de la Ve République : il s'inscrit dans la réorganisation tendancielle de l'appareil productif vers une économie de guerre. La loi de programmation militaire 2024-2030 prévoit 413,3 milliards d'euros de besoins financiers programmés, avec une montée régulière des crédits de la mission Défense jusqu'en 2030. La base industrielle et technologique de défense (BITD) est présentée comme un élément de la capacité souveraine nationale et de restructuration territoriale, ce qui place l'appareil productif sous une exigence croissante de disponibilité stratégique. C'est littéralement une fuite en avant.

Cette orientation s'accompagne d'une mobilisation organisée de tout le système financier. Les documents publics de 2025 sur le financement de la BITD montrent que l'État travaille explicitement à lever les obstacles bancaires et réglementaires qui limitaient le financement des entreprises de défense, notamment des PME et ETI, afin de renforcer la polarisation autour des grands monopoles industriels. Le plaidoyer mené auprès des acteurs financiers et des institutions européennes manifeste une normalisation politique du financement de l'armement et pousse au développement d'un narratif martial visant à caporaliser les masses.

La notion même d'économie de guerre, relancée dans les narratifs institutionnels depuis 2022,

produit ainsi des effets matériels : réduction des délais de production, hausse des carnets de commandes, soutien public aux chaînes de sous-traitance, investissements dans les munitions, les drones, la cyberdéfense et les infrastructures duales civilo-militaires permettant la militarisation qualitative croissante de l'économie.

La montée en cadence de la production d'obus de 155 mm, la centralité nouvelle des stocks, ainsi que la réévaluation de la résilience logistique et énergétique, indiquent que l'économie n'est plus pensée seulement selon le rendement marchand immédiat, mais selon les besoins d'une conflictualité prolongée, d'une marche à la guerre.

Dans une lecture dialectique, il faut toutefois souligner que cette économie de guerre reste contradictoire. Elle prétend renforcer la souveraineté alors même qu'elle dépend d'alliances, de marchés export et de contraintes budgétaires fortes. Elle veut accélérer la production tout en s'appuyant sur une base industrielle qui a été comprimée durant des décennies.

Elle révèle donc à la fois un réarmement réel et les limites historiques du capitalisme français, poussé à la vassalisation vers les États-Unis d'Amérique mais cherchant à faire en même temps de l'Union européenne un syndicat impérialiste alternatif permettant à la France de jouer relativement sa propre partie de par ses capacités de projection, sa puissance balistique et nucléaire pensée en termes de plus en plus offensifs.

Ainsi, le concept de durcissement a un avantage théorique décisif : il permet d'articuler mouvement et crise. Là où l'idée d'enlisement évoque surtout l'inertie, le durcissement montre comment le mode de production capitaliste tente de se reproduire en intensifiant ses propres contradictions.

Il désigne une fuite en avant structurée, et non une simple immobilité, impossible factuellement.

Il permet aussi d'unifier les plans d'analyse, le particulier historique de l'Humanité et la dialectique générale. La même logique se lit dans le retour de l'armement, dans la pression accrue sur les finances publiques, dans la priorisation des industries stratégiques, dans les politiques de sécurité intérieure et dans la brutalisation des rapports internationaux.

Le durcissement n'est pas un phénomène sectoriel, c'est une forme de totalisation de la Crise, une étape vers la cristallisation des positions et donc vers la rupture.

Enfin, cette notion évite l'illusion selon laquelle la crise conduirait mécaniquement à l'effondrement. Rien ne garantit qu'une contradiction aiguë se résolve de manière émancipatrice. Elle peut aussi être gérée, temporairement, par davantage de coercition.

Parler de durcissement conflictuel du capitalisme revient donc à prendre au sérieux la possibilité d'une stabilisation relative, autoritaire et militarisée, de la Crise elle-même et en appelle à la lutte au-delà de la seule prise de conscience nécessaire pour accroître la violence des contradictions afin de pousser sans répit ni esprit de compromis à la rupture.

C'est pourquoi nous avons commencé par évoquer l'image du cristal pour comprendre notre idée de durcissement et par contraste l'opposer aux « faux cristaux » qui sont en fait une manière de parler d'enlèvement.

Il ne faut pas confondre l'amas et le cristal : l'un est simple dépôt du flux, l'autre concentration active des contradictions.

Prenons l'image d'une rivière, lorsque le courant ralentit à un virage, il abandonne des galets qui s'accumulent peu à peu sur la berge. Cette forme visible peut impressionner par son volume, mais elle n'exprime aucune logique interne autre que l'effet mécanique du mouvement de l'eau.

Le cristal obéit à une tout autre dynamique : il ne résulte pas d'un simple entassement, mais d'une structuration, d'un ordre produit par des

tensions déterminées. De la même manière, dans l'histoire, certains phénomènes ne sont que des dépôts conjoncturels charriés par le cours des événements, tandis que d'autres condensent réellement les contradictions d'une époque et révèlent le point où l'ancien se défait tandis que le nouveau cherche sa forme.

Tous les cailloux du courant ne font pas un cristal historique.

Contre les fausses théories des insoumis ou des pseudo-marxistes de la gauche en France, nous affirmons donc ici de remplacer l'image de l'enlèvement par celle du durcissement conflictuel. La crise présente du mode de production capitaliste ne se caractérise pas d'abord par l'immobilité, mais par l'intensification des antagonismes et par la recherche de solutions coercitives à des contradictions devenues plus visibles.

Sur le plan externe, cela se traduit par la remilitarisation impérialiste et la montée des rivalités de blocs. Sur le plan interne, en France, cela s'observe dans la réorganisation progressive de l'appareil productif, du financement public et des priorités industrielles vers une économie de guerre.

Autrement dit, le capitalisme n'est pas simplement empêtré dans sa crise : il la traverse en durcissant ses formes d'organisation, de domination et de reproduction.

Répondre à ce durcissement, ce n'est pas proposer une solution institutionnelle ou technico-politique, ou penser vivre d'une rente sur les contradictions accumulées.

Les Insoumis ou les pseudo-marxistes veulent régner sur des amas des berges du capitalisme ; nous, nous voulons transformer les galets en cristaux et cela suppose des forces gigantesques et violentes, assumant la rupture nécessaire.

Les galets s'ajoutent les uns aux autres, les cristaux transforment la quantité en qualité.

Dans une rivière, les pierres s'accumulent parce que le courant les transporte puis les dépose là où sa force diminue : il s'agit d'un simple effet mécanique d'addition.

Chaque galet reste ce qu'il était auparavant ; seul change le nombre d'éléments réunis au même endroit. La cristallisation obéit à une logique tout autre.

Elle apparaît lorsqu'un milieu, une situation, atteint un seuil d'instabilité : ce qui était dispersé ne peut plus demeurer dans l'ancien équilibre.

À partir d'un noyau initial, les particules cessent alors d'être seulement juxtaposées, elles s'ordonnent selon une structure nouvelle, régie par des forces d'attraction internes et par la recherche d'une stabilité supérieure.

On ne voit plus seulement une accumulation, mais une transformation de nature. C'est pourquoi cette métaphore est précieuse pour penser l'histoire : certains phénomènes ne sont que des amas conjoncturels produits par le flux des événements, tandis que d'autres signalent qu'un seuil critique a été franchi et qu'une nouvelle forme d'organisation est en train d'émerger.

Les galets s'amassent dans le courant, les cristaux révèlent qu'un monde change de structure.

Nous sommes le noyau de cette cristallisation émergente. ■

« Nous, les marxistes-léninistes-maoïstes, nous avons en perspective, pour atteindre notre but final le communisme, la réalisation de trois types de révolutions :

1) La révolution démocratique, qui est la révolution bourgeoise de nouveau type, dirigée par le prolétariat, pour les pays arriérés, et qui instaure la dictature conjointe des classes prolétaire, paysanne et la petite bourgeoisie et, dans certaines conditions, la bourgeoisie moyenne, sous l'hégémonie du prolétariat ;

2) La révolution socialiste dans les pays impérialistes et capitalistes et qui instaure la dictature du prolétariat ;

3) Les révolutions culturelles que l'on réalise pour continuer la révolution sous la dictature du prolétariat, dans le but de soumettre et d'éliminer toute réapparition du capitalisme et aussi pour combattre, armes à la main, les aspirations à une restauration capitaliste.

Les révolutions culturelles servent à renforcer la dictature du prolétariat et à marcher vers le Communisme.

Ainsi, comme aucune classe dans le monde n'a pu prendre le pouvoir d'un seul coup et ne l'a conquis que par un processus de restaurations et de contre-restaurations, quand le prolétariat prend le pouvoir et établit sa dictature, la lutte de la bourgeoisie pour restaurer le capitalisme se renforce et un processus historique de lutte s'ouvre alors entre le prolétariat pour maintenir et défendre sa dictature et conjurer la restauration capitaliste, et la bourgeoisie qui veut récupérer le pouvoir.

Parti Communiste du Pérou, La ligne internationale (1988)

Chercheurs en physique quantique pour le désarmement : Manifeste

En tant que chercheurs en sciences et technologies quantiques, nous publions ce manifeste afin d'exprimer nos profondes inquiétudes quant à la situation géopolitique actuelle et à la course mondiale au réarmement. Nous nous opposons fermement à toute forme de militarisation de nos sociétés et, en particulier, au sein du monde académique.

Nous rejetons catégoriquement l'utilisation de nos recherches à des fins militaires, de contrôle des populations ou de surveillance. Nous nous opposons au financement militaire de la recherche. Ce manifeste est un appel à l'action : affronter le problème majeur de la recherche quantique et rassembler tous les chercheurs qui partagent nos convictions.

Nos principaux objectifs sont :

- Exprimer, collectivement, notre rejet de l'utilisation de nos recherches à des fins militaires.
- Ouvrir un débat au sein de notre communauté sur les implications éthiques de la recherche quantique à des fins militaires.
- Créer un forum où les scientifiques concernés peuvent partager leurs opinions et unir leurs forces pour soutenir une recherche démilitarisée. • Plaider pour la création d'une base de données publique recensant tous les projets de recherche menés dans les universités publiques et financés par des agences militaires ou de défense.

Nous exposons ci-après nos préoccupations et les raisons de notre opposition à la militarisation de la recherche quantique.

La guerre fait à nouveau rage à travers le monde, avec des estimations allant de 70 à plus de 110 conflits armés actuellement en cours [1, 2]. Dans ce contexte déjà préoccupant, nous assistons à une course mondiale au réarmement qui s'accélère [3-6]. Si l'Asie de l'Est et l'Asie de l'Ouest jouent également un rôle clé dans cette tendance mondiale, c'est sur le continent européen que la course aux armements s'intensifie le plus dramatiquement.

La Russie a récemment connu un processus de militarisation drastique [3, 4]. L'Ukraine, en proie à une guerre éprouvante, consacre actuellement plus de 30 % de son PIB à la défense [3, 4]. De plus, principalement en réponse à l'invasion russe de l'Ukraine et sous l'influence de Trump, de nombreux pays de l' Union européenne (UE) se sont lancés dans une course au réarmement sans précédent [7].

Le budget total de la défense des États membres de l'UE est actuellement le deuxième plus élevé au monde, juste après celui des États-Unis [8-11]. Malgré cela, tous les pays de l'OTAN se sont engagés à augmenter leurs budgets de défense nationale jusqu'à 5 % de leur PIB [12].

Ces pays ont déjà atteint l'objectif de 2 % en 2025 [13], y compris ceux dont les marges de manœuvre en matière de dépenses publiques sont considérées comme limitées, comme l'Italie [14].

Le secteur de la recherche et du développement n'échappe pas à cette tendance.

Au contraire, il est par exemple explicitement identifié comme l'un des principaux secteurs où les gouvernements nationaux des États membres de l'UE peuvent choisir d'allouer les fonds prévus par le plan Réarmer l'Europe (actuellement connu sous le nom de « Plan Readiness 2030 ») [15], tandis que le développement de projets de recherche axés sur les technologies à double usage avait déjà été préconisé dans un livre blanc de 2024 [16].

En tant que chercheurs en information quantique et en technologies quantiques, nous constatons également une augmentation du nombre de projets de recherche et d'applications à vocation militaire dans nos domaines [17-19], tant dans le secteur privé que public.

Parmi les applications concrètes, on peut citer, par exemple, la distribution de clés quantiques et les réseaux cryptographiques pour les communications entre forces militaires, les radars quantiques spatiaux pour la surveillance satellitaire, la détection quantique et les horloges quantiques pour la navigation et le positionnement militaires, et les capteurs quantiques pour drones [17].

Nous reconnaissons que les nouvelles technologies, y compris les technologies quantiques, ne sont pas neutres. Par exemple, l'apprentissage automatique et l'informatique en nuage sont déjà utilisés pour réprimer les populations en traitant des ensembles de données individuelles et en manipulant les opinions [20].

De même, les technologies quantiques peuvent améliorer de nombreux outils employés dans la course au réarmement, comme le reconnaissent différents ministères de la Défense nationaux et alliances internationales [21-28].

Par exemple, l'OTAN considère les technologies quantiques comme faisant partie de la catégorie plus large des technologies émergentes et de rupture (TED) qui sont essentielles à la défense et à la sécurité [21]. De plus, en janvier 2024, l'OTAN a publié sa stratégie officielle en matière de technologies quantiques, visant à construire une « Alliance prête pour les technologies quantiques » [22].

L'Union européenne affirme également clairement que l'un des objectifs du développement des technologies quantiques en Europe est la défense et la sécurité [23]. Rosatom, la société d'État russe pour l'énergie nucléaire — y compris les armes nucléaires —, a également élaboré une feuille de route pour l'informatique quantique [24].

Le 14^e plan quinquennal de la Chine inclut le développement stratégique des technologies quantiques [25, 26].

De plus, le plan budgétaire « RDT&E » du département de la Défense des États-Unis (actuellement département de la Guerre) prévoit un financement constant pour les applications quantiques [27, 28].

Dans les estimations de 2024 pour le budget 2025, il a été déclaré que le développement des technologies quantiques est « essentiel au maintien de la supériorité technologique de la nation », dans le but de créer une « chaîne d'approvisionnement quantique » qui « permettra des applications de défense de la technologie quantique ainsi que des applications à double usage » [29].

En outre, l'Inde a lancé la Mission nationale quantique en étroite collaboration avec le secteur de la défense public et privé [30]. Des initiatives similaires émergent dans plusieurs autres pays, notamment au Japon [31], en Corée du Sud [32], en Iran [33], en Turquie [34], au Brésil [35] et au Pérou [36].

L'augmentation des financements militaires alloués à la recherche fondamentale et appliquée sur les technologies émergentes, y compris les technologies quantiques, ne se limite pas aux grandes puissances militaires mondiales. Dans un contexte plus large, cette expansion opaque prend souvent la forme de partenariats militaro-universitaires asymétriques entre les ministères de la Défense des nations puissantes et les institutions universitaires des pays du Sud.

Cette stratégie constitue un mécanisme subtil par lequel les pays hégémoniques imposent leur influence indirecte sur les nations du Sud. Par exemple, du point de vue des États qui peuvent consacrer moins de fonds publics à la science, ces financements peuvent soutenir des projets qui, autrement, ne seraient pas réalisés, et contribuer au maintien des infrastructures et du personnel existants, apparaissant comme des offres quasi irrévocables [37].

L'autre aspect de ces accords militaro-universitaires, conçus par les puissances hégémoniques, est l'utilisation de ces fonds pour rendre leur armée nationale « plus meurtrière que jamais », comme indiqué sur le site web du Commandement du développement des capacités de combat de l'armée américaine (DEVCOM) [38].

Nous, scientifiques dont les recherches peuvent contribuer au développement de ces nouvelles technologies, sommes préoccupés par la situation géopolitique actuelle et la réaction de tous ces gouvernements à travers le monde qui se concentrent de plus en plus sur le réarmement et l'expansion de leur présence et de leur influence militaires au sein de nos sociétés.

Historiquement, une course au réarmement, combinée à la montée de l'extrême droite et des mouvements nationalistes – comme nous l'avons constaté récemment dans de nombreux pays à travers le monde – a toujours conduit à des conflits majeurs et à la perte de la liberté et de la démocratie. Les armes n'ont jamais été conçues pour ne pas être utilisées.

Nous sommes également extrêmement alarmés par des déclarations telles que celles du recteur de l'une des plus importantes institutions d'Allemagne, qui a affirmé que les universités devraient renoncer à leur neutralité et développer leurs axes de recherche axés sur les applications militaires, au nom de la défense de la « liberté et de la démocratie », et a critiqué les universités qui se considèrent comme des « tours d'ivoire » refusant de travailler pour les « besoins de leur pays » [39].

Ces arguments ignorent complètement la montée des mouvements d'extrême droite en Europe, y compris en Allemagne : personne ne peut garantir que la recherche militaire menée par les universités publiques des prétendues « démocraties libérales » ne sera pas utilisée à des fins illibérales à l'avenir.

Des fins illibérales qui pourraient très bien être présentées comme les « besoins du pays », comme cela s'est déjà produit dans les heures les plus sombres de notre passé. Une fois une technologie à double usage développée, elle peut être employée au nom de la défense de la « liberté », mais tout aussi facilement pour servir les intérêts des régimes autoritaires.

Au-delà de cela, nous sommes fermement convaincus que la neutralité militaire des universités et des institutions publiques de recherche est essentielle pour garantir que la recherche publique serve le bien de l'humanité entière, et non les intérêts géopolitiques des gouvernements locaux. Dès l'instant où les institutions de recherche s'alignent sur les objectifs militaires de leur pays, elles renoncent à l'indépendance même qui confère à leurs recherches leur légitimité.

Invoquer l'argument de l'urgence et affirmer que cette indépendance pourra être rétablie une fois la crise passée est à la fois délicat et dangereux : lorsqu'une université est profondément impliquée dans les ministères de la Défense, les agences de défense et le complexe militaro-industriel au sens large – par exemple en dépendant fortement de financements provenant de ces sources, comme c'est le cas aux États-Unis [40, 41] – il devient extrêmement difficile d'inverser cette tendance.

Cela exigerait une restructuration radicale du système financier de l'université, possible uniquement grâce à une action politique forte et soutenue.

Considérons également que l'argument selon lequel la guerre est parfois inévitable, souvent avancé pour prouver un réarmement massif, ressemble trop souvent à une prophétie autoréalisatrice plutôt qu'à une analyse fondée de la situation géopolitique actuelle, dans laquelle il n'est certainement pas trop tard, par exemple, pour éviter une guerre majeure impliquant tous les pays européens.

Une prophétie non seulement dangereuse, mais aussi instrumentalisée pour légitimer un transfert sans précédent de fonds publics vers la sphère militaire, et pour nourrir les germes du militarisme dans différents secteurs de la société, y compris le monde universitaire. L'histoire du XXe siècle montre que la doctrine de la paix par la force, toujours présente dans la rhétorique politique actuelle [42, 43], a trop souvent conduit à des conflits dévastateurs.

Pourtant, elle continue d'être invoquée comme un argument sophistique pour rassurer les populations européennes, leur faisant croire que le réarmement européen est une garantie de paix et non un prélude à la guerre.

Dans ce contexte évolutif, nous souhaitons mieux comprendre l'ampleur de l'infiltration militaire dans le domaine de la recherche quantique mondiale, et plus précisément, l'impact du récent réarmement massif en Europe sur ce processus.

Nous voulons savoir si des groupes travaillant sur les technologies quantiques ont déjà entrepris des recherches classifiées au sein d'universités et d'instituts de recherche publics, et lesquels, et/ou reçoivent des financements de recherche de la part d'agences de défense et du complexe militaro-industriel.

Si certaines informations sont déjà disponibles, elles sont souvent dissimulées et difficiles d'accès.

C'est pourquoi nous préconisons la création d'une base de données transparente recensant tous les projets menés dans les universités publiques et financés par des agences militaires ou de défense, y compris ceux visant le développement de technologies à double usage.

À titre d'exemple des préoccupations éthiques que soulèvent de tels projets, Leonardo S.p.A., le plus grand fournisseur de défense italien, détenu en partie par l'État, participe à de nombreux projets de recherche à double usage dans des universités publiques [44]. Dans le même temps, elle collabore avec des institutions de recherche israéliennes [45] et possède un historique documenté d'exportations d'armes vers Israël (la question de savoir si et dans quelle mesure de tels transferts se poursuivent aujourd'hui reste incertaine et largement débattue [46]), ainsi que vers l'Égypte sous le régime d'Abdel Fattah el-Sisi [47] et l'Arabie saoudite [48].

Cela signifie que, parmi plusieurs autres préoccupations éthiques, le développement de technologies à double usage en partenariat avec Leonardo dans les universités publiques a pu finalement renforcer les capacités militaires offensives du gouvernement israélien, que la commission de l'ONU a récemment jugé responsable du génocide à Gaza [49].

Dans ce contexte, nous souhaitons nous démarquer des applications militaires des technologies quantiques. Nous voulons nous assurer que nos découvertes ne soient pas utilisées sur le champ de bataille ni comme moyen de répression. Nous souhaitons faire partie d'une communauté de chercheurs plus attentifs aux questions éthiques et moins focalisés sur les applications militaires ou les projets à but lucratif qui ignorent les considérations éthiques.

Nous souhaitons également encourager un débat ouvert sur ces questions, créer un réseau de scientifiques concernés et établir un forum où nous pourrions exprimer nos opinions, organiser des campagnes et unir nos forces pour nous sentir moins isolés dans un monde de plus en plus militarisé.

Nous tenons à souligner que, dans ce débat, nous accueillons également la participation de scientifiques dont les recherches sont financées par des fonds militaires. Notre intention n'est pas de cibler des comportements individuels, mais plutôt de mettre en lumière, d'examiner de manière critique et, en fin de compte, de chercher à transformer le système plus large d'implication militaire dans le milieu universitaire.

Nous reconnaissons également que, dans de nombreux contextes, les chercheurs disposent de très peu d'options pour obtenir des financements. En conclusion, nous restons convaincus que la guerre doit être totalement rejetée comme moyen de régler les conflits internationaux et que la paix ne peut être garantie que par la diplomatie, les traités internationaux et la coopération, et non par la destruction mutuelle assurée. En tant que scientifiques travaillant dans un domaine de recherche non neutre, nous pouvons faire entendre notre voix en ce sens.

[La liste des références d'articles numérotées ici entre crochets se trouve sur le site disarmquantum.com, ainsi que les noms des 50 premiers signataires, rejoints par 300 autres. Le manifeste a été lancé en janvier 2026 et a récemment trouvé un certain écho.]